

Rapport d'activité 2015

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
LES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	15
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	19
Repenser le modèle de croissance.....	19
<i>Système productif et gouvernance d'entreprise</i>	<i>19</i>
<i>Modèle de croissance et cycle macro-financier.....</i>	<i>19</i>
<i>Expansions économiques et bulles</i>	<i>19</i>
<i>Finance, croissance et inégalités : quelle causalité ?.....</i>	<i>20</i>
Dette, innovation financière et financement de l'économie	21
<i>Financement de l'économie : des modèles en évolution.....</i>	<i>21</i>
<i>Innovation financière et volatilité macroéconomique.....</i>	<i>21</i>
<i>Les effets macroéconomiques des politiques monétaires non conventionnelles : une identification à haute fréquence.....</i>	<i>22</i>
<i>Positions financières brutes, positions financières nettes</i>	<i>23</i>
Politiques structurelles	24
<i>Politiques du marché du travail : comparaison France/Japon sur le marché du travail des seniors et Politiques structurelles : quels enseignements du Japon ?.....</i>	<i>24</i>
<i>Politique énergétique.....</i>	<i>24</i>
Macroéconomie internationale : changes et matières premières.....	25
<i>Chocs des prix de l'énergie</i>	<i>25</i>
<i>Liens entre incertitude macroéconomique et volatilité sur les marchés de matières premières</i>	<i>27</i>
<i>L'impact de la politique monétaire de la Fed sur le prix du pétrole et le taux de change des pays exportateurs de pétrole.....</i>	<i>29</i>
<i>La restructuration des dettes souveraines.....</i>	<i>29</i>
ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES	33
Analyse économique du rôle des intermédiaires commerciaux et des circuits d'approvisionnement en Chine	33
<i>Intermédiaires commerciaux et vérification de la qualité des produits</i>	<i>33</i>
L'ouverture économique de l'Afrique : mesure et conséquences.....	34
<i>Panorama de l'insertion économique internationale de la Russie.....</i>	<i>34</i>
<i>Migrations et ajustement économique au sein de la zone Euro</i>	<i>34</i>
<i>L'impact sur les finances publiques de 30 ans de migration en France : une approche comptable</i>	<i>35</i>
Projets hors programme	35
<i>La nouvelle donne du commerce extérieur chinois</i>	<i>35</i>
<i>L'économie turque : de la consolidation à la gestion de crise permanente</i>	<i>36</i>
<i>Analyse de la politique monétaire et financière internationale de la Chine</i>	<i>37</i>
<i>L'impact de l'immigration sur la différence de salaires entre les sexes</i>	<i>38</i>

SOMMAIRE

POLITIQUES COMMERCIALES	41
Modèles et bases de données	41
Modèle MIRAGE : entretien et mise à jour	41
Modélisation des trajectoires économiques de long terme	42
Firmes hétérogènes en équilibre général appliqué	42
Droits de douane et mesures non tarifaires	43
Régionalisme commercial	43
TTIP : une perspective agricole et internationale	44
Effets des barrières au commerce	44
Obstacles techniques au commerce et performance des firmes françaises	44
Barrières non-tarifaires au commerce : une étude de cas	45
Incertitude et obstacles non-tarifaires au commerce	46
Projets hors programme	46
La valeur ajoutée en mouvement : géographie future de la production, des migrations et de l'énergie	46
La facilitation du commerce est-elle sans coût ?	
Une approche en équilibre général	47
Impact d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande	48
La valeur des préférences commerciales accordées par l'Union européenne aux pays en développement	49
Impacts indirects sur l'environnement d'un "verdissement" de la Politique Agricole Commune de l'Union européenne	50
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	55
Bases de données	55
CHELEM	55
Base pour l'Analyse du Commerce International (BACI)	55
Trade Unit Value (TUV)	56
Base de gammes et types de commerce	56
Les Profils du CEPII	57
Évolutions structurelles des échanges internationaux	57
Pourquoi le commerce mondial ralentit-il ?	57
Élasticités et adaptation à la croissance mondiale	58
Commerce et emploi	58
L'impact de la mondialisation sur les marchés du travail : bilan	58
Concurrence internationale et stabilité de l'emploi	59
L'avantage compétitif des entreprises intensives en travail qualifié : une étude sur le long terme	59
Normes, réseaux, barrières aux échanges et compétitivité	60
Les appellations d'origine, facteur de compétitivité des firmes agroalimentaires françaises	60
Type de concurrence et élasticité du commerce	61

SOMMAIRE

<i>Variation de l'élasticité du commerce selon la qualité des produits.....</i>	62
<i>L'impact des embargos commerciaux sur les exportateurs français.....</i>	62
Entreprises multinationales, économies nationales	63
<i>Entreprises multinationales, prix de transfert et paradis fiscaux</i>	<i>63</i>
<i>Les choix d'implantation des entreprises automobiles</i>	<i>64</i>
LES ANNEXES	65
<i>Annexe 1. Les publications du CEPII.....</i>	<i>67</i>
<i>Annexe 2. Le site internet du CEPII</i>	<i>111</i>
<i>Annexe 3. Les publications hors CEPII.....</i>	<i>117</i>
<i>Annexe 4. Le CEPII dans les médias</i>	<i>123</i>
<i>Annexe 5. Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations</i>	<i>129</i>
<i>Annexe 6. Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII.....</i>	<i>141</i>
<i>Annexe 7. Participation à des groupes de travail et comités d'experts</i>	<i>171</i>
<i>Annexe 8. Relations partenariales du CEPII</i>	<i>175</i>

PRÉFACE

Malgré le ralentissement marqué et prolongé du commerce mondial, les interconnexions multiples et complexes des économies restent une dimension caractéristique de notre époque. Qu'il s'agisse de monnaie, de climat, de concurrence ou de croissance, les déterminants comme les conséquences sont souvent mondiaux, et les chocs ne sont guère amortis par les frontières. Ces interdépendances forment un système qui n'est plus, comme jadis, centré sur quelques pays riches et quelques zones géographiques, ni dominé par une puissance hégémonique. L'économie mondiale, plurielle et multipolaire, répond à des logiques nouvelles dont la portée est souvent universelle mais dont la maîtrise relève de la gageure.

Les défis sont immenses pour en comprendre les ressorts, mais également pour adapter la gouvernance à ce contexte nouveau, comme l'illustre la pression des pays émergents pour réformer les institutions internationales voire en créer de nouvelles. Pour le défi peut-être le plus important à l'échelle du siècle, celui du climat, la Conférence de Paris a constitué une étape importante, montrant l'immensité des défis mais pointant également la possibilité de trouver de nouvelles solutions, dès lors que la volonté d'aller de l'avant est partagée. Dans le même temps, le regain de tensions géopolitiques vient rappeler si besoin était la fragilité des équilibres internationaux et la dépendance des relations économiques au contexte politique.

Ces mutations posent question aux chercheurs, aux experts, aux décideurs ainsi qu'à la société dans son entier. Le CEPII s'efforce d'aider à bien poser ces questions et à leur trouver des éléments de réponse. Il le fait en couvrant un large spectre de sujets et d'approches complémentaires, et l'écho croissant reçu par ses travaux comme leur réputation de qualité sont autant de gages de succès. Sa marque de fabrique consiste à combiner la rigueur analytique des études scientifiques avec l'exigence de pertinence des débats de politique économique, tout en rendant ses travaux accessibles à des publics variés et en nourrissant activement les échanges. Le bien public de connaissance et de compréhension de l'économie internationale qu'il œuvre ainsi à produire constitue un viatique dans le monde d'aujourd'hui.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous souhaiter une agréable lecture de ce rapport d'activité.

Jean Lemierre

Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

Pour assumer ses différentes missions de recherche, d'expertise et d'information, le CEPII a comme de coutume mené en 2015 des activités variées dans leurs thèmes comme dans leur approche et leur matérialisation. Outre une production écrite soutenue, incluant des articles scientifiques ou documents de travail, ainsi que des textes plus orientés vers les questions de politique économique, voire vers le grand public, l'effort d'organisation de séminaires et conférences a été accentué (28 par le CEPII et 28 par *le Club du CEPII*, voir annexes 1 et 2). Pour mieux contribuer à l'information et à la pédagogie sur les questions d'économie internationale, le Centre a par ailleurs développé la série des *Panoramas* et lancé des *Profils*, proposant une information statistique thématique structurée.

Cette activité alimente également directement les débats publics, comme en témoigne la visibilité croissante du Centre dans les médias. En 2015, les économistes du CEPII ont publié 98 articles de presse et réalisé 126 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 425 fois dans la presse écrite, 226 fois dans les médias audiovisuels et 1 336 fois sur internet pour un total de 1 987 mentions dans les médias (voir annexes 3 et 4 pour plus de détail). Dans le même temps, les économistes du Centre participent à de nombreux débats publics et publient un blog dont l'audience est large, et croissante elle aussi (plus de 80 000 visites en propre en 2015, en hausse de 12 %).

Pour résumer l'activité de l'année écoulée, ce rapport suit la division habituelle des activités du CEPII d'abord par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, les axes de recherche structurant une démarche cohérente inscrite dans la durée sont combinés avec des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.

Macroéconomie et Finance Internationales (MFI)

En matière de macroéconomie et de finance, le CEPII s'est saisi cette année des problématiques de long terme sur les fondements des régimes de croissance économique, et sur les modes de financement qui les sous-tendent, notamment dans le contexte de la désintermédiation bancaire. Les politiques économiques internationales, tant budgétaire que monétaire, ont souvent été abordées et la question européenne a émergé explicitement comme un pan entier du programme de travail.

Le programme de travail MFI s'est articulé en quatre axes. Le premier s'est attaché à repenser le modèle de croissance, avec un accent mis sur le rôle de facteurs sous-jacents tels que le cycle — long — macro-financier, les inégalités et la productivité. Un axe plus financier est lié à la dynamique des dettes, à l'innovation financière et au financement de l'économie. La politique monétaire, la désintermédiation, l'innovation financière, les anticipations d'inflation et les positions financières internationales en sont les aspects structurants. Le troisième propose une réflexion sur le futur de l'Europe dans les dimensions des différentes politiques : budgétaire, stabilité financière, investissement, énergétique — avec un accent particulier sur celui-ci dans le cadre plus général de la transition énergétique et des questions environnementales — et des politiques structurelles. Enfin, un quatrième axe, plus traditionnel pour l'équipe MFI, s'articule autour des taux de changes et des matières premières, envisageant les déterminants des comportements à l'exportation, les chocs des prix de l'énergie, et le rôle des incertitudes et de la volatilité pour les marchés de matières premières.

Économies Émergentes et Migrations Internationales (EEMI)

La poursuite des travaux relatifs à la connaissance et à la compréhension du commerce international de la Chine ont constitué un premier axe de travail substantiel dans ce programme. Au niveau agrégé, une série de travaux a mis en lumière la nouvelle dynamique des échanges fondée sur le commerce ordinaire émanant, d'une part, d'exportations fondées sur une part croissante d'intrants locaux et, d'autre part, d'importations destinées à servir la demande intérieure chinoise au détriment de l'activité d'assemblage. À un niveau plus désagrégé, deux études ont porté sur le rôle des intermédiaires commerciaux en Chine et l'impact de l'implantation d'enseignes de grande distribution sur les exportations des pays dont ces enseignes sont originaires.

La stratégie monétaire et financière internationale de la Chine (création de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures, intégration du Yuan au panier du DTS, politique de change des autorités chinoises, financement international des banques chinoises) a également fait l'objet de plusieurs éclairages.

Des travaux ont été engagés sur l'insertion internationale de l'économie russe.

Les travaux initialement prévus sur l'ouverture économique de l'Afrique n'ont en revanche pas pu être réalisés en raison du départ des deux économistes qui en étaient principalement chargés.

L'analyse des migrations internationales a porté sur deux axes :

- l'impact de l'immigration en France a été analysé, d'une part, sous l'angle de sa contribution nette aux finances publiques sur une longue période et, d'autre part, sous l'angle des conséquences sur les inégalités salariales de la féminisation accrue de la population active immigrée ;
- les données relatives à la présence, à l'emploi et à la mobilité intra-européenne des immigrés avant et pendant la crise ont fait l'objet d'une analyse fine dans le but d'éclairer les débats sur le rôle des migrations dans l'ajustement économique en Europe.

Politiques Commerciales (PC)

Le programme Politiques Commerciales a fait face à une demande sociale très importante en 2015, en raison de l'actualité (accord transatlantique, accord transpacifique, accord UE-Nouvelle Zélande- Australie, COP21, accord sur la facilitation des échanges fin 2014, débat sur le mécanisme d'inclusion carbone). L'équipe s'est aussi saisie de questions plus structurelles, auxquelles les bases de données et modèle de commerce international permettent d'apporter un éclairage : la biodiversité ou le verdissement de la Politique Agricole Commune, sont quelques-uns des thèmes nouveaux pour le CEPIL traités en 2015. Les investissements méthodologiques se sont poursuivis, dans le but d'intégrer les développements théoriques récents de la discipline d'une part, et de continuer à avancer sur les questions de long-terme pour lesquelles le CEPIL a acquis une forte visibilité. Avec cette orientation générale, le CEPIL est présent sur les questions non tarifaires (autres que les droits de douane) au cœur des accords commerciaux aujourd'hui négociés ou signés, et sur les sujets à la jonction de la croissance, de l'environnement et de la globalisation.

Analyse du Commerce International (ACI)

Le programme d'Analyse du Commerce International propose des analyses de la structure du commerce international et des spécialisations des pays, mais aussi des études sur les déterminants et les conséquences de l'exposition des entreprises à un environnement ouvert à la concurrence internationale. Pour ce faire, ce programme doit développer ses propres outils d'analyse, et

notamment produire et entretenir des bases de données détaillées sur le commerce mondial.

En 2015, notre travail s'est organisé autour de cinq thématiques, dont voici les principales contributions.

Tout d'abord, comme chaque année, un effort conséquent a été consacré à l'entretien et au développement des bases de données de commerce. Cette année, au-delà des actualisations habituelles de CHELEM, BACI et TUV, nous avons cherché à valoriser nos données en étoffant notre offre à visée d'information et de pédagogie. Tout d'abord au travers des *Panoramas* et des *Profils* (pages web interactives permettant de consulter des données et indicateurs thématiques structurés pour un grand nombre de pays). Ensuite, par la mise en ligne d'une base proposant des indicateurs permettant de préciser le type de relation commerciale entre les pays (intra ou inter-branche, gamme de produit...).

Un second point saillant concerne l'analyse de la tendance au ralentissement de la croissance du commerce mondial. Depuis la forte chute enregistrée en 2009, les échanges mondiaux peinent à retrouver leur niveau de croissance d'avant crise. Nous avons conduit une analyse détaillée de ce phénomène et montré qu'il s'explique en bonne partie par une croissance particulièrement faible des flux résultants des processus de division internationale des chaînes de valeur.

Le troisième thème est la poursuite d'un grand chantier, débuté il y a deux ans déjà, posant la question de l'impact du commerce international sur l'emploi et les salaires en France. Une étude de la polarisation du marché du travail français, au profit des professions à bas ou haut salaires et aux dépens des professions à salaires intermédiaires, a mis en évidence le rôle prédominant des changements technologiques dans l'explication de cette tendance, à laquelle l'essor du commerce international apparaît avoir également contribué.

Le quatrième thème regroupe des études empiriques qui sont au cœur de l'activité du programme ACI, à savoir l'analyse des coûts au commerce, de la concurrence et de la compétitivité internationales. Cette année, une attention toute particulière a été portée à l'estimation des élasticités du commerce international. Ces élasticités sont bien évidemment des paramètres essentiels pour comprendre et prédire les effets sur le commerce des chocs externes (crises mondiales, variation du taux de change...) et des politiques économiques (politique commerciale, politique

de réduction des coûts de production...). Un travail théorique et empirique original est venu montrer que ces élasticités peuvent varier sensiblement d'un pays à l'autre, en fonction de la structure des écarts de productivité des entreprises au sein des pays.

Enfin, le cinquième thème regroupe des travaux sur le rôle des entreprises multinationales dans le commerce mondial, notamment une étude sur les pratiques de prix de transferts entre filiales des groupes implantés en France et une analyse détaillées des stratégies d'implantation des producteurs automobiles.

Les programmes scientifiques

Programme



Macroéconomie et finance
internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

REPENSER LE MODÈLE DE CROISSANCE

Système productif et gouvernance d'entreprise

Michel Aglietta, en collaboration avec Xavier Ragot

La désindustrialisation de la France, et plus généralement les difficultés des secteurs exposés à la concurrence internationale, révèlent des tendances macroéconomiques et micro-économiques œuvrant en France et en Europe depuis plus de dix ans. En effet, si le moment proprement financier de la crise commençant en 2007 est le résultat de l'explosion de la bulle immobilière américaine, l'ampleur de l'impact sur l'économie européenne ne peut se comprendre que par des fragilités auparavant ignorées.

L'ambition du texte est de tenter une synthèse des facteurs à la fois macroéconomiques et microéconomiques de cette tendance.

Modèle de croissance et cycle macro-financier

Michel Aglietta & Thomas Brand

En quoi la basse croissance est-elle imputable à la phase dépressive du cycle financier de longue période ?

Une analyse historique de trois cycles financiers ayant produit des crises financières systémiques permet de montrer que de telles crises financières entraînent des phases de baisse profonde de la rentabilité du capital qui provoquent un marasme de l'investissement productif et d'épargne surabondante à cause des difficultés de désendettement des emprunteurs et de montée de l'aversion pour le risque des prêteurs.

Expansions économiques et bulles

Thomas Grjebine & Fabien Tripier

Les économies avancées ont-elles besoin de bulles pour croître ? Le débat sur la stagnation séculaire a récemment remis en lumière les difficultés de concilier croissance économique et stabilité financière. Les trois dernières expansions de l'économie américaine auraient en effet été nourries par des booms financiers et immobiliers. Dans le même temps, la Grande Récession a montré l'importance des

RÉFÉRENCE(S)

"Érosion du tissu productif en France : Causes et remèdes",
M. Aglietta & X. Ragot,
Revue de l'OFCE,
n° 142, septembre., pp. 95-150

RÉFÉRENCE(S)

"La stagnation séculaire dans les cycles financiers de longue période",
M. Aglietta & T. Brand
L'économie mondiale 2016,
Coll. Repères, La Découverte
Paris, 2015, chap. 2.

RÉFÉRENCE(S)

"Excess Finance and Growth: Don't Lose Sight of Expansions!",
T. Grjebine & F. Tripier
CEPII Working Paper,
n° 31, décembre.

coûts économiques d'une croissance financière excessive. Ce débat souligne la complexité des interactions entre croissance économique et finance, la croissance financière étant alternativement considérée comme un déterminant important de la croissance économique et un facteur majeur d'amplification des crises économiques.

Le projet mené vise à clarifier ces interactions en tenant compte des caractéristiques des phases du cycle économique, c'est-à-dire des expansions et des récessions. Trois faits se dégagent. Premièrement, une forte croissance financière va de pair avec une croissance économique plus forte durant les expansions et une durée plus longue des expansions. Deuxièmement, l'intensité des récessions est renforcée par cette croissance financière excessive durant l'expansion. Cette dernière interaction étant de moindre importance que la première, la croissance et la finance sont positivement reliées sur un cycle économique complet, comprenant une phase d'expansion et une phase de récession. Un troisième fait amène à nuancer cette conclusion : l'interaction positive entre croissance financière et croissance économique au cours d'un cycle est réduite, et peut même devenir négative, si l'on considère les effets persistants d'une croissance financière excessive sur l'expansion du cycle suivant. Cette troisième interaction peut expliquer le sentier de croissance observé durant et après les bulles financières au sens où les effets négatifs de l'éclatement d'une bulle subsisteraient dans les cycles économiques suivants. Ces mécanismes d'hystérésis seront approfondis dans le programme de travail de 2016 en étudiant plus spécifiquement le comportement des variables d'emploi, et les liens entre finance et marché du travail.

Finance, croissance et inégalités : quelle causalité ?

Jérôme Héricourt en collaboration avec Rémi Bazillier (LEO,-CNRS, Université d'Orléans) et Samuel Ligonnière

Les objectifs de la recherche (identification d'une relation causale nette entre inégalités et croissance de la sphère financière; mise en évidence d'éventuelles différences entre pays émergents et pays développés) ont requis un long travail préparatoire sur les données. Ce travail a demandé un approfondissement, à la fois afin d'améliorer la définition des variables-clés, et afin de trouver celle(s) nécessaire(s) à l'identification d'une relation causale nette.

Une base de données a été constituée, les premiers résultats sont encourageants, le document de travail devrait pouvoir être achevé d'ici la fin de l'été 2016.

DETTE, INNOVATION FINANCIÈRE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Financement de l'économie : des modèles en évolution

Urszula Szczerbiewicz, Thomas Grjebine & Fabien Tripier

L'Union européenne a lancé en 2015 le projet d'Union des marchés de capitaux (UMC) qui vise à faire évoluer le système financier européen. La détresse des banques durant la crise financière de 2008-2009 a en effet remis en cause le modèle européen reposant trop exclusivement sur les banques.

Ce projet analyse les enjeux économiques et institutionnels d'une telle réforme du modèle européen et les conditions de sa réussite. Il élargit le débat traditionnel sur les avantages et inconvénients d'un système financier basé sur les banques par rapport à un système financier basé sur les marchés dans deux directions. La première est l'analyse du cycle économique, en particulier des phases de récession. En effet, il apparaît que les entreprises substituent un financement obligataire au financement bancaire durant les phases de reprise économique et que ces dernières sont plus vigoureuses dans les économies où la part du financement obligataire est initialement élevée. La seconde direction est l'efficacité de la politique monétaire. Étant donné que l'efficacité de la politique monétaire est dépendante de la structure de financement de l'économie, la réforme portée par la Commission européenne pour stimuler l'activité et l'investissement pourrait contribuer au renforcement de la transmission de la politique monétaire.

Innovation financière et volatilité macroéconomique

Stéphane Lhuissier

Compte tenu du fait que la récession mondiale fut déclenchée par la crise financière aux États-Unis, la question de savoir si les "chocs financiers" sont importants dans la formation des cycles économiques ne se pose pas vraiment. Pourtant, le rôle du secteur financier et de son importance dans la formation des cycles a été historiquement une source de controverse. Si son rôle au sein des cycles a été important et durable au cours du temps, alors les décideurs politiques en matière monétaire devraient intégrer la stabilité financière dans les objectifs intermédiaires nécessaires à la réalisation de son principal objectif, à savoir le maintien de la stabilité des prix.

Ce projet vise à rendre compte de la nature et de l'ampleur des cycles économiques de la zone euro depuis 1970, en mettant l'accent sur le rôle des facteurs financiers dans la formation de ces cycles.

RÉFÉRENCE(S)

"Le financement obligataire accélère-t-il les reprises ?",
T. Grjebine, U. Szczerbiewicz &
F. Tripier,
La Lettre du CEPII,
n° 351, février.

"Financement de l'économie : le
modèle européen remis en question",
T. Grjebine, U. Szczerbiewicz
& F. Tripier,
L'économie mondiale 2016.
Coll. Repères, La Découverte
Paris, 2015

"Le marché obligataire, solution de
sortie de crise",
T. Grjebine, U. Szczerbiewicz
& F. Tripier,
Le Monde,
14 mars

"La réforme du modèle européen
et l'efficacité de la politique
monétaire",
T. Grjebine, U. Szczerbiewicz
& F. Tripier,
Revue Banque,
24 novembre

RÉFÉRENCE(S)

"The Regime-switching Volatility of
Euro Area Business Cycles",
S. Lhuissier,
CEPII Working Paper,
n° 22, novembre

"The Regime-switching Volatility of
Euro Area Business Cycles",
S. Lhuissier,
Macroeconomic Dynamics,
2016, à paraître.

L'étude identifie, dans un premier temps, les changements dans l'amplitude des cycles économiques au cours du temps. Il en ressort qu'à partir du début des années quatre-vingt-dix, la volatilité de la production s'est modérée. Cette tendance à la baisse, s'est interrompue tempo-rairement durant la Grande Récession de 2008-2009.

L'étude montre que la faible volatilité macroéconomique, du début des années quatre-vingt-dix jusqu'à la Grande Récession de 2008, résulte principalement de l'absence de chocs majeurs, lesquels sont principalement associés, d'une part, à une amélioration du niveau de la productivité, et d'autre part, à une meilleure allocation des ressources entre les épargnants et les investisseurs ("chocs financiers").

Enfin, cette étude atteste que les facteurs financiers ont toujours joué un rôle essentiel dans les fluctuations économiques, pas seulement pendant la Grande Récession. En l'occurrence, ils expliquent plus de trente pourcents des fluctuations de la production économique.

Les effets macroéconomiques des politiques monétaires non conventionnelles : une identification à haute fréquence

Stéphane Lhuissier & Urszula Szczerbowicz

Depuis décembre 2008, le principal instrument de la politique monétaire américaine, à savoir le taux d'intérêt directeur, est paralysé. Son incapacité à atteindre des taux négatifs rend la politique monétaire conventionnelle totalement inefficace à titre de stabilisateur macroéconomique. La Réserve fédérale a donc mis en place de nouvelles mesures, plus communément appelées "politiques monétaires non conventionnelles", afin de stimuler l'activité économique. Bien que l'impact positif de ces politiques sur les prix des actifs financiers ait été confirmé par des études antérieures, l'évidence sur leurs effets macroéconomiques reste relativement rare.

L'étude mesure les effets macroéconomiques des politiques monétaires non conventionnelles (PMNC) aux États-Unis, et en particulier, des annonces du comité de politique monétaire (FOMC) de la Réserve fédérale américaine depuis 2008.

Dans un premier temps, le "choc monétaire" est identifié à l'aide de données à haute fréquence. En particulier, ces surprises sont mesurées comme les changements journaliers dans les taux à moyen et à long-terme d'actifs financiers (bons du Trésor, MBS...)

suite à une annonce du FOMC. Une telle identification permet d'isoler totalement le comportement de la politique monétaire et de ses effets sur l'économie, sous l'hypothèse que les nouvelles sur l'état de l'économie durant les journées de réunion du FOMC n'affectent pas les choix des décideurs en matière de politique monétaire.

Les auteurs montrent que les taux réels à cinq ans des obligations d'État américaines sont ceux qui réagissent le plus aux annonces du comité de la Réserve fédérale.

Une fois les surprises monétaires identifiées, un cadre d'analyse standard permet d'évaluer les effets de ces surprises sur l'activité économique. L'étude montre que ces annonces ont des effets significatifs sur la production, les prix, et l'investissement résidentiel et non résidentiel. Finalement, le canal du crédit, à travers une baisse des primes de risque sur les marchés financiers, constitue le principal canal de transmission de la politique monétaire non conventionnelle sur l'économie.

Une première version de cette étude est disponible. Le document du travail sortira au cours de l'année 2016.

Positions financières brutes, positions financières nettes

Fabien Tripier, en collaboration avec Timothée Gigout Magiorani (Université François-Rabelais, Tours)

Le projet s'est d'abord concentré sur l'étude du partage du risque dans le système financier international via le canal des bilans financiers externes. L'objectif est de proposer une mesure de la position extérieure française et des revenus qu'elle génère, tenant compte de l'incertitude économique et/ou financière régnant dans les pays de contrepartie. Dans cette optique, deux bases de données ont été mobilisées : celle des encours bilatéraux d'Investissement Direct Étranger de la Banque de France et celle des revenus de ces investissements. Elles ont ensuite été appariées à différents indicateurs d'incertitudes économiques, en particulier à un indicateur de fragilité financière des pays de contrepartie.

Les premiers résultats indiquent que le "privilège exorbitant" (c'est-à-dire la conjonction d'une position extérieure nette négative et d'une balance des revenus de la position positive) de la France s'exerce par le biais de la position en Investissements Directs. Globalement, les avoirs en IDE de la France sont supérieurs aux engagements envers le reste du monde. De même, les recettes sur

RÉFÉRENCE(S)

"Can the magic of Abenomics succeed?",
É. Dourille-Feer
CEPII Working Paper
n° 24, décembre

les avoirs sont supérieures aux dépenses sur les engagements et le rendement net (recettes dues aux avoirs moins les dépenses dues aux engagements) des encours est positif. Cependant, le rendement net vis-à-vis des pays de la Zone Euro (cœur et périphérie) tend à être soit nul, soit négatif. Le "privilège exorbitant" s'exerce en fait plus spécifiquement *via* les volumes et les rendements élevés des encours en IDE détenus dans les pays émergents (en particulier les BRICS) et surtout dans les économies avancées hors Zone Euro (en particulier les États-Unis). Le corollaire du rendement positif de la position extérieure française est une exposition particulièrement élevée aux risques financiers présents dans les pays de contrepartie. En effet, il apparaît que la composition géographique de la position extérieure française l'a rendu vulnérable au resserrement de la distance au défaut des secteurs financiers des économies avancées hors Zone Euro et des pays émergents.

POLITIQUES STRUCTURELLES

Politiques du marché du travail : comparaison France/Japon sur le marché du travail des seniors et

Politiques structurelles : quels enseignements du Japon ?

Évelyne Dourille

Ces deux projets ont été regroupés sous la forme d'une analyse d'ensemble de la politique économique du Japon sous le gouvernement de Shinzo Abe, combinant les questions conjoncturelles et structurelles. Les politiques du marché du travail et l'activité des seniors, comme d'ailleurs celle des femmes, sont en effet des dimensions clés des défis auxquels les Abenomics s'efforcent de répondre. Ce document pose la question des perspectives de croissance dans un contexte de population déclinante et de niveau de vie élevé. Après une phase initiale rencontrant apparemment un certain succès, les résultats de la politique du gouvernement sont nettement plus mitigés dans la période récente, ce qui pose la question de la capacité de la troisième flèche des Abenomics, celle des réformes structurelles, à redynamiser efficacement les perspectives de croissance, au-delà du court terme.

Politique énergétique

Michel Aglietta, Étienne Espagne, en collaboration avec J.-C. Hourcade

En amont de la COP21, ce travail a visé à inclure le système financier et les politiques monétaires dans les questions de financement de la transition énergétique. Il s'agit d'un travail de recherche aussi bien

RÉFÉRENCE(S)

- "Financing energy and low-carbon investment: public guarantees and the ECB",
M. Aglietta, É. Espagne, *CEPII Policy Brief*, n° 6, mars 2015.
À paraître dans *Handbook of Research on Green Economic Development Initiatives and Strategies*.
- "Les clubs climatiques et la COP21 : ennemis d'aujourd'hui, alliés de demain ?",
É. Espagne, *La Lettre du CEPII*, n° 358, novembre.
- "Financer les investissements pour une croissance soutenable en Europe",
M. Aglietta, É. Espagne, *La Lettre du CEPII*, n° 353, mars.
- "Tout changer à la BCE pour que rien ne change dans le climat?",
É. Espagne, *L'Économie politique*, n° 66, avril.
- "Nature et monnaie, Des réductions d'émission de CO2 comme nouvel actif éligible pour les banques centrales",
É. Espagne, *Revue du Commissariat Général au Développement Durable*, décembre.
- "Orienter les flux financiers vers la transition écologique : une proposition à trois étages",
É. Espagne, *Note de l'Institut Veblen pour les réformes économiques*, 2015.
- "The low carbon transition between the animal spirits of finance and the fault lines of the world economy",
J-C. Hourcade, M. Aglietta, B. Perrissin Fabert, É. Espagne, *Moving the trillions, a debate on the positive pricing of mitigation actions*, CIRED, 2015.
- "Climate Clubs and Cop21: Foes Or Allies?", Étienne Espagne, *Moving the trillions, a debate on the positive pricing of mitigation actions*, CIRED, 2015.

théorique (nature et rôle de la monnaie et du crédit dans la transition) que de modélisation (*via* des modèles de macroéconomie monétaire et financière de types DSGE ou post-keynésiens), de proposition aux décideurs politiques (aux niveaux européen et de la COP21) et d'animation de débats d'experts sur ces thèmes.

En aval de la COP21, en s'appuyant sur les articles du texte final liés à la finance et sur la dynamique impulsée auprès des banques centrales, le travail se poursuivra pour affiner les mécanismes de financement envisageables sur les différents aspects de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, qui seront précisés au travers des INDCs et dans les groupes de travail spécifiques des COPs à venir.

MACROÉCONOMIE INTERNATIONALE : CHANGES ET MATIÈRES PREMIÈRES

Chocs des prix de l'énergie

Valérie Mignon, en collaboration avec Jean-Pierre Allegret (*EconomiX-CNRS, Université Paris Ouest*), Cécile Couharde (*EconomiX-CNRS, Université Paris Ouest*) et Tovonony Razafindrabe (*EconomiX-CNRS, Université Paris Ouest*)

Deux parties composent ce projet : une partie sur l'impact des chocs de prix du pétrole sur les taux de change réels des pays producteurs et une partie sur les relations entre prix du pétrole et taux de change du dollar.

RÉFÉRENCE(S)

- "Oil currencies in the face of oil shocks: what can be learned from time-varying specifications?",
V. Mignon,
CEPII Working paper,
n° 18, octobre et *Working paper EconomiX*, 2015-38 (en collaboration avec J-P. Allegret, C. Couharde & T. Razafindrabe).

RÉFÉRENCE(S) (suite)

"Oil currencies in the face of oil shocks: what can be learned from time-varying specifications?",

V. Mignon,
CEPII Working paper,
n° 18, octobre et Working
paper *EconomiX*, 2015-38 (en
collaboration avec J-P. Allegret,
C. Couharde & T. Razafindrabe).

"Reassessing the empirical
relationship between the oil price
and the dollar",

V. Mignon (en collaboration avec
V. Coudert)
CEPII Working paper
n° 25, décembre.

1) Prix du pétrole et taux de change des pays producteurs.

Les monnaies de nombreux pays producteurs sont telles qu'elles ont tendance à s'apprécier lorsque le prix du pétrole augmente, ce que l'on qualifie de "monnaies pétrolières" (oil currencies). Alors que cette propriété de "monnaie pétrolière" est clairement établie d'un point de vue théorique, les résultats sont moins tranchés dans la littérature empirique. Ce projet étudie les raisons de ce paradoxe apparent en analysant la variabilité temporelle de la relation entre le prix réel du pétrole et les taux de change effectifs réels de cinq pays exportateurs de pétrole.

L'une des raisons pouvant expliquer cette absence de conclusion tranchée dans la littérature empirique réside dans l'approche retenue pour estimer la relation entre prix du pétrole et taux de change réels. Nombre de travaux reposent en effet sur des estimations des effets économiques d'un choc moyen de prix du pétrole basé sur une combinaison de facteurs d'offre et de demande. Or, une telle approche n'est pas satisfaisante dans la mesure où il convient de tenir compte non seulement de la source des chocs de prix du pétrole, mais aussi du fait que ces origines peuvent varier au cours du temps.

À cette fin, une spécification vectorielle autorégressive (VAR) à paramètres variant dans le temps permet aux réponses des taux de change réels à différents chocs des prix du pétrole (chocs d'offre, de demande globale et de demande spécifique) d'évoluer au cours du temps et, en conséquence, de contribuer à expliquer les résultats mitigés obtenus dans la littérature empirique.

Il ressort qu'il existe des différences significatives dans les réponses des taux de change en fonction de la source du choc pétrolier : d'une part, les taux de change réels réagissent plus aux chocs de demande, globale et spécifique, qu'aux chocs d'offre et, d'autre part, l'importance respective de ces chocs évolue au cours du temps. En plus des facteurs de compensation nationaux en jeu dans les pays pétroliers, les effets d'amortissement endogènes peuvent provenir du marché du pétrole lui-même au travers d'effets compensatoires entre les différents chocs de demande.

Au total, ce projet montre que la propriété de "monnaie pétrolière" ne peut pas être considérée comme le modèle des pays producteurs de pétrole. Ainsi, les "monnaies pétrolières" suivent différents modèles hybrides au sens où ces devises peuvent répondre à une ou plusieurs sources de chocs des prix du pétrole qui, de plus, peuvent varier au cours du temps.

2) Prix du pétrole et dollar

La question des liens entre prix du brut et dollar se pose avec une acuité toute particulière aujourd'hui du fait des vives fluctuations observées à la fois sur le marché du pétrole et sur le marché des changes américain. Ainsi, alors que le prix du pétrole est en baisse depuis juin 2014, la devise américaine affiche de son côté une tendance à l'appréciation. Cette évolution en sens contraire est-elle atypique eu égard aux dynamiques passées ? Comment l'interpréter ?

Ce projet vise ainsi à réévaluer la relation empirique entre le prix réel du pétrole et le taux de change effectif réel du dollar américain sur la période 1974-2015. Les variations des deux variables sont désormais liées par une relation négative, allant du taux de change du dollar vers le prix réel du pétrole. Cependant, cette même relation est positive sur le sous-échantillon prenant fin au milieu des années 2000, conformément aux résultats de la littérature antérieure. Afin de comprendre une telle évolution, nous estimons un modèle de régression non linéaire à transition lisse, dans lequel le lien prix du pétrole-dollar dépend de la dynamique suivie par la monnaie américaine. Les résultats montrent que la relation entre les deux variables est négative la plupart du temps, mais devient positive lorsque le dollar atteint des niveaux très élevés, comme ce fut le cas au début des années quatre-vingt.

Afin d'interpréter le lien négatif qui prévaut de nos jours, il convient de prendre en compte le fait que les marchés du pétrole et des matières premières sont de plus en plus financiarisés. Dans la mesure où les investisseurs et les gestionnaires d'actifs arbitrent régulièrement sur les marchés financiers et des matières premières, ils sont susceptibles de trouver les matières premières moins attractives lorsque le dollar est attendu à la hausse. Parallèlement, la diversification des portefeuilles de l'OPEP, en particulier grâce aux fonds souverains, a contribué à faire disparaître la relation positive liant prix du pétrole au dollar grâce au recyclage des pétrodollars.

Liens entre incertitude macroéconomique et volatilité sur les marchés de matières premières

Valérie Mignon, en collaboration avec Marc Joëts (IPAG) et Tovonony Razafindrade (EconomiX-CNRS, Université Paris Ouest)

La volatilité des prix du pétrole est souvent considérée comme reflétant l'incertitude, non seulement sur le marché du pétrole, mais aussi plus globalement au niveau macroéconomique mondial.

RÉFÉRENCE(S)

"Does the volatility of commodity prices reflect macroeconomic uncertainty?",
V. Mignon,
CEPII Working paper
n° 2, mars
(en collaboration avec M. Joëts & T. Razafindrade).

Alors que les effets de la volatilité des prix du pétrole sur l'activité économique ont fait l'objet de nombreux travaux, la relation contraire visant à examiner l'impact de l'incertitude macroéconomique sur la dynamique du marché pétrolier n'a pas retenu l'attention de la littérature. Cette question revêt pourtant un intérêt tout particulier, en particulier eu égard à la vision moderne selon laquelle le prix du pétrole est largement endogène aux conditions macro-économiques mondiales. Ce projet a pour objet de combler ce manque de la littérature en étudiant l'influence de l'incertitude macroéconomique sur la dynamique des prix du pétrole.

Cet article analyse ainsi l'impact de l'incertitude macroéconomique sur un échantillon de 19 marchés de matières premières. Une mesure robuste de l'incertitude macroéconomique basée sur un large éventail d'indicateurs macro-économiques et financiers mensuels est utilisée afin d'estimer un modèle structurel vectoriel autorégressif à seuil afin d'évaluer si l'effet de l'incertitude macroéconomique sur les rendements des prix des matières premières dépend du degré d'incertitude.

Les résultats montrent qu'alors que le rôle de valeur refuge des métaux précieux est confirmé, les marchés agricoles et industriels sont très sensibles à la variabilité et au niveau de l'incertitude macroéconomique, respectivement. En outre, la récente récession de 2007-09 a généré un épisode sans précédent de grande incertitude dans de nombreux marchés de matières premières qui ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une volatilité importante dans les prix correspondants. Ce résultat met en avant la pertinence et l'intérêt de notre mesure de l'incertitude reliant l'incertitude à la prévisibilité plutôt qu'à la volatilité.

La pertinence de l'approche fondée sur la prévisibilité peut s'expliquer par des propriétés spécifiques au marché du pétrole. En particulier, ce marché est caractérisé par une demande faiblement élastique et une forte inertie de l'offre, rendant tout ajustement non anticipé difficile et coûteux. Cette importance des facteurs spécifiques au marché du pétrole est en ligne avec les conclusions des dernières Perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI (automne 2015) soulignant qu'une offre de pétrole supérieure aux anticipations couplée à une certaine faiblesse de la demande de pétrole liée à l'amélioration de l'efficacité énergétique, ont joué un rôle clé dans l'explication de l'effondrement récent des prix du pétrole.

L'impact de la politique monétaire de la Fed sur le prix du pétrole et le taux de change des pays exportateurs de pétrole

Gabriel Gomes (EconomiX-CNRS, Université Paris Ouest) et Valérie Mignon

Le projet qui a consisté à déterminer quels pays exportateurs de pétrole seraient susceptibles d'adopter des mesures contra-cycliques pour stabiliser leur taux de change à la suite de chocs pétroliers.

La présence de non-linéarités dans la relation entre le taux de change réel des pays exportateurs de pétrole et le taux d'intérêt réel américain contraint à une méthodologie d'estimation spécifique (Smooth Transition Regression (STR)).

Une première version de l'étude est en cours de soumission comme document de travail CEPII.

La restructuration des dettes souveraines

Christophe Destais

La crise grecque, dix ans après la crise argentine, est venue rappeler que l'insolvabilité des États peut avoir des conséquences économiques et humaines dramatiques. Ces derniers sont coupés de leurs sources de financement et conduits à mener des politiques d'austérité. Les crises de dette souveraine provoquent également, dans certains cas, un désordre monétaire profond qui amplifie les récessions et provoque des transferts de richesses. Disposer d'un cadre à l'intérieur duquel organiser la restructuration des dettes souveraines représente donc un enjeu majeur. Il n'en existe pourtant pas. Le seul mécanisme disponible aujourd'hui pour aider les débiteurs est que la communauté internationale se substitue à leurs créanciers privés, ce qui constitue pour ces derniers une source d'aléa moral et d'avantages indus. Toutefois, le statut souverain du débiteur rend impossible l'exécution forcée des droits des créanciers ou de décisions d'autorités tierces, sauf à ce que ce débiteur consente des transferts de souveraineté qui ne semblent pas réalistes aujourd'hui. Entre la gestion actuelle au cas par cas et l'impossible mise en place d'un cadre multilatéral de restructuration, il existe un ensemble de mécanismes permettant de restructurer les dettes souveraines : les clauses contractuelles qui définissent ex ante les procédures de restructuration des dettes obligataires, les clauses contingentes qui introduisent certaines modalités de restructuration des dettes souveraines dans le contrat initial et l'utilisation du levier financier du FMI ou des créanciers multilatéraux et bilatéraux.

RÉFÉRENCE(S)

"Restructuration des dettes souveraines : comment sortir de l'ornière ?

La lettre du CEPII,
n° 357, octobre.

"À quand une conférence internationale sur les modalités de restructuration des dettes souveraines ?", *mimeo*.

Programme



Économies émergentes et
migrations internationales

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES

ANALYSE ÉCONOMIQUE DU RÔLE DES INTERMÉDIAIRES COMMERCIAUX ET DES CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENT EN CHINE

Intermédiaires commerciaux et vérification de la qualité des produits

Sandra Poncet, en collaboration avec Meina Xu (Institute of International Business, Shanghai University of International Economic and Business)

Les intermédiaires commerciaux sont susceptibles de remplir deux fonctions économiques : la facilitation du commerce en réduisant les coûts de transaction, d'une part, la vérification ou la garantie de la qualité, d'autre part.

Dans le cas des exportations chinoises, il existe un consensus dans la littérature pour considérer que ces intermédiaires exercent bien la première fonction. Leur contribution en ce qui concerne la qualité est, en revanche, plus controversée.

L'étude économétrique établit que la dispersion de la qualité des biens produits dans une localité est positivement corrélée à la prévalence des intermédiaires spécialisés et négativement corrélée à la prévalence des intermédiaires généralistes.

Le rôle des intermédiaires spécialisés apparaît donc renforcé là où il y a le plus d'asymétrie d'information sur la qualité des biens disponibles pour les acheteurs internationaux, ce qui suggère que les intermédiaires spécialisés sont en mesure de réduire les problèmes liés à la qualité.

Internationalisation des enseignes de grande distribution et promotion des exportations nationales vers la Chine

Charlotte Emlinger & Sandra Poncet

Ce travail évalue l'impact de l'implantation en Chine d'enseignes de la grande distribution internationale sur les importations chinoises en provenance des pays dont ces enseignes sont originaires. Les résultats suggèrent qu'une progression de 20 % de la présence des grandes surfaces occidentales induit une hausse relative des importations de produits de détail de 28 %. Ces gains sont

RÉFÉRENCE(S)

"Quality Screening and Trade Intermediaries: Evidence from China",
S. Poncet & M. Xu,
CEPII Working Paper,
n° 20, octobre.

RÉFÉRENCE(S)

"With a Little Help from My Friends: Multinational Retailers and China's consumer Market Penetration",
C. Emlinger & S. Poncet,
CEPII Working Paper,
n° 01, janvier.

doublés pour les importations en provenance du pays d'origine de l'enseigne. L'effet mesuré est principalement tiré par les produits alimentaires, ce qui est cohérent avec la renommée internationale de la gastronomie occidentale et avec le rôle structurant des marques distributeur. Nos résultats suggèrent ainsi que les grandes enseignes sont des têtes de pont qui aident leurs producteurs nationaux à pénétrer le marché chinois.

L'OUVERTURE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE : MESURE ET CONSÉQUENCES

Panorama de l'insertion économique internationale de la Russie

Deniz Unal, en collaboration avec Cécile Lefèvre (Université Paris Descartes et Ined)

Les exportations de la Russie sont principalement constituées de produits énergétiques destinées à l'Europe. La baisse du prix des matières premières et les sanctions économiques imposées par les États-Unis et l'Union européenne en raison du conflit en Ukraine ont contribué à précipiter l'économie du pays dans une récession profonde en 2015. Cette situation pose la question de l'éventuel capacité de l'appareil productif russe, et notamment l'industrie manufacturière hors énergie, à se développer, à se diversifier et à servir la demande interne. L'étude, qui est toujours en cours, dresse un panorama de la structure productive du pays en termes de valeur ajoutée, de l'emploi et des échanges extérieurs. Ce travail devrait déboucher sur un Panorama du CEPII au cours de l'année 2016.

Migrations et ajustement économique au sein de la zone Euro

Xavier Chojnicki, Anthony Edo et Lionel Ragot

La crise économique a principalement dégradé le niveau d'emploi des travailleurs non qualifiés, notamment celui des immigrés, de façon particulièrement prononcée dans les pays d'Europe du Sud. L'impact asymétrique de la crise économique sur les taux d'emploi entre les pays du Nord et du Sud a donc favorisé une relocalisation des personnes au sein de l'Union européenne. En effet, la crise s'est accompagnée d'une migration interne vers les pays les moins affectés par la crise économique comme le Danemark, l'Angleterre, l'Irlande ou la Suède.

La libre circulation des personnes est un des principes fondamentaux de la construction européenne. Elle peut en outre être considérée comme un facteur d'ajustement économique. Ce travail analyse

RÉFÉRENCE(S)

"Intra-European labor migration in crisis times",
CEPII Policy Brief,
à paraître en 2016.

le lien existant entre les ajustements économiques au sein de la zone euro et les migrations intra-européennes en se focalisant sur les effets de la crise économique de 2008 sur la structure de qualification des immigrés au sein de l'UE15 et sur les mouvements internes à cet ensemble géographique qu'elle a générée. En s'appuyant sur des données de l'enquête emploi européenne, il illustre les tendances migratoires au cours de la période précédant et suivant la crise, ainsi que les asymétries de l'impact de la crise sur l'emploi. Une autre partie du travail, en cours de finalisation, vise à montrer en outre dans quelle mesure les migrations intra-européennes des pays du Sud vers les pays du Nord ont joué un rôle dans l'adaptation de la zone à ce choc asymétrique.

L'impact sur les finances publiques de 30 ans de migration en France : une approche comptable.

Xavier Chojnicki et Lionel Ragot, en collaboration avec Ndèye Penda Sokhna (Université Paris Ouest, laboratoire EconomiX)

Ce projet vise à évaluer la contribution nette de l'immigration depuis la fin des années 1970 sur les finances publiques françaises en prenant en compte les changements dans la structure de la population immigrée, en termes d'âge et de qualification, ainsi que l'environnement économique (par exemple, la crise de 2008). La contribution nette des immigrés est très faible (inférieure à 0,2 % du PIB) et généralement négative durant la période considérée. Cette contribution n'a pas été affectée par l'augmentation de l'immigration au cours de la dernière décennie ou la récente crise économique. En revanche, entre 2001 et 2011, la contribution nette des migrants des pays tiers a baissé alors que celle des migrants provenant d'un autre État européen a augmenté.

RÉFÉRENCE(S)

"The fiscal impact of 30 years of migration in France: an accounting approach",
mimeo, à paraître en 2016.

PROJETS HORS PROGRAMME

La nouvelle donne du commerce extérieur chinois

Deniz Ünal

La Chine est devenue la première puissance commerciale du monde depuis 2013. En dépit du ralentissement sensible de sa croissance, la progression de la croissance de ses échanges extérieurs continue à être plus rapide que celle du commerce international. Toutefois, les ressorts de cette progression sont différents de ceux qui prévalaient avant la crise globale.

RÉFÉRENCE(S)

"L'usine du monde au ralenti ou le changement de régime du commerce extérieur chinois",
F. Lemoine, S. Poncet, D. Ünal,
& C. Cassé,
CEPII Working paper,
n° 04, mars.
"China: a new role in international trade",
F. Lemoine & D. Ünal, mimeo.

RÉFÉRENCE(S) (suite)

"Mutations du commerce extérieur chinois",

F. Lemoine & D. Ünal,

La Lettre du CEPII,

n° 352, mars. Republié dans

Problèmes économiques, n° 3114,

La documentation française, juin.

"Spatial rebalancing and industrial convergence in China",

F. Lemoine, S. Poncet, D. Ünal,

China Economic Review,

vol. 34, p.39-63, juillet.

"Le nouveau rôle de la Chine

dans le commerce international",

F. Lemoine, D. Ünal,

Perspectives chinoises, article

soumis en septembre.

Au cours des années 2000, cette progression avait été stimulée par la fragmentation internationale de plus en plus intense des processus productifs. Désormais, la participation de l'économie chinoise aux chaînes mondiales de production à travers les activités de processing, n'est plus le moteur principal de ses performances commerciales. La Chine perd, en effet, ses avantages comparatifs dans les industries à forte intensité de travail peu qualifiés et doit en gagner dans les productions à plus forte valeur ajoutée.

La nouvelle dynamique des échanges réside dans le commerce ordinaire émanant, d'une part, d'exportations fondées sur une part croissante d'intrants locaux et, d'autre part, d'importations destinées à servir la demande intérieure chinoise.

Dans ce contexte, si le solde commercial est toujours excédentaire, il le doit surtout au ralentissement des importations et non plus à la progression des exportations.

La transition que connaît l'économie chinoise se traduit notamment par une moindre croissance de la production manufacturière. Les services sont devenus le principal moteur de l'activité et leur importance dépasse désormais celle de l'industrie. Le ralentissement de la croissance industrielle accroît les surcapacités de production dans les industries de transformation (acier). Ces surcapacités entretiennent le surendettement des secteurs concernés et imposent une réduction durable des taux d'investissement.

L'économie turque : de la consolidation à la gestion de crise permanente

Deniz Ünal

La Turquie a bien surmonté la crise globale après 2008, mais l'afflux des capitaux suscité par les politiques d'assouplissement monétaire menées aux États-Unis et en Europe n'a pas tardé à avoir un impact négatif sur la gouvernance économique. Les autorités, n'ayant toujours pas remédié au manque chronique d'épargne nationale, ont pu mettre un frein aux réformes économiques nécessaires grâce à l'endettement à bon marché du secteur privé. Aussi, l'ancrage à des réformes institutionnelles sous l'influence du FMI, de la Banque mondiale et de l'UE a disparu. La dette publique contractée auprès des deux premiers ayant été remboursée et le processus d'adhésion à l'UE étant gelé, la Turquie n'avait plus d'incitation à suivre un modèle institutionnalisé et transparent à l'occidentale.

RÉFÉRENCE(S)

"L'économie turque",

D. Ünal,

Panorama du CEPII,

à paraître.

La réorientation géographique des échanges en faveur de l'Eurasie à partir des années 2000 a permis au pays d'exploiter la diversité de son tissu industriel en gammes de qualité et de technologie : partie intégrante des chaînes de valeurs ajoutées européennes dans l'automobile, la mécanique ou la chimie, la Turquie échange avec ses partenaires de l'Ouest des produits sophistiqués, tandis qu'elle exporte vers son voisinage au Moyen-Orient ou sur les rives de la Mer noire des produits industriels traditionnels. Très dépendant énergétiquement, elle importe du pétrole et du gaz naturel depuis la quasi-totalité de ces derniers. Elle se présente aussi comme une plateforme d'acheminement des produits énergétiques du Moyen-Orient vers l'Europe.

Depuis le début du Printemps arabe, surtout l'éclatement de la guerre en Syrie, la réorientation géographique des échanges turcs est toutefois entrée dans l'impasse. D'une pratique de "zéro problème" avec le voisinage, la Turquie est venue à une gestion de crises permanentes et subit actuellement les sanctions économiques de la Russie. Le problème des réfugiés syriens et le grave conflit avec la Russie l'a contrainte à nouveau de se retourner vers ses alliés de l'OTAN tant pour des considérations de sécurité militaire que de politique économique.

Les travaux sur l'économie turque ont fait l'objet d'une série de présentation en 2015 qui déboucheront, début 2016, sur une publication dans la collection "Panorama du CEPPII".

Analyse de la politique monétaire et financière internationale de la Chine

Christophe Destais

Depuis le début de la décennie, la Chine est engagée dans un processus d'internationalisation de sa monnaie et d'ouverture de son compte de capital qui prend des formes variées et complexes. Le ralentissement de sa croissance et la flexibilisation du taux de change l'ont rendue plus sensible aux risques de sorties de capitaux, sensibles depuis la mi-2015.

Les travaux d'analyse réalisés portent sur trois dimensions :

- l'intermédiation de flux de capitaux inter-nationaux par le système financier chinois ;
- les déterminants et les conséquences de l'évolution de la politique de change chinoise ;

- l'analyse de la politique financière extérieure de la Chine et, notamment, la stratégie ambivalente des autorités chinoises vis à vis des institutions financières internationales entre concurrence et volonté de reconnaissance.

Ils ont donné lieu à la publication d'une série de billets dans le blog du CEPII.

RÉFÉRENCE(S)

"Immigration and the Gender Wage Gap",
A. Edo,
CEPII Working Paper,
n° 17, octobre.

L'impact de l'immigration sur la différence de salaires entre les sexes

Anthony Edo

Depuis 1990, la population immigrée en France s'est féminisée en raison de la reconnaissance légale du droit au regroupement familial partir de 1974 mais aussi de l'arrivée de femmes célibataires ou de femmes en couple qui devancent leur conjoint. Cette féminisation s'est traduite par une hausse de la part des femmes immigrées dans la population active immigrée qui est passée de 34 % en 1990 à 47 % en 2010. Cette féminisation de la population immigrée a conduit à une réduction du salaire relatif des femmes par rapport à celui des hommes en France. Ce résultat est principalement lié au fait que les hommes et les femmes de même qualification tendent à être imparfaitement substituables dans le processus productif — i.e. ils se concurrencent moins qu'ils ne se complètent. La féminisation de la population immigrée est donc un phénomène qui tend à accroître les inégalités salariales entre les hommes et les femmes.

Programme



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

MODÈLES ET BASES DE DONNÉES

En 2015, le CEPII a continué son investissement historique dans le modèle MIRAGE avec deux orientations principales. L'une concerne un traitement plus complet des mesures non tarifaires, l'autre poursuivant les efforts consentis sur les questions de long terme "ouvrant" MIRAGE à des questions nouvelles relatives à l'environnement et aux ressources. Les différentes bases de données, notamment tarifaires, ont été mises à jour. Enfin des investissements méthodologiques importants ont été consentis pour conserver le modèle à la frontière de la discipline et en améliorer la programmation.

Modèle MIRAGE : entretien et mise à jour

Jean Fouré, Houssein Guimbard, Cecilia Bellora

En 2015, le modèle MIRAGE a évolué de façon significative, d'une part pour traiter des problématiques nouvelles liées aux mesures non tarifaires (MNT) et d'autre part pour maintenir le modèle à jour. MIRAGE-e est devenu la version standard utilisée au CEPII. Cette version de MIRAGE offre la possibilité de définir les secteurs énergétiques comme des composantes de la valeur ajoutée plutôt que comme des consommations intermédiaires. Son sentier dynamique de long terme repose en outre sur le modèle MaGE du CEPII.

Le modèle intègre dorénavant, par défaut, les données de restrictivité des MNT sur le commerce tirées des travaux de Kee, Nicita et Olarreaga (2009), via une modélisation cohérente avec la structure de MIRAGE. Il permet de distinguer trois types de MNT différents, selon que ces mesures sont de simples frictions au commerce, ou qu'elles permettent à l'importateur ou à l'exportateur d'en retirer une rente. Cette distinction permet à MIRAGE de se positionner dans la littérature sur l'effet des MNT, actuellement peu développée au-delà de l'estimation d'équivalents ad-valorem de la dimension restrictive de ces mesures sur le commerce. Cette orientation permettra, à terme, de mieux comprendre les enjeux des accords commerciaux de nouvelle génération, comme le TTIP.

Concernant les données sous-jacentes, le modèle intègre désormais la dernière version de la base de données GTAP (GTAP 9), publiée en 2015 et prend 2011 comme année de référence. Cette mise à

RÉFÉRENCE(S)

"Long Term Socio-economic Scenarios for Representative Concentration Pathways Defining Alternative CO2 Emission Trajectories",
J. Fouré & L. Fontagné
Rapport d'étude CEPII, 2016.
"Trade Patterns in the 2060 World Economy",
J. Château, L. Fontagné, J. Fouré, A. Johansson, E. Olaberria,
OECD Journal-Economic Studies, DOI 10.1787/19952856, 2015.

jour permet au modèle MIRAGE de mieux représenter l'économie mondiale, avec les données les plus récentes, et offre la possibilité de profiter des bases satellites de GTAP 9, comme celle sur le secteur de production électrique. En outre, les données sur les droits de douane issues de MACMap-HS6 2011 sont utilisables directement dans le modèle, dès lors que le scénario tarifaire ne nécessite pas d'être écrit au niveau fin (i.e. au niveau du système harmonisé à 6 chiffres). Les données d'équivalents ad-valorem des MNT dans les services sont également disponibles et utilisables. Enfin, de nombreuses modifications "de forme" permettent à MIRAGE d'être plus lisible en termes d'écriture de programmation et plus flexible, en généralisant l'utilisation de l'anglais dans les noms de variables, ou en prenant en compte des cas particuliers qui n'étaient jusqu'ici pas prévus.

Modélisation des trajectoires économiques de long terme

Lionel Fontagné, Jean Fouré

Dans la continuité des travaux de 2014, le modèle MaGE a continué d'être mis à jour, de façon à proposer début 2016 une nouvelle version de la base EconMap. En particulier, les variables qui dans MaGE ne sont pas définies de façon annuelle (principalement du fait de la disponibilité des données) occasionnaient jusqu'alors des trajectoires de taux de croissance saccadées, et ce problème a été corrigé. De plus, les projections de prix de l'énergie ont été mises à jour pour correspondre au World Energy Outlook 2015 de l'Agence Internationale de l'Énergie.

Une application importante de ce travail (en collaboration avec le JRC-ITPS à Séville) est la construction de scénarios SSP en combinant les projections de MAGE et MIRAGE. Le travail conjoint avec l'OCDE sur les perspectives 2060 de l'économie mondiale (paru en document de travail de l'OCDE en 2014) a également été finalisé.

Firmes hétérogènes en équilibre général appliqué

Christophe Gouel, Sébastien Jean, Cristina Mitaritonna

Ce projet vise à développer une maquette d'équilibre général calculable multi-pays et multi-secteurs à firmes hétérogènes afin de tester des représentations suffisamment simples des mécanismes sous-jacents pour permettre leur intégration dans le modèle d'équilibre général du CEPII, MIRAGE. Ce projet permettra de mieux connecter le modèle MIRAGE à la littérature académique de commerce international, en particulier aux récents "nouveaux modèles quantitatifs de commerce".

Pendant l'année, plusieurs maquettes avec différents niveaux de complexité ont été développées. Elles ont permis de tester les propriétés des différentes modélisations existantes des firmes hétérogènes, surtout concernant les choix de distribution de productivités des firmes. Suite aux différents tests, le choix final s'est porté sur la modélisation historique la plus simple, qui est aussi la plus économe en paramètres à calibrer. Le modèle retenu a été calibré sur les informations fournies par la base de données WIOD. Pour le calibrage du modèle à firmes hétérogènes le plus simple, la seule information supplémentaire nécessaire par rapport à un modèle standard concerne le taux de profit. Différentes sources contenant des données de taux de profits par secteur ont été identifiées et collectées afin de permettre le calibrage.

Ce travail fournit tous les éléments permettant de mettre à jour la concurrence imparfaite dans MIRAGE, élément au programme de travail 2016. La maquette sera aussi utilisée en 2016 pour réaliser un travail plus académique.

Droits de douane et mesures non tarifaires

Houssein Guimbard

Ce projet consiste à mettre à jour les bases de données MACMap-HS6 (droits de douane) et la base NTM-MAP, utilisées par les équipes PC et ACI.

La base MACMap-HS6 a été mise à jour pour les années 2011 (année cohérente avec la base GTAP 9) et 2013 (année la plus récente disponible), à l'exception de produits protégés par un quota tarifaire.

La construction de la base NTM-MAP (Mesures non-tarifaires) a été revue (méthodologie, programmes de construction) et mise à jour avec les données les plus récentes collectées via WITS. Cette base de données est diffusée gratuitement sur le site internet du CEPII.

La mise à jour de ces deux bases permet au CEPII de rester actif dans le domaine de l'analyse des politiques commerciales et, plus généralement, du commerce, tout en conservant la flexibilité permise par la construction, en interne, de ces bases de données.

RÉGIONALISME COMMERCIAL

Le travail prévu sur le TTIP a été achevé, tandis qu'une évaluation complète de l'accord UE-Australie-Nouvelle-Zélande a été réalisée.

RÉFÉRENCE(S)

"Atlantic versus Pacific Agreement in Agri-food Sectors : Does the Winner Take it All ?",
A-C. Disdier, C. Emlinger & J. Fouré,
CEPII Working Paper,
n° 10, juillet.
"Interdependencies between Atlantic and Pacific Agreements: Evidence from Agri-food Sectors",
A-C. Disdier, C. Emlinger & J. Fouré
Article accepté dans *Economic Modelling* (2015).

TTIP : une perspective agricole et internationale

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, en collaboration avec Anne-Célia Disdier (PSE)

À la suite du rapport rendu en 2014 au Parlement Européen proposant une évaluation de l'impact du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI), et compte tenu de l'avancée des négociations autour du Partenariat Trans-Pacifique (PTP), qui ont donné lieu à une signature à la fin de l'année 2015, de nombreuses questions quant aux interactions entre ces deux accords se posent. Afin d'étudier ces interactions dans le secteur agroalimentaire, ce projet a permis d'évaluer l'aspect restrictif au commerce des mesures non tarifaires mondiales et d'évaluer grâce au modèle MIRAGE les interactions potentielles entre un accord Atlantique (PTCI) et Pacifique (PTP).

Ces résultats ont permis de conclure que dans le domaine agroalimentaire, l'Union Européenne et les pays du Pacifique ne risquent pas de se concurrencer massivement sur le marché des États-Unis car leurs spécialisations respectives sont complémentaires. D'autre part, le grand gagnant des deux accords reste les États-Unis, dont les gains dans le secteur agroalimentaire sont bien plus importants que chez ses partenaires. En particulier, la valeur ajoutée agroalimentaire européenne risque de diminuer significativement suite à la signature du PTCI, du fait d'une substitution du commerce intra-européen par des exportations américaines. Enfin, ces résultats ne sont pas sensibles à un éventuel élargissement du PTP englobant notamment la Chine. En revanche, le commerce transatlantique pourrait être significativement touché par une inclusion ambitieuse des mesures non tarifaires dans l'accord Pacifique.

EFFETS DES BARRIÈRES AU COMMERCE

Obstacles techniques au commerce et performance des firmes françaises

Lionel Fontagné, Gianluca Orefice

Ce projet fait l'objet d'un premier article qui a été sélectionné pour être présenté à la conférence CEPR sur les barrières non tarifaires à Vienne en février 2016. Cet article analyse l'effet asymétrique sur les échanges des entraves techniques restrictives au commerce (OTC) sur les exportateurs. On s'intéresse à l'impact différencié selon les caractéristiques des exportateurs, et au fait que ceux-ci

RÉFÉRENCE(S)

"Technical Barriers to Trade and Multi-destination firms",
CEPII Working Paper,
à paraître.

ont le choix d'exporter vers de multiples destinations. La mise en correspondance d'une base de données sur les mesures OTC qui ont été soulevées comme préoccupantes à l'OMC, avec le détail des exportations des entreprises françaises, permet d'estimer l'impact de ces mesures sur les marges extensive et intensive du commerce. En particulier, nous analysons l'effet sur la probabilité d'exporter et de sortir du marché d'exportation, la valeur exportée et les prix à l'exportation. Nous montrons que ces mesures découragent la présence des exportateurs sur les marchés étrangers les imposant et favorisent la sortie des entreprises de ces marchés. Cet impact est atténué pour les grandes entreprises. Plus généralement, confrontées à un obstacle OTC, les entreprises françaises préfèrent réorienter leurs exportations vers d'autres destinations. Les mesures techniques peuvent donc constituer de véritables barrières aux échanges et modifier profondément les structures de marché.

Barrières non-tarifaires au commerce : une étude de cas

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, en collaboration avec Daniel Mirza (Université de Tours)

Ce projet vise à recenser et classer les Mesures Non Tarifaires (MNT) dans un ou deux cas pratiques. Le travail a été amorcé pour le secteur des produits laitiers sur le marché chinois. D'une part, une première analyse de ce marché particulier a été conduite en utilisant BACI (et cela a donné lieu à un billet de blog). D'autre part, la collecte de données a commencé, avec pour point de départ les bases existantes (World Integrated Trade Solution – WITS, Notifications OMC), qui ont été complétées par une collecte des documents réglementaires eux-mêmes. Ces étapes préliminaires ont permis de mettre en valeur la diversité des mesures qui s'appliquent au commerce de produits laitiers vers la Chine, et va permettre de commencer la construction d'une grille d'analyse à visée plus générale. À terme, ce travail va permettre de mieux comprendre les effets des MNT sur les entreprises, et devrait pouvoir être pris en compte dans le modèle MIRAGE.

Concernant le secteur du vin, un travail de collecte de données de droit d'accise dans les différents pays européens a été effectué. Une première analyse descriptive et économétrique a été faite en collaboration avec un stagiaire de Master de l'Université de Tours. Ce travail exploratoire a mis en évidence une fragmentation du marché européen, induite par l'application de ces droits d'accise. Ce premier résultat nécessite d'être approfondi et différentes pistes de recherche

RÉFÉRENCE(S)

"Impact of European Food Safety Border Inspections on Agri-Food Exports: Evidence from Chinese Firms",
CEPII Working Paper,
à paraître.

peuvent être envisagées, comme l'impact des droits sur la qualité (AOC/IGP) des produits, même si en raison de la disponibilité des données, l'étude est réduite au marché intra-communautaire.

Incertitude et obstacles non-tarifaires au commerce

Lionel Fontagné, en collaboration avec Anne-Célia Disdier (PSE-INRA) et Matthias Beestermöeller (Munich)

L'idée générale est que les mesures de contrôle aux frontières (c'est-à-dire la mise en œuvre pratique des règles sur les normes sanitaires ou phytosanitaires) peuvent créer une incertitude pour les exportateurs individuels. La probabilité que la cargaison soit contrôlée dépend de l'historique des exportations du pays considéré (et donc de la qualité révélée de ses exportations) et, le cas échéant, du caractère opportuniste de certaines entreprises bénéficiant du respect des normes par les autres exportateurs du même pays. Nous examinons l'impact microéconomique du risque de rejet à la frontière de l'UE pour les exportateurs chinois de produits alimentaires. Ce choix est lié aux normes contraignantes dans l'alimentaire et aux difficultés rencontrées par les exportateurs chinois sur ce créneau. Nous combinons des informations du système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale (RASFF) de l'Union européenne (mis en œuvre quand une cargaison posant problème est identifiée) avec les données d'exportation au niveau de l'entreprise chinoise, par produit-destination et sur la période 2000-2011. Nous montrons que rejets frontaliers diminuent considérablement le nombre de concurrents, augmentent la concentration à la marge intensive et affectent inégalement exportateurs de différentes tailles. La mise en œuvre des protections sanitaires protège la santé du consommateur en modifiant les structures de marché.

PROJETS HORS PROGRAMME

La valeur ajoutée en mouvement : géographie future de la production, des migrations et de l'énergie

Jean Fouré, Lionel Fontagné, Gianluca Santoni

La compétitivité des pays affecte l'allocation mondiale de la production, par le biais du commerce international. Tandis que les pays développés se spécialisent de plus en plus, le commerce entre les pays du Sud croît vivement, créant des opportunités mais aussi des défis. Ce projet vise à analyser l'allocation de la valeur ajoutée, au niveau mondial, mais aussi au sein de l'Union Européenne, à moyen terme (horizon 2035). Pour ce faire, les

RÉFÉRENCE(S)

"Value Added in Motion: Determinants of value added location within the EU",
L. Fontagné & G.Santoni,
Draft report.

"Value Added in Motion: Modelling World Trade Patterns at the 2035 Horizon",
L. Fontagné & J.Fouré,
Draft report.

modèles MaGE et MIRAGE ont été combinés afin de proposer divers scénarios pouvant conditionner le développement futur du commerce international. Dans un premier volet, cette étude a permis d'identifier l'importance majeure de déterminants macroéconomiques (population, migrations, productivité globale) dans l'allocation mondiale de la valeur ajoutée, une importance bien plus grande que celle de la politique commerciale.

Dans un second temps, la question énergétique a été traitée plus en détail, notamment quant à l'impact d'une politique environnementale (la mise en œuvre des engagements de Copenhague en 2009) selon les trajectoires futures de rareté des ressources fossiles. Si les conséquences des politiques climatiques varient grandement avec la disponibilité des ressources fossiles (émissions de CO2 et niveau de contrainte pour respecter les objectifs de réduction d'émissions), ces politiques ont un impact modeste sur la localisation de la valeur ajoutée entre grands secteurs (primaire, manufacturier, services) dans les pays développés, et quasi-imperceptible quant à sa répartition entre pays de l'Union Européenne.

Au total, les résultats les plus significatifs de notre analyse et des celles des autres équipes européennes impliquées dans le projet — notamment sur la dynamique migratoire — sont résumé dans le rapport "Value Added in Motion: Determinants of value added location within the EU" pour permettre la plus grande diffusion. L'ensemble de ces résultats sera publié courant 2016.

La facilitation du commerce est-elle sans coût ? Une approche en équilibre général

Jean Fouré, Lionel Fontagné, en collaboration avec Alexander Keck

Du fait du désintérêt des pays pour les négociations multilatérales autour des droits de douane, les discussions au sein de l'OMC ont tendance à s'orienter vers d'autres sujets de politique commerciale. Parmi les récentes initiatives, l'Accord sur la Facilitation des Échanges (AFE) a été signé en Décembre 2013 lors de la conférence ministérielle de Bali. En partant de l'évaluation déjà menée à l'OCDE de l'effet d'un tel accord sur les Indicateurs de Facilitation des Échanges (IFE), le modèle MIRAGE a été adapté pour être cohérent avec le cadre théorique des IFE, et a été mobilisé pour évaluer les effets potentiels de l'Accord sur la Facilitation des Échanges sur le commerce mondial. En particulier, cette approche respecte la définition micro-fondée des coûts au commerce et les relie aux IFE. Elle permet aussi l'allocation bilatérale de la charge liée à la mise en place de l'accord et la prise en compte des coûts

RÉFÉRENCE(S) (suite)

"Value Added in Motion :
Macroeconomic Implications of
Energy Price Trajectories",
L. Fontagné, J. Fouré & G. Santoni,
Draft report.

RÉFÉRENCE(S)

Un chapitre du World Trade Report
2015 de l'OMC est basé sur ces
premiers résultats. Un article
scientifique sera finalisé en 2016.

RÉFÉRENCE(S)

"Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande",
C. Bellora & H. Guimbard,
Rapport d'étude CEPII, 2015.
Rapport pour la DGT, décembre.

liés à cette mise en place. De premiers résultats montrent que le résultat de l'Accord sur la Facilitation des Échanges est très sensible à la diligence et à la dimension temporelle de la mise en œuvre de l'accord, et que l'introduction des coûts a un impact moindre, mais non négligeable.

Impact d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande

Cecilia Bellora, Houssein Guimbard

Les 15 et 29 novembre 2015, la préparation de discussions commerciales entre l'Union européenne (UE) avec, respectivement, l'Australie et la Nouvelle Zélande a été officiellement annoncée. Ces négociations potentielles interviennent alors que d'autres, de grande importance, sont en cours ou ont presque abouti : l'UE négocie avec les États-Unis (TTIP) et le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont signé le 4 février 2016 l'accord transpacifique avec dix autres pays.

Dans le cadre de sa convention avec la Direction Générale du Trésor (DGT), le CEPII a étudié les impacts économiques pour l'UE, et plus particulièrement la France, d'un accord commercial avec l'Australie et la Nouvelle Zélande, prévoyant un démantèlement tarifaire et une "convergence réglementaire". Ces effets ont été étudiés en utilisant le modèle d'équilibre général MIRAGE, à horizon 2030. Les différents (12 au total) scénarios (ayant chacun un degré d'ambition différent ou impliquant l'UE avec l'Australie ou la Nouvelle Zélande ou avec ces deux pays simultanément) ont été définis par la DGT, après échange avec le CEPII.

Les résultats chiffrés sont, à ce jour, encore confidentiels. En cas de libéralisation totale (avec l'Australie et la Nouvelle Zélande), le commerce bilatéral entre les deux zones géographiques augmenterait significativement. Cependant, du fait de l'asymétrie des partenaires (taille des pays, niveaux de protection, importances relatives du commerce bilatéral), l'intérêt d'un tel accord est, en termes relatifs, plus grand pour l'Australie et la Nouvelle Zélande que pour l'UE. En termes absolus, les gains de PIB attendus seraient globalement positifs et plus importants pour l'UE que pour les deux pays du Pacifique. En Europe, ces gains seraient inégalement répartis, avec une perte de valeur ajoutée agricole plus que compensée par des gains dans l'industrie et les services.

Des configurations géographiques plus restreintes ou des accords moins ambitieux aboutissent à des impacts quasiment nuls pour

l'UE. L'accord sur le Partenariat transpacifique ne remet pas en question les résultats obtenus, mais constitue une motivation supplémentaire, pour l'UE, à étudier sérieusement la faisabilité d'un accord avec l'Australie et la Nouvelle Zélande.

La valeur des préférences commerciales accordées par l'Union européenne aux pays en développement

Cecilia Bellora, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau et Parisa Aghajanzadeh-Darzi

Depuis longtemps, plusieurs régimes commerciaux permettent aux marchandises en provenance des pays en développement d'entrer sur le marché de l'Union européenne avec des droits de douane réduits ou nuls. Leur objectif affiché est d'encourager la croissance économique et promouvoir le développement durable dans les pays en développement en les intégrant davantage au système commercial mondial. Récemment, ces régimes commerciaux ont connu une importante réforme. C'est en particulier le cas du Système de préférences généralisé et des dispositions qui touchent les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ainsi, des accords commerciaux préférentiels mais réciproques remplacent progressivement les concessions tarifaires non réciproques, sauf dans les pays les plus pauvres. Se pose alors la question de l'impact des préférences dans leur nouvelle forme sur les économies des pays en développement : les préférences restent-elles un outil d'aide au développement ou bien sont-elles désormais trop limitées ?

Dans un premier temps, l'état actuel de la politique commerciale de l'UE avec les pays en développement est décrit, ainsi que ses récentes réformes. Dans un deuxième temps, l'impact des régimes préférentiels européens est évalué en utilisant le modèle d'équilibre général calculable MIRAGE. Pour cela, un scénario hypothétique dans lequel les préférences de l'UE seraient supprimées est construit, à l'aide des données sur la protection tarifaire présentes dans la base MacMap-HS6. Cette suppression aurait un impact négatif sur certaines économies en développement en entraînant une baisse des exportations ainsi que du produit intérieur brut. Les régions les plus touchées seraient l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne car elles bénéficient aujourd'hui des préférences les plus importantes. Dans l'ensemble, nos simulations suggèrent que les accords préférentiels de l'UE continuent à offrir des possibilités d'exportation et ont un impact positif sur les revenus, en particulier dans les pays les moins développés.

RÉFÉRENCE(S)

"Assessing EU Trade Preferences for Developing Countries' Development and Food Security, Foodsecure",
P. Aghajanzadeh-Darzi, C. Bellora, J-C. Bureau, A. Goburdhun,
Working paper 35, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"How Green is Organic ? Indirect Environmental Effects of Making EU Agriculture Greener", C. Bellora & J-C. Bureau, mimeo.

Ces résultats sont en cours de finalisation et d'amélioration, en particulier avec le raffinement des scénarios tarifaires. La publication d'un document de travail CEPII est prévue courant 2016. Ce travail est intégré dans le programme de recherche européen Foodsecure qui concerne les défis en matière de politiques publiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

Impacts indirects sur l'environnement d'un "verdissement" de la Politique Agricole Commune de l'Union européenne

Cecilia Bellora, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau

L'agriculture moderne a généré des externalités négatives considérables sur l'environnement, par exemple sur la qualité de l'eau et la biodiversité. Face à des effets irréversibles sur les écosystèmes et des pertes économiques, les autorités européennes essaient de promouvoir des techniques de production agricoles plus respectueuses de l'environnement. Cependant, les effets indirects sont souvent négligés lors de la conception des politiques agricoles à visée environnementale. Sans une évaluation d'impact au niveau global, le risque existe de promouvoir des technologies qui entraînent un déplacement partiel des problèmes environnementaux vers les pays étrangers. En particulier, si les techniques plus respectueuses de l'environnement entraînent une baisse des rendements dans l'UE, les variations de prix résultantes peuvent inciter à produire de façon plus intensive dans d'autres parties du monde. Cela peut conduire à mettre de nouvelles terres en production, y compris dans des zones à haute valeur naturelle.

Ces effets sont illustrés en considérant une conversion partielle, mais néanmoins importante, de la production agricole européenne à des techniques de production biologiques. Les changements d'affectation des sols (CAS) indirects qui en résultent sont mesurés. Il est ainsi possible d'essayer d'évaluer dans quelle mesure les impacts positifs sur l'environnement local sont compensés par des impacts indirects dans les pays tiers en utilisant une variété de critères.

La mesure des CAS exige l'évaluation de l'évolution des prix et des effets induits sur l'offre et la demande dans toutes les régions. Pour cela, une version spécifique du modèle d'équilibre général dynamique MIRAGE qui comporte une représentation fine de l'utilisation des terres est utilisée. Une représentation formelle de la production biologique et une structure spécifique pour la demande en produits agricoles biologiques y sont introduites. Cette modélisation est fondée sur des micro-données, qui suggèrent que

les rendements en production biologique dans l'UE restent pour l'instant inférieurs à ceux des cultures conventionnelles dans des conditions agricoles réelles. Il en résulte que si 20 % des terres arables de l'UE étaient converties à l'agriculture biologique, comme le prévoient certains États membres au niveau national, des déplacements de production importants auraient lieu, sauf si l'écart de rendement entre cultures biologiques et conventionnelles est réduit. Dans le scénario étudié, les effets indirects négatifs sur l'environnement semblent limités par rapport aux avantages locaux, si on les évalue en termes de changements dans les émissions de gaz à effet de serre, dans l'utilisation d'intrants chimiques et dans la biodiversité qui résultent des changements d'affectation des sols. Cependant, si on considère spécifiquement les gaz à effet de serre, les émissions indirectes font plus que compenser les retombées locales de l'agriculture biologique. Comparer les effets directs et indirects sur la biodiversité est une tâche complexe, pour cela plusieurs indicateurs sont utilisés. En matière de biodiversité et de pollution chimique, les effets indirects trouvés sont suffisamment importants pour mériter d'être pris en compte de façon systématique dans les analyses de cycle de vie.

Programme



Analyse du commerce
international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

BASES DE DONNÉES

CHELEM

Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

CHELEM rassemble des séries de longue période sur l'économie mondiale, proposées avec une interface facilitant les extractions et le calcul d'indicateurs. Elle est constituée de trois bases de données. La base CHELEM - Commerce international contient des flux bilatéraux de commerce à partir de 1967 pour 94 pays ou zones élémentaires, flux harmonisés et complétés. La base a été actualisée deux fois cette année, en janvier pour les données de flux bilatéraux de commerce de 1967 à 2013, puis en novembre pour 1967 à 2014.

La base CHELEM-PIB se compose de trois séries de PIB (valeur, volume, PPA) ainsi que des séries de population et taux de change pour 205 pays individualisés ou zones depuis 1960 à nos jours. Elle est réactualisée chaque année à partir des données de la Banque mondiale, de l'OCDE, du FMI et des sources nationales. La dernière année incluse est 2014 (avec une estimation jusqu'en 2020 pour les PIB et la population).

La base CHELEM-BAL rassemble les données de balance de paiement pour 200 pays de 1967 à la dernière année disponible. Elle propose une réropolation à l'année 1967 au moins pour les grands postes. Les données source sont celles du FMI et éventuellement de pays tel Taiwan. Les modifications apportées par le FMI depuis l'été 2015 implique une refonte des programmes.

Base pour l'Analyse du Commerce International (BACI)

Charlotte Emlinger, Gianluca Orefice

BACI est une base des données de commerce mondial bilatéral, harmonisées au niveau le plus fin (HS6, soit 5000 produits) pour plus de 200 pays. La procédure d'harmonisation des données est appliquée à la fois aux valeurs et aux quantités de la base de données Comtrade des Nations Unies. La base est disponible pour tous les utilisateurs déjà abonnés à Comtrade et couvre la période 1989-2013. Cette base est largement utilisée, au CEPPII comme à l'extérieur du centre, pour des travaux descriptifs détaillés sur la

RÉFÉRENCE(S)

"World Trade Flows
Characterization: Unit Values,
Trade Types and Price Ranges",
C. Emlinger & S. Piton
CEPII Working Paper,
n° 26, décembre.

structure des échanges et des gammes de produits, ainsi que pour des analyses économétriques. En 2015, la base a été mise à jour dans les révisions HS92, HS96, HS02, HS07 et HS12.

Trade Unit Value (TUV)

Charlotte Emlinger

La base de données de prix du commerce, Trade Unit Value fournit des données de valeur unitaire pour chaque flux bilatéral, à un niveau fin (5 000 produits). Les valeurs unitaires sont calculées à partir des données sources de Comtrade, au niveau le plus fin des nomenclatures de produits (6, 8 ou 10 chiffres), puis ré-agrégées au niveau 6 chiffres (HS6). Cette base permet l'étude des spécialisations des pays par gamme de produits, mais aussi l'analyse des mouvements des termes de l'échange, des conséquences des chocs de changes sur les prix du commerce, etc.

En 2015, la base a été actualisée. Elle couvre maintenant la période 2000-2013.

Base de gammes et types de commerce

Charlotte Emlinger, Sophie Piton

Ce projet a permis de réaliser une base de données permettant de distinguer la nature des flux de commerce. La comparaison du commerce entre deux partenaires et l'analyse des valeurs unitaires permet de distinguer ce qui relève du commerce intra-branché (c'est-à-dire lorsque deux pays exportent mutuellement et simultanément les mêmes biens l'un vers l'autre) et du commerce univoque (lorsqu'un pays exporte un bien vers un pays partenaire sans importer ce même bien en provenance de ce même pays). De plus, la base indique dans quelle mesure les échanges intra-branché correspondent à des échanges de biens parfaitement identiques ou de biens de niveaux de gamme différents (un pays exportant des variétés haut de gamme, et important des variétés bas de gamme). L'ensemble de ces indicateurs sont calculés à partir des bases de données du CEPII, BACI et Trade Unit Value (TUV). La base de donnée associe à chaque flux bilatéral une gamme de prix (haut, moyen et bas de gamme) et un type de commerce (univoque, croisé de variété, croisé de qualité). L'indicateur de Grubel et Lloyd est également calculé pour chaque flux, sur la période 1998-2013.

Cet outil est mis à la disposition du public. Il sert également à décrire en détail l'état et l'évolution des spécialisations commerciales des

pays et, notamment, à alimenter les panoramas statistiques mis en ligne sur le site du CEPII.

Les Profils du CEPII

Charlotte Emlinger, Matteo Gagliardi, Houssein Guimbard, Dominique Pianelli, Alix de Saint Vulry, Deniz Ünal

Les Profils du CEPII sont des pages web interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international à travers les indicateurs et bases de données du CEPII. Ils sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit.

La première série de profils, Les Profils Pays, a été mise en ligne en juin 2015. Les Profils Pays synthétisent et structurent des informations précises et cohérentes sur le niveau de richesse, la spécialisation commerciale, la gamme des biens échangés et la protection douanière qui caractérisent l'insertion de 80 pays dans l'économie mondiale.

ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Pourquoi le commerce mondial ralentit-il ?

Matthieu Crozet, Charlotte Emlinger, Sébastien Jean

Le projet avait pour objectif d'analyser les causes à l'origine du ralentissement de la croissance du commerce mondial depuis la crise. En comparant l'évolution du commerce réellement observée avec celle prédite par un modèle de gravité standard nous montrons que le ralentissement du commerce mondial est structurel, et n'est qu'en partie expliqué par la contraction de l'activité. L'utilisation de données sur la participation des différents produits aux chaînes globales de valeur (OCDE) a mis en évidence le rôle de ces dernières dans le ralentissement du commerce mondial : les flux bilatéraux de commerce qui sont tout particulièrement impliqués dans les stratégies de partage de la valeur ajoutée sont bien ceux qui ont connu le ralentissement le plus marqué. Cela laisse entendre entrevoir sinon une tendance à la relocalisation des activités, du moins la fin de la période de la fragmentation internationale des chaînes de valeur. Bien sûr, nous avons encore peu de recul pour analyser les causes (et même la significativité) du ralentissement du commerce mondial. Des analyses complémentaires doivent

RÉFÉRENCE(S)

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures",
C. Emlinger, H. Guimbard & A. de Saint Vulry
Panorama méthodologique,
n° 2015-M-01, juin.

"CEPII Country Profiles: Indicators, Databases and Classifications",
C. Emlinger, H. Guimbard & A. de Saint Vulry,
Panorama méthodologique,
n° 2015-M-01, June.

RÉFÉRENCE(S)

"On the Gravity of World Trade's Slowdown",
M. Crozet, C. Emlinger, S. Jean,
Vox, B. Hoekman ed., 2015.

"Ralentissement du commerce mondial : vers une nouvelle ère de la mondialisation ?",
S. Jean, F. Lemoine,
L'économie mondiale 2016,
Éditions La découverte.

"Le ralentissement du commerce mondial annonce un changement de tendance",
S. Jean,
La Lettre du CEPII,
n° 356, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Déséquilibres du compte courant : le rôle des revenus primaires",
L. Nayman,
Panorama du CEPII,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Trade and Labor Market: What Do We Know",
M. Crozet & G. Orefice,
CEPII Policy Brief,
à paraître.

encore être menées pour vérifier que les tendances que nous avons observées sur les années 2009-2013 se confirment sur les années les plus récentes.

Élasticité et adaptation à la croissance mondiale

Laurence Nayman

Ce projet étudie, à partir de données de balances des paiements et de commerce, comment les revenus d'exportations, des flux d'investissement direct sortants et des flux de portefeuille ont réagi à la croissance des différentes régions du monde. Depuis 1995 jusqu'à la crise, les revenus primaires sont en effet la composante des crédits la plus dynamique de la balance des paiements et illustrent le développement de la mondialisation. Les revenus des firmes multinationales, composés principalement de revenus d'investissement direct, de redevances et droits de licence, ainsi que les revenus nets d'intérêts de portefeuille mettent en évidence les dérives des balances courantes et participent à leurs déséquilibres.

COMMERCE ET EMPLOI

L'impact de la mondialisation sur les marchés du travail : bilan

Matthieu Crozet et Gianluca Orefice

L'effet de la globalisation sur le marché du travail est une question qui prend une place centrale dans les débats publics. Les études économiques sur le sujet ont cependant du mal à cerner et quantifier précisément l'ensemble des mécanismes à l'œuvre. Alors même que les théories standards du commerce international suggèrent que l'ouverture commerciale peut avoir des conséquences importantes sur la répartition des revenus et des emplois, corroborant en cela un sentiment profondément ancré dans les opinions publiques, les analyses empiriques peinent à montrer un lien fort entre commerce et emploi ou commerce et inégalités. Dans les années 1980 et 1990, à cause des contraintes de disponibilité des données, ces questions ont été étudiées sur données agrégées, et ont obtenu des résultats très hétérogènes, très variables selon les groupes de pays analysés. Puis, l'accès généralisé à des données d'entreprises a permis de ré-ouvrir ce champ de recherche en explorant les réactions des entreprises à des chocs d'ouverture commerciale. Ces dernières années, le CEPII a contribué sensiblement à cette littérature récente en exploitant des données d'entreprises françaises. Nous nous proposons de faire le point sur cette littérature en nous appuyant largement sur les

travaux récents du CEPII et le cas français. Ce projet sera finalisé au cours du premier semestre 2016.

Concurrence internationale et stabilité de l'emploi

Maria Bas, Sébastien Jean et Gianluca Orefice, en collaboration avec Pamela Bombarda (Université Cergy Ponthoise)

Ce projet vise à étudier les effets de l'exposition à la concurrence internationale sur les types de contrat de travail proposés par les entreprises. Une plus forte concurrence des importations ou un engagement plus important dans des activités d'exportation peut en effet influencer sur la gestion que les entreprises font de leurs ressources humaines, dans la mesure où elles modifient la perception que les entreprises peuvent avoir du caractère risqué de leur environnement. Les entreprises exportatrices sont en moyenne plus dynamiques et plus sélectives dans leur recrutement, ce qui peut se traduire par une plus forte proportion de contrats de travail permanents. Cependant, si une entreprise perçoit plus d'incertitude sur ses ventes à l'exportation que sur son marché domestique, cela peut l'amener à privilégier la flexibilité dans la gestion de ses emplois, d'où un recours accru aux contrats temporaires. L'analyse sur données individuelles d'entreprises est en cours.

L'avantage compétitif des entreprises intensives en travail qualifié : une étude sur le long terme

Farid Toubal, en collaboration avec Ariell Reshef (Université de Virginie) et James Harrigan (Université de Virginie)

Nous utilisons des données appariées entre les employeurs et les employés pour analyser les effets de la libéralisation commerciale et de l'adoption de technologie sur la structure de l'emploi et des salaires des entreprises françaises. Pour prendre la mesure de ces effets, notre étude porte sur un panel unique au niveau des entreprises à des moments clés de l'approfondissement de la Communauté Européenne, celui des élargissements européens successifs (post-1993). Notre étude montre que le marché du travail en France est devenu polarisé : les parts des professions à haut et bas salaire ont augmenté tandis que la part des professions à "salaire moyen" a diminué. Pendant la même période, la part des heures travaillées dans les professions liées à la technologie ("techies") a augmenté considérablement, de même que les importations et les exportations. Nous explorons les liens de causalité entre ces tendances. Ce travail est le premier à analyser la polarisation dans un pays en utilisant les données de niveau de l'entreprise. Les

RÉFÉRENCE(S)

"The March of the Techies: Technology, Trade, and Job Polarization in France, 1994-2007",
J. Harrigan, A. Reshef & F. Toubal,
Document de travail à paraître.

données incluent les heures travaillées de 22 professions, ainsi que les importations et les exportations de chaque entreprise du secteur privé. Nous montrons que la polarisation est omniprésente : elle a eu lieu dans les secteurs manufacturiers et dans ceux des services. Elle est à la fois externe et interne à l'entreprise. Motivée par le fait que l'adoption de la technologie est le fait des ingénieurs, cadres techniques et techniciens de l'entreprise, nous utilisons une mesure novatrice de la propension à adopter les nouvelles technologies : la part de ces professions dans le volume travaillé dans l'entreprise. En utilisant un sous-échantillon d'entreprises actives sur l'ensemble de la période, nous montrons que les entreprises ayant plus de "techies" en 2002 ont subi une plus grande polarisation de 2002 à 2007. Les échanges internationaux contribuent également à la polarisation. Pour contrôler le caractère endogène des "techies" et du commerce au niveau des entreprises en 2002, nous utilisons les valeurs passées de ces variables comme instruments. Nous montrons également que les entreprises ayant plus de "techies" en 2002 ont crû plus rapidement de 2002 à 2007. Nous concluons que l'adoption de technologie est une cause importante de polarisation en France. Le commerce était également important, surtout dans le secteur manufacturier. L'ensemble des résultats sont maintenant établi, le texte est en cours de rédaction.

NORMES, RÉSEAUX, BARRIÈRES AUX ÉCHANGES ET COMPÉTITIVITÉ

Les appellations d'origine, facteur de compétitivité des firmes agroalimentaires françaises

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA LERECO Nantes)

Ce projet a pour objectif d'analyser l'impact des appellations d'origine (AOC) sur les performances à l'exportation des firmes agroalimentaires françaises dans le secteur du fromage. Une base de données originale a été constituée en partenariat avec l'INAO et permet d'identifier les firmes et les produits bénéficiant du label AOC. Fusionnée avec les données des douanes françaises et des enquêtes annuelle d'entreprise, ces données ont permis de mettre en évidence un impact positif des appellations d'origine, à la fois sur la marge extensive (la probabilité d'exporter), la marge intensive (le volume exporté) et les valeurs unitaires. Un effet d'entraînement au sein des firmes agroalimentaires a également été démontré : un produit sans label exporté par une firme habilitée par l'INAO pour vendre des produits avec des appellations a de meilleures performances à l'exportation que s'il est exporté par une firme non

habilité. Dans la poursuite de ce travail, nous chercherons à voir si l'effet des appellations est homogène selon les destinations et nous développons un modèle théorique sur l'effet des appellations sur les exportations. Le document de travail est en cours de finalisation.

Type de concurrence et élasticité du commerce

Matthieu Crozet, Thierry Mayer, en collaboration avec Daria Taglioni (the World Bank)

Ce projet vise à estimer précisément les élasticités prix du commerce international. Pour ce faire, nous allons exploiter des données individuelles de douanes d'un grand nombre de pays en développement et émergents. Ces données individuelles nous offrent des degrés de liberté suffisants pour estimer précisément les élasticités du commerce, pour chaque produit et chaque pays de destination. C'est essentiel car le but de ce travail est de vérifier dans quelle mesure ces élasticités varient significativement selon les marchés de destination et les produits. Cette question est importante pour deux raisons. La première est théorique. Les élasticités du commerce sont déterminées par la structure des préférences des consommateurs. Le plus souvent, la théorie suppose que ces préférences sont identiques (ou homothétiques) dans tous les pays. Or, rien ne justifie a priori cette hypothèse. Il est fort possible que les préférences des consommateurs soient sensiblement différentes d'un pays à l'autre, ce qui a des conséquences fortes sur les gains à attendre de l'échange dans chacun des pays et sur l'intensité de la concurrence auquel doit faire un même exportateur sur différents marchés. La deuxième justification à ce travail est empirique. Si l'on observe des différences sensibles des élasticités du commerce selon les marchés de destination, cela signifie que les projections économiques fondées sur des élasticités "moyennes" peuvent être affectées par des biais de composition importants. Cela serait à même de modifier nos attentes sur les conséquences en termes d'exportation d'une réduction des barrières commerciales, d'une fluctuation du taux de change ou encore d'un choc affectant les coûts de production.

Ce projet était programmé sur deux ans. Du fait de l'indisponibilité de certains co-auteurs nous n'avons pas pu avancer autant que souhaité. Le travail devrait cependant se poursuivre en 2016.

RÉFÉRENCE(S)

"From Micro to Macro: Demand, Supply and Heterogeneity", M. Bas, T. Mayer & M. Thoenig, *CEPII Working Paper*, n° 7, juin.

Variation de l'élasticité du commerce selon la qualité des produits

Maria Bas, Thierry Mayer, en collaboration avec Mathias Thoenig

Ce projet a sensiblement évolué au cours de l'année. Au final, il vient proposer une estimation détaillée des élasticités du commerce avec une discussion détaillée du rôle de l'hétérogénéité des exportateurs au sein de chaque pays.

Les modèles de commerce qui ne prennent pas en compte l'hétérogénéité des performances des entreprises caractérisent fondamentalement par des élasticités du commerce à un changement de coûts aux échanges identique pour tous les couples de pays. C'est aussi le cas lorsque l'hétérogénéité des entreprises est prise en compte, mais que des hypothèses simplificatrices fortes sont appliquées (notamment lorsque l'on suppose que l'hétérogénéité est distribuée selon une loi de Pareto). Mais dans un cas plus général, les élasticités sont différentes d'un couple de pays à l'autre.

Notre travail présente une méthode micro-fondée pour quantifier les élasticités bilatérales dans ce cadre général. La combinaison de deux bases de données des douanes au niveau des exportateurs français et chinois sur les mêmes marchés de destination sur la période 2000-2006 nous permet d'estimer toutes les composantes de l'élasticité bilatérale: i) le paramètre de demande qui régit la marge intensive (les valeurs exportées par chaque entreprise) et ii) le paramètre d'offre qui conditionne la marge extensive (le probabilité d'exporter). Ces composants sont ensuite assemblés pour calculer des élasticités bilatérales macro-économiques vers l'ensemble des destinations, et leur décomposition en différentes marges. Nos prédictions sont ensuite confrontées aux données, et nos résultats montrent que les données microéconomiques sont une clé importante de la quantification des élasticités macroéconomiques.

L'impact des embargos commerciaux sur les exportateurs français

Matthieu Crozet, en collaboration avec Julian Hinz (PSE Paris 1)

Cuba, Birmanie, Iran, Syrie... les exemples d'actions diplomatiques prenant la forme de sanctions économiques ne manquent pas. Cet outil a l'avantage d'exercer une pression mesurée et non militaire sur le pays ciblé afin de l'amener à infléchir sa politique. L'impact peut être négligeable pour l'économie du pays qui sanctionne, sauf quand le pays ciblé représente un grand marché extérieur.

RÉFÉRENCE(S)

"Sanctions et embargos : quels impacts sur le commerce de la France vers la Russie ?", *La Lettre du CEPII*, n° 360, janvier 2016.

Or c'est le cas de la Fédération de Russie à l'encontre de laquelle l'Union européenne a pris des sanctions en 2014. Ce pays offre en effet un marché non négligeable et a répondu aux sanctions occidentales par un embargo sévère sur les produits agricoles. Ce projet propose une estimation du coût économique (en termes de réduction des exportations), pour la France, des sanctions et contre-sanctions économiques imposées respectivement par les grandes puissances occidentales et la Russie au cours de l'année 2014. En 2015, nous avons produit une première analyse, qui évalue la perte d'exportation pour la France (hors aéronautique, nucléaire civil et armement) à plus d'un milliard d'euros sur la période allant de décembre 2013 à décembre 2014. Cela représente près de 14 % du potentiel d'exportation vers la Russie à cette période. Les pertes sont imputables pour un tiers à l'insécurité résultant du conflit armé en Ukraine et pour deux tiers aux sanctions diplomatiques. Un travail plus complet, prévu pour 2016, est en cours de réalisation.

ENTREPRISES MULTINATIONALES, ÉCONOMIES NATIONALES

Entreprises multinationales, prix de transfert et paradis fiscaux

Farid Toubal, en collaboration avec Ronald Davies (University College Dublin), Julien Martin (Université Paris V) et Mathieu Parenti (Université Catholique de Louvain)

Dans ce projet, nous mettons en évidence les stratégies de prix de transfert mises en place par les entreprises multinationales. Nous proposons un cadre théorique simple dans lequel les entreprises multinationales modifient les prix des biens échangés entre leurs filiales de sorte à localiser leurs profits dans les pays offrant une pression fiscale des profits relativement avantageuse. Mais la volonté d'échapper à l'impôt n'est pas la seule raison conduisant les entreprises à fixer des prix différents vers chaque pays. Les caractéristiques de chaque marché de destination sont aussi un élément à prendre en compte. L'analyse empirique exploite des données d'entreprises françaises. Le détail des données permet d'observer comment les niveaux des impôts sur les sociétés influencent les prix des exportations vers les pays où les entreprises possèdent des filiales, tout en contrôlant des caractéristiques des marchés de destinations. Nos résultats sont conformes aux attentes : les prix des échanges intra-firmes sont effectivement plus élevés vers les marchés à la fiscalité plus attrayante. Cet effet est surtout visible dans les relations commerciales vers les pays qui sont des paradis fiscaux reconnus. Au final, la perte de recettes fiscales due à la manipulation des prix de transferts représente environs

RÉFÉRENCE(S)

"Knocking on Tax Haven's Door: Multinational Firms and Transfer Pricing",
R. Davies, J. Martin, M. Parenti & F. Toubal,
CEPII Working Paper,
n° 21, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Brands in Motion: How frictions shape multinational production", K. Head & T. Mayer, *CEPII Working Paper*, n° 26, décembre.

"Le partenariat transpacifique est bien un accord commercial... et plus encore !", K. Head & T. Mayer, *La Lettre du CEPII*, n° 362, février 2016.

1 % des recettes de l'impôt sur les sociétés. Mais l'essentiel de ces pertes est imputable à un nombre assez limité d'entreprises (quelques centaines) exportant vers une dizaine de paradis fiscaux.

Les choix d'implantation des entreprises automobiles

Thierry Mayer en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia)

En remplacement du projet précédent, nous avons conduit une analyse détaillée des choix d'implantation dans l'industrie automobile.

Nous utilisons des données désagrégées sur l'assemblage et les échanges internationaux automobiles afin d'estimer un modèle de production multinationale. Nous nous basons sur quatre spécifications théoriques qui permettent une estimation structurelle des frictions que rencontre la production multinationale d'automobiles. En plus du coût du commerce et des frictions liées à la production multinationale mis en avant dans la littérature existante, nous intégrons ici une troisième friction : indépendamment de l'origine de la production, il est plus difficile de vendre sur les marchés éloignés géographiquement du siège de la marque.

Notre spécification donne des estimations cohérentes pour chaque type de friction. Une fois ces paramètres structurels obtenus, nous étudions les conséquences des trois tentatives d'intégration économique : TPP, TTIP, et Brexit. Nous démontrons que chaque type de friction a un impact qualitatif et quantitatif sur la réallocation de la production causée par l'intégration économique.

Les annexes

Annexe 1



Les publications du CEPII

INTERNATIONAL ECONOMICS
ÉCONOMIE INTERNATIONALE

N° 141 - 1^{er} trimestre 2015

"Capital Flows and Asset Prices: Empirical Evidence from Emerging and Developing Economies", Hiroyuki Taguchi, Pravakar Sahoo, Geethanjali Nataraj

"Interest Burden and External Finance Choices in Emerging Markets: Firm-Level Data Evidence from Malaysia", Muhamed Zulkhibri

"On the Use of Singular Spectrum Analysis for Forecasting U.S. Trade Before, During and After the 2008 Recession", Emmanuel Sirimal Silva, Hossein Hassani

"Fiscal Austerity, Growth Prospects, and Sovereign CDS Spreads: The Eurozone and Beyond", Chunming Yuan, Tanu J. Pongsiri

"The "Mother of all Puzzles" at Thirty: A Meta-Analysis", Christophe Tavéra, Jean-Christophe Poutineau, Jean-Sébastien Pentecôte, Isabelle Cadoret, Arthur Charpentier, Chantal Gueguen, Maryline Huchet, Julien Licheron, Guillaume Loeillet, Nathalie Payelle, Sébastien Pommier

"Dissecting the Brains of Central Bankers: The Case of the ECB's Governing Council Members on Reforms", Hamza Bennani

"Heterogeneous Monetary Transmission Process in the Eurozone: Does Banking Competition Matter?", Aurélien Leroy, Yannick Lucotte

"What Determines the Extent of Real Exchange Rate Misalignment in Developing Countries?", Ridha Noura, Khalid Sekkat

N° 142 - 2^e trimestre 2015

"Economics of Global Interactions: Introduction to the Special Issue", Nicola D. Coniglio, Hubert Jayet

"Welfare Implications of Free Trade Agreements under Bertrand and Cournot Competition with Product Differentiation", Yasushi Kawabata, Yasuhiro Takarada



Rédacteurs en chef :
V. Mignon & M. Olarreaga
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

"International Integration with Heterogeneous Immigration Policies", Nicola D. Coniglio, Kenji Kondoh

"Competitiveness-Shifting Effects and the Prisoner's Dilemma in International R&D Subsidy Wars", Armando J. Garcia Pires

"Service Costs and Economic Welfare", Hiroshi Kurata

"Do Firm-Bank Relationships Affect Firms' Internationalization?", Riccardo De Bonis, Giovanni Ferri, Zeno Rotondi

"Is Labor Flexibility a Substitute to Offshoring? Evidence from Italian Manufacturing", Andrea F. Presbitero, Matteo G. Richiardi, Alessia A. Amighini

"Multinationals in Sub-Saharan Africa: Domestic Linkages and Institutional Distance", Lucia Pérez-Villar, Adnan Seric

"Remittances and Incentive to Migrate: An Epidemic Approach of Migration", Claire Naiditch, Agnes Tomini, Christian Ben Lakhdar

"Wage Expectations of Illegal Immigrants: The Role of Networks and Previous Migration Experience", Rezart Hoxhaj

"Illegal Trade in Natural Resources: Evidence from Missing Exports", Pierre-Louis Vézina

N° 143 - 3^e trimestre 2015

"Euro Area Structural Convergence? A Multi-Criterion Cluster Analysis", Delphine Irac, Jimmy Lopez

"Does Financial Openness Explain the Increase of Global Imbalances before the Crisis of 2008?", Jamel Saadaoui

"Trade Spillovers on Output Growth during the 2008 Financial Crisis", Jean-Sébastien Pentecôte, Fabien Rondeau

"Transmission of Real Exchange Rate Changes to the Manufacturing Sector: The Role of Financial Access", Anubha Dhasmana

"A Simple Model of the Juggernaut Effect of Trade Liberalisation", Richard Baldwin, Frédéric Robert-Nicoud

"Capital Inflows, Exchange Rate Regimes and Credit Dynamics in Emerging Market Economies", Robin Boudias

N° 144 - 4^e trimestre 2015

"Product Market Regulation and Wage Premia in Europe and North America: An Empirical Investigation", Sébastien Jean, Giuseppe Nicoletti

"Africa: Out of Debt, into Fiscal Space? Dynamic Fiscal Impact of the Debt Relief Initiatives on African Heavily Indebted Poor Countries (HIPC)", Danny Cassimon, Bjorn Van Campenhout, Marin Ferry, Marc Raffinot

"Does Exchange Rate Volatility Hurt Domestic Consumption? Evidence from Emerging Economies", Mohsen Bahmani-Oskooee, Ali M. Kutan, Dan Xif

"The Determinants of Trade Agreements in Services vs. Goods", Matthew T. Cole, Amélie Guillin

"Revisiting the Fisher Parity Consistency for the Swiss Economy around the Modification of the National Bank's Monetary Policy Strategy", David Neto

"Banking Union: Mind the Gaps", Adrien Béranger, Laurence Scialom

"Estimating Household Responses to Trade Reforms: Net Consumers and Net Producers in Rural Mexico", Guido G. Porto

LA LETTRE DU CEPII

Le financement obligataire accélère-t-il les reprises ?

T. Grjebine, U. Szczerbowicz, F. Tripier, n° 351, février

La crise récente a souligné la nécessité de mieux comprendre les liens entre les marchés financiers et les cycles économiques. Cette lettre présente les résultats d'une recherche sur le rôle de la composition de la dette des entreprises. L'étude de 93 épisodes de récession dans 25 pays montre que durant les phases de reprise économique, les entreprises substituent un financement obligataire au financement bancaire. Il apparaît aussi que les reprises sont plus vigoureuses dans les économies où la part du financement obligataire est initialement élevée.

Mutations du commerce extérieur chinois

F. Lemoine, D. Ünal, n° 352, mars

En 2013, la Chine est devenue la première puissance commerciale du monde. La progression des échanges extérieurs du pays continue à être plus rapide que celle du commerce international, mais ses ressorts sont différents de ceux qui prévalaient avant la crise globale. La participation de l'économie chinoise aux chaînes mondiales de production, à travers les activités de processing, n'est plus le moteur principal de ses performances commerciales. Le nouveau moteur des échanges réside dans le commerce ordinaire émanant d'une offre fondée principalement sur les intrants locaux, et d'une demande intérieure chinoise.

Financer les investissements pour une croissance soutenable en Europe

M. Aglietta, É. Espagne, n° 353, mars

Retrouver une croissance durable en Europe au-delà du rebond conjoncturel implique de relever le taux d'investissement et de l'orienter dans le sens de la qualité de la croissance. Nous pensons que les bases d'un programme ambitieux se trouvent dans les objectifs 2020 inscrits dans le paquet Climat-Énergie de l'Union européenne et dans l'opportunité offerte par la conférence de Paris sur le climat de décembre 2015. Nous évaluons l'ampleur des investissements à faire, les domaines prioritaires et insistons sur la nécessité d'instaurer une valeur sociale du carbone suffisamment



Rédacteurs en chef : A. Chevallier,
J. Couppey-Soubeyran & S. Piton
Disponible sur www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre.asp

élevée pour encourager les projets bas-carbone. La situation actuelle de l'Europe implique un financement transitoire original, faisant appel à la politique de bilan de la BCE.

Quand exporter aide à vendre chez soi

N. Berman, A. Berthou, J. Héricourt, n° 354, juin

Comment les chocs de demande subis par les entreprises françaises sur leurs ventes à l'étranger se répercutent-ils sur leurs ventes en France ? Cette Lettre présente les résultats d'une analyse empirique mettant en évidence une relation de complémentarité entre exportations et ventes domestiques. Une hausse de 10 % des exportations engendre, la même année, un accroissement des ventes domestiques compris entre 1 % et 3 % ; une baisse les réduit dans les mêmes proportions. Les contraintes de liquidité auxquelles font face les entreprises semblent jouer un rôle majeur dans la transmission à leur activité domestique du choc conjoncturel subi sur les marchés étrangers.

La France en mal de qualité ?

M. Bas, L. Fontagné, P. Martin, T. Mayer, n° 355, juillet

Les pertes de parts de marché à l'exportation de la France ne sont pas le résultat d'une mauvaise spécialisation géographique ou sectorielle mais plutôt d'une insuffisante compétitivité. Cette Lettre explore la dimension hors-prix de la compétitivité en utilisant un indice de qualité des exportations françaises, mesuré comme étant la capacité à maintenir ses parts de marché tout en pratiquant des prix élevés. Si le rapport qualité-prix des exportations françaises n'est globalement pas favorable, les performances sectorielles sont très hétérogènes : le luxe, l'aéronautique, le vin ou les appareils de distribution électrique, sont autant d'exceptions.

Le ralentissement du commerce mondial annonce un changement de tendance

S. Jean, n° 356, septembre

Le ralentissement du commerce mondial ne s'explique pas seulement par l'atonie relative de la croissance mondiale et de l'investissement. Il marque aussi la fin d'une phase de développement extraordinairement rapide de l'éclatement des processus de production entre différents pays, voire différents continents. Ces dernières années, le fractionnement mondial des chaînes de valeur n'a plus été l'accélérateur d'échanges qu'il a été avant la crise. Après tout, ce processus ne peut, par nature,

constituer qu'une phase transitoire appelée à se tempérer tôt ou tard. Le ralentissement des échanges mondiaux reflèterait alors l'entrée dans une nouvelle ère de la mondialisation.

Restructuration des dettes souveraines : comment sortir de l'ornière ?

C. Destais, n° 357, octobre

La crise grecque, dix ans après la crise argentine, est venue rappeler que l'insolvabilité des États peut avoir des conséquences économiques et humaines dramatiques. Ces derniers sont coupés de leurs sources de financement et conduits à mener des politiques d'austérité. Les crises de dette souveraine provoquent également, dans certains cas, un désordre monétaire profond qui amplifie les récessions et provoque des transferts de richesses. Disposer d'un cadre à l'intérieur duquel organiser la restructuration des dettes souveraines représente donc un enjeu majeur. Il n'en existe pourtant pas. Le seul mécanisme disponible aujourd'hui pour aider les débiteurs est que la communauté internationale se substitue à leurs créanciers privés, ce qui constitue pour ces derniers une source d'aléa moral et d'avantages indus. Toutefois, le statut souverain du débiteur rend impossible l'exécution forcée des droits des créanciers ou de décisions d'autorités tierces, sauf à ce que ce débiteur consente des transferts de souveraineté qui ne semblent pas réalistes aujourd'hui. Entre la gestion actuelle au cas par cas et l'impossible mise en place d'un cadre multilatéral de restructuration, cette Lettre propose de faire le point sur l'ensemble des mécanismes permettant de restructurer les dettes souveraines.

Les clubs climatiques et la COP21 : ennemis d'aujourd'hui, alliés de demain ?

É. Espagne, n° 358, novembre

Le risque est grand que la COP21, qui aura lieu à Paris en décembre, ne se conclue par un accord purement déclaratif qui n'engage aucun effort sérieux. Face à cette perspective, la notion de coalition ou de "club" climatique a resurgi dans les débats comme une approche diplomatique susceptible d'éviter les difficultés rencontrées par le processus onusien de négociation. Cette lettre fournit une grille de lecture des différentes formes de clubs climatiques, puis essaie de réconcilier l'opposition apparente entre l'approche par clubs et l'approche onusienne globale en proposant une nouvelle forme de club, fondée non pas uniquement sur l'adhésion des États, mais sur la disposition de différents acteurs à participer aux projets associés à la transition bas-carbone. Les jalons d'un tel club pourraient être

posés dans le cadre onusien. La dernière version du protocole d'accord négocié en amont de la COP21 à Bonn le 6 novembre dernier invite à avancer dans cette voie.

Les cycles de l'endettement, le dollar et l'économie mondiale

M. Aglietta, V. Coudert, n° 359, décembre

La position actuelle de l'économie mondiale dans le cycle économique et financier présente des vulnérabilités. D'une part, l'endettement a continué d'augmenter dans les pays avancés, puis dans les pays émergents. D'autre part, le dollar est entré dans un nouveau cycle haussier que la remontée des taux américains devrait accentuer. Ce mouvement a déjà provoqué des fuites de capitaux hors des pays émergents très endettés, déstabilisant leurs taux de change. Le système monétaire international qui reste largement centré sur le dollar, alors même que l'hégémonie de l'économie américaine s'affaiblit, ne peut pas produire les ajustements nécessaires, d'autant moins que la politique monétaire américaine demeure unilatérale. Si aucune coopération ne vient lever ces contradictions, la globalisation financière pourrait reculer.

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 4 800 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici.

L'apport des liquidités a-t-il réussi à relancer le crédit dans la zone euro ?

Urszula Szczerbowicz

Les évolutions des prêts et des titres détenus par des institutions monétaires et financières en France, Italie, Espagne et Allemagne indiquent que la liquidité de la BCE n'a pas incité les banques à distribuer plus de crédit aux entreprises. Mais, sans l'intervention de la banque centrale, la chute de prêts aurait pu être plus importante.

40 %

C'est la diminution de la part de la France dans les exportations mondiales de biens et services en valeur entre 1999 et 2013. La France se situe ainsi parmi les pays les moins performants. Seul le Japon fait clairement moins bien avec un recul de 46%, tandis que le Canada a une performance comparable à celle de la France.

Mesures non tarifaires

Olivier Cadot, Julien Gourdon

La combinaison de la base Trade Unit Values (TUV) du CEPII avec la nouvelle base de données sur les mesures non tarifaires et la présence de dispositions relatives aux normes dans les accords commerciaux préférentiels permet de dresser un nouveau bilan relatif aux mesures non tarifaires.

Un nouvel outil d'analyse du commerce international

Sébastien Jean

Caractériser l'insertion d'un pays dans l'économie mondiale requiert des informations précises et cohérentes sur son niveau



Disponible sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp

Opinion

Janvier 2015

Chiffres

Février 2015

Base de données

Mars 2015

Edito

Juin 2015

de richesse, sa spécialisation commerciale, la gamme des biens qu'il produit et la protection douanière qu'il applique. Les Profils Pays, que le CEPII lance ce mois-ci, proposent un outil d'analyse unique qui synthétise et structure tous ces aspects pour 80 pays, se fondant sur les bases de données développées par le CEPII. Interactifs pour s'ajuster à différentes approches, les Profils-Pays sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit. Je tiens à remercier pour leurs efforts tous ceux qui ont contribué au développement de ce projet, sous la coordination de Deniz Ünal, et je souhaite qu'il soit utile au plus grand nombre.

Edito

Octobre 2015

Energy Transition - COP21 Debate

France Stratégie and CEPII have opened a space providing a medium for experts and non-experts to discuss the merits and the limits of the various proposals and initiatives in the field of international finance. It is intended to become a forum where the debate on the financial system's contribution to the energy transition can flourish.

Chiffres

Octobre 2015

3,5 %

C'est la croissance en volume des échanges mondiaux de biens et services au cours des trois dernières années, contre 6,9 % en moyenne au cours des années 1995-2008.

Edito

Novembre 2015

Une partie de l'avenir de l'industrie passe bien par les services

Matthieu Crozet, Emmanuel Milet

Une étude récente du CEPII tente d'évaluer les conséquences de la servitisation sur les performances et la compétitivité de l'industrie française. L'étude s'appuie sur un panel de plus de 50 000 entreprises industrielles, essentiellement des PME, couvrant la période 1997-2007. Elle cherche à identifier l'impact du passage à la production de services sur les performances des entreprises en termes de rentabilité, de ventes et d'emploi. En moyenne, en s'engageant dans la production de services, les entreprises accroissent leur taux de marge de 4 % à 5 %, leur emploi de 30 %, et leurs ventes totales de près de 4 %. De plus, cette expansion ne se fait pas au détriment de la production manufacturière : la production de biens augmente aussi, de plus de 3,5 %.

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPII

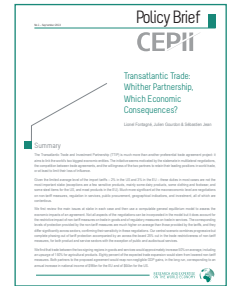
Financing Energy and Low-Carbon Investment: Public Guarantees and the ECB

M. Aglietta, É. Espagne, N° 6, mars

The eurozone has been said to have caught a disease called "secular stagnation". Productive investment in the private sector fell by about 20% overall between 2007 and 2014, while private saving has surged, creating a huge gap between gross domestic savings and investment. The trajectory of actual GDP has decoupled from successive estimates of potential GDP, and there is no sign of a spontaneous short-term adjustment. The engineering of a powerful investment drive seems the only way out of this self-fulfilling low-growth trap.

The European Union has already set investment objectives in the Climate and Energy Package. These targets cover four areas: renewable energy supply capacity, electricity distribution networks, energy efficiency in building renovation and urban mobility. Several financing tools need to be combined to tailor risk-sharing devices for investments in each of these sectors. First and foremost, is the integration of a high carbon price. However, as any sudden sharp increase in the overall carbon price would have a major (and politically unsustainable) impact on the rest of the economy, a core issue is how to create a transitory distinction between the carbon price included/paid by the existing capital stock and the carbon price included/paid by new low carbon investments.

This can be achieved through a two-tier approach. First, for the four key sectors, a high notional carbon price is used to set an asset value on the carbon saved by new investments ("carbon asset"): these assets are accepted as repayment by central banks, and publically guaranteed. The ECB, by buying financial instruments issued by the low-carbon investors, creates a direct transmission channel to these areas of the economy. Second, fiscal measures ensure the carbon price catches up with the notional value, thus generating revenues that allow for the purchase of the carbon debt held by the central banks, guaranteeing the final budget neutrality of the process. By focusing on investments in these four sectors, the European output gap could be closed in the short run and a credible path opened to a low carbon economy.



Disponibles sur
www.cepri.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp

A Holistic Approach to ECB Asset Purchases, the Investment Plan and CMU

N. Valla, J. Berg, L. Clerc, O. Garnier, E. Nielsen, N° 7, avril

To stimulate and finance investment in Europe the three "policy stars" of Europe need to be aligned: the Capital Markets Union initiative, the €315bn Investment Plan, and the ECB's €1,100bn asset purchase scheme. They jointly face a unique set of issues. First, the resilience and the cyclical performance of the European bank based system needs to be improved. Second, the "right" markets need to be developed for banks to outsource risks without jeopardising financial stability. Third, cross-border risk-sharing urgently needs to be rebalanced, because it has become, in the wake of the Great Recession, overly reliant on debt instruments as opposed to equity. We argue that to achieve alignment between initiatives, an overall strategic vision could:

- Set an explicit, holistic strategy, ensuring that the instruments in the Investment Plan receive appropriate regulatory treatment within the CMU, and are eligible to the ECB's purchase programme and collateral.
- Set a strategic objective for the euro area financial structure. It could be a "spare wheel" model where (i) banks would remain predominant (with capital markets as a countercyclical "spare wheel"), and (ii) banks would outsource risk through covered bonds (with untranchised securitisation acting as the "spare wheel").
- Proactively promote equity instruments in all three policy initiatives for more sustainable cross border risk sharing.
- Promote a new business model for "credit assessment" with a value chain featuring the credit information collected by commercial and central banks.
- Re-orientate the ECB's purchases away from sovereign debt instruments towards the instruments that will finance the Investment Plan, those of the so-called "agencies", and private sector assets.
- Formally involve NPBs in the Investment Plan, preferably in the equity of the EFSI Fund.
- Improve the governance of public investment ex ante via independent, supra-national investment committees, and ex post via strict disciplinary measures.
- Be pragmatic but tangible in the objectives set for the Capital Markets Union (focus on cross-border insolvencies and improve national business environments).

Currency Turmoil in an Unbalanced World Economy

M. Aglietta, V. Coudert, N° 8, juillet

The world is once again under threat of currency turmoil ignited by a vigorous appreciation of the dollar against all other currencies. This is the harbinger of another long cycle which has been the pattern of exchange rates since the fall of the Bretton Woods system in 1971. Because dollar cycles are driven by momentum dynamics disconnected from fundamentals, they are likely to distort real effective exchange rates between major currencies. The dollar appreciation phase may also wreak havoc in the financial systems of emerging countries that are heavily indebted in dollars.

In the present state of the world economy, the prospect of a new dollar cycle is particularly worrisome since most countries, far from deleveraging after the financial crisis, have massively increased their debt relative to GDP in the non-financial sectors. The rise in dollar debt is due to subpar income growth in the world economy which has precluded deleveraging of the already high level of debt reached in 2007 on the one hand, and to the status of the dollar as the *de facto* exclusive supplier of international liquidity on the other hand. Because US monetary policy is not bound by any international rules, it has supplied liquidity on its own terms, flooding the world with cheap money in order to revive domestic consumption in the US.

The catalyst for renewed dollar appreciation has been the divergence in monetary policy between the US on the one side, Japan until early 2013, and the euro area until late 2014 on the other. Monetary policies in these latter countries, working counter to the US before a recent change in course, have created deflation risks that the new trend of dollar appreciation compounded with the slump in the price of oil is expected to correct, spreading the recovery worldwide.

However, this is the benign scenario. History would suggest the possibility of a much more unpleasant outcome. Misalignment in exchange rates is a repeated feature of dollar cycles, as much as unsustainable imbalances in the balance of payments. Currently, the gap between US long term interest rates and similar rates in the euro area and Japan is large and expected to widen. Nevertheless, the market's expectations of future short-term interest rates up to end-2017 are much lower than the Fed's. If the market expectations are right, this means that the US recovery will be hurt by the dollar turning from being cheap to expensive. If the US recovery stalls, this will mean that secular stagnation will be with us for an indefinite time.

LES PANORAMAS DU CEPII



www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama_analytique.asp

Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures

C. Emlinger, H. Guimbard, A. de Saint Vaulry, N° 1, juin

Panorama analytique

n° 2015-1, juin

Les Profils Pays offrent un outil d'analyse original de l'insertion de quatre-vingts pays dans le commerce international en utilisant des bases statistiques élaborées par le CEPII. Ainsi, CHELEM qui fournit des données de longue période depuis les années 1960 pour les échanges de biens et de services, les PIB et les populations ; MAcMap qui estime la protection moyenne des pays par partenaires et produits ; BACI qui propose des statistiques harmonisées sur les valeurs et quantités échangées à un niveau très fin de produits ; et World Trade Flows Characterization (WTFC) qui définit la gamme de prix et le type de chaque flux de commerce, sont utilisées pour proposer un ensemble cohérent d'indicateurs. Les tableaux et graphiques y figurent sous sept rubriques thématiques : cadrage ; protection tarifaire ; produits et partenaires ; avantages comparatifs ; commerce intra- et inter-branche ; gammes de commerce ; et termes de l'échange. Ce document précise les indicateurs, les bases de données et les nomenclatures utilisés dans les Profils Pays du CEPII.

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2016

"Introduction"

Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran

"I. Vue d'ensemble : le temps des doutes"

Agnès Chevallier

"II. La stagnation séculaire dans les cycles financiers de longue période"

Michel Aglietta, Thomas Brand

"III. Les politiques monétaires non conventionnelles"

Christian Pfister, Natacha Valla

"IV. Financement de l'économie : le modèle européen remis en question"

Thomas Grjebine, Urszula Szczerbowicz, Fabien Tripier

"V. Inégalités et instabilité financière : des maux liés ?"

Rémi Bazillier, Jérôme Héricourt

"VI. Ralentissement du commerce mondial : vers une nouvelle ère de la mondialisation ?"

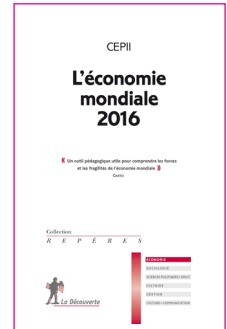
Sébastien Jean, Françoise Lemoine

"VII. Inde : une économie émergente au défi de ses faiblesses structurelles"

Vincent Caupin, Stéphanie Pamies Sumner

"Base de données sur l'économie mondiale"

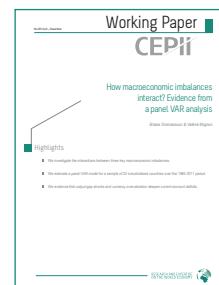
Alix de Saint Vaulry



Sous la direction
d'Isabelle Bensidoun
& Jézabel Couppey-Soubeyran

Collection Repères,
Éditions La Découverte

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp

NTMs, Preferential Trade Agreements, and Prices: New evidence

Olivier Cadot, Julien Gourdon

n° 2015-01, février

Combining for the first time a new dataset of non-tariff measures (NTMs) in 65 countries with the CEPII's unit values database, we estimate average ad-valorem equivalents (AVEs) for SPS, TBT and other measures by section of the Harmonized System of product classification. While most existing AVEs are obtained from indirect quantity-based estimation, ours are obtained from direct price-gap estimation. They lie in a single-digit range, i.e. substantially lower than previous estimates based on older data. Our results may reflect the progressive phasing out of command-and-control instruments such as quantitative restrictions in many countries; they also suggest that sanitary and technical regulations have not substituted for them as trade-restrictive interventions. Most interestingly, we show that deep-integration clauses in regional trade agreements, in particular the mutual recognition of conformity-assessment procedures, substantially reduce the price-raising effect of NTMs, possibly reflecting lower compliance costs.

Does the Volatility of Commodity Prices Reflect Macroeconomic Uncertainty?

Marc Joëts, Valérie Mignon, Tovoony Razafindrabe

n° 2015-02, mars

Ce travail analyse l'impact de l'incertitude macroéconomique sur un échantillon de 19 marchés de matières premières. Nous utilisons une mesure robuste de l'incertitude macro-économique basée sur un large éventail d'indicateurs macroéconomiques et financiers mensuels, et estimons un modèle structurel VAR à seuil (TVAR) afin d'évaluer si l'effet de l'incertitude macroéconomique sur les rendements des prix des matières premières dépend du degré

d'incertitude. Nos résultats montrent qu'alors que le rôle de valeur refuge des métaux précieux est confirmée, les marchés agricoles et industriels sont très sensibles à la variabilité et au niveau de l'incertitude macroéconomique, respectivement. En outre, nous montrons que la récente récession de 2007-09 a généré un épisode sans précédent de grande incertitude dans de nombreux marchés de matières premières qui ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une volatilité importante dans les prix correspondants. Ce résultat met en avant la pertinence et l'intérêt de notre mesure de l'incertitude reliant l'incertitude à la prévisibilité plutôt qu'à la volatilité.

n° 2015-03, mars

Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications

Jérôme Héricourt, Clément Nedoncelle

Ce travail étudie la façon dont la performance à l'exportation des entreprises est influencée par la volatilité du taux de change réel, et comment cette relation se trouve à son tour affectée par la taille de l'entreprise et le nombre de pays vers lesquels elle exporte. L'analyse empirique s'appuie sur une grande base de données d'entreprises françaises, contenant des informations très détaillées à la fois au plan comptable et sur les exportations par produit et par destination sur la période 1995-2009. Nous montrons que la performance à l'exportation est influencée à la fois par la volatilité bilatérale et multilatérale du taux de change réel. La seconde est construite comme une moyenne pondérée des volatilités de toutes les autres destinations vers lesquelles la firme exporte, et représente donc les effets de marchés-tiers. Nos résultats soulignent également que ces relations se trouvent renforcées par la taille de l'entreprise et le nombre de destinations servies : les entreprises réallouent les exportations vers les destinations à plus faible volatilité relative, et le font d'autant plus qu'elles servent beaucoup de destinations. Les conséquences au niveau macroéconomique ne sont pas négligeables : un exercice simple de simulation montre que les exportations agrégées seraient supérieures de 6,6 % si toutes les entreprises pouvaient réallouer leurs exportations vers un nombre suffisant de destinations.

n° 2015-04, mars

L'usine du monde au ralenti ou le changement de régime du commerce extérieur chinois

Françoise Lemoine, Sandra Poncet, Deniz Ünal, Clément Cassé

Depuis la crise globale, la dynamique commerciale chinoise ne procède plus de son insertion dans les chaînes mondiales de production (commerce de processing) et elle est portée par le

commerce "ordinaire", c'est-à-dire l'offre et la demande proprement chinoises. Comme le montre l'engagement accru des entreprises à capitaux étrangers dans les échanges ordinaires du pays, la Chine est de moins en moins une base de production pour l'exportation et de plus en plus un marché intérieur à capter. La demande de biens de consommation haut de gamme a bénéficié aux exportateurs européens, et notamment à l'Allemagne.

Trade Policy and Industrial Policy in China: What Motivates Public Authorities to Apply Restrictions on Exports?

Julien Gourdon, Stéphanie Monjon, Sandra Poncet

n° 2015-05, avril

This work investigates the motivations behind the Chinese fiscal policy on exports. It relies on very detailed product level (HS 6 digit) data over the period 2002-12 covering both export tax and export VAT rebate. It aims to uncover the respective importance of the various policy motivations and how they evolved over time. Our empirical analysis relates the tax rates to proxies of official objectives pursued by the Chinese public authorities such as those related to the promotion of technology or protection of the environment but also other unstated motives pertaining to subsidization of downstream sectors and terms of trade. Our results suggest that the Chinese fiscal policy targeting exports follows a variety of objectives whose relative importance changed over the period 2002-2012.

Does Exporting Improve Matching? Evidence from French Employer-Employee Data

Matilde Bombardini, Gianluca Orefice, Maria D. Tito

n° 2015-06, juin

Does opening a market to international trade affect the pattern of matching between firms and workers? And does the modified sorting pattern affect welfare? This paper answers these questions both theoretically and empirically in three parts. We set up a model of matching between heterogeneous workers and firms where variation in the worker type at the firm level exists in equilibrium only because of the presence of search costs. When firms gain access to the foreign market their revenue potential increases. When stakes are high, matching with the right worker becomes particularly important because deviations from the ideal match quickly reduce the value of the relationship. Hence exporting firms select sets of workers that are less dispersed relative to the average. We then document a novel fact about the hiring decisions of exporting firms versus non-exporting firms in a French matched employer-employee dataset. We construct the type of each worker using both a traditional wage

n° 2015-07, juin

regression and a model-based approach and construct measures of the average

From Micro to Macro: Demand, Supply, and Heterogeneity in the Trade Elasticity

Maria Bas, Thierry Mayer, Mathias Thoenig

Les modèles de commerce international avec sélection d'entreprises hétérogènes sur les marchés d'exportation se caractérisent fondamentalement par des élasticités du commerce à un changement de coûts aux échanges qui varient selon les couples de pays considérés. L'exception à cette règle survient lorsque l'hétérogénéité est distribuée selon une loi de Pareto. Dans ce cas, il n'y a plus qu'une élasticité constante pour l'ensemble des combinaisons de pays, qu'il est possible d'estimer avec une équation de gravité. Notre article présente une méthode micro-fondée pour quantifier les élasticités bilatérales en l'absence de l'hypothèse de Pareto, à savoir lorsque la gravité ne tient pas. La combinaison de deux bases de données des douanes au niveau des exportateurs français et chinois sur les mêmes marchés de destination sur la période 2000-2006 nous permet d'estimer toutes les composantes de l'élasticité bilatérale : i) le paramètre de demande qui régit la marge intensive et ii) le paramètre d'offre qui conditionne la marge extensive. Ces composants sont ensuite assemblés pour calculer des élasticités bilatérales macro-économiques vers l'ensemble des destinations, et leur décomposition en différentes marges. Nos prédictions sont ensuite confrontées aux données, et nos résultats montrent que les données micro sont une clé importante de la quantification des élasticités macro.

n° 2015-08, juin

Variable Trade Costs, Composition Effects, and the Intensive Margin of Trade

Lionel Fontagné, Antoine Berthou

Nous estimons l'élasticité des exportations françaises au niveau des firmes aux droits de douane — un coût variable d'échange. Nous proposons une méthodologie permettant de contrôler les caractéristiques inobservables des exportateurs à l'origine d'une sélection ainsi que les effets de résistance. Les résultats confirment un effet significatif et négatif des droits de douane sur les exportations des firmes, avec un cinquième de cet effet passant par l'ajustement du portefeuille de produits exportés. Lorsque l'on contrôle pour cet ajustement et que l'on se concentre sur le produit phare de chaque exportateur, l'élasticité aux droits de douanes

appliqués des exportations des firmes au niveau produit-destination s'élève à - 2,5.

Do Regional Trade Agreements Really Boost Trade? Estimates for Agricultural Products

Sébastien Jean, Jean-Christophe Bureau

n° 2015-09, juin

L'impact commercial des préférences tarifaires est évalué par des estimations de panel en différences de différences, en utilisant comme point de référence les exportations vers des pays tiers et les importations en provenance de pays tiers. Cette méthode est utilisée au niveau détaillé des produits pour 74 accords commerciaux régionaux (ACR) entre 1998 et 2009, pour le secteur agricole et agroalimentaire. L'élasticité de substitution moyenne entre importations pour un produit donné est estimée légèrement inférieure à 4, avec des différences significatives mais limitées entre types d'accords et niveaux de marge préférentielle. Nos simulations contrefactuelles suggèrent que les ACR ont augmenté les exportations de produits agricoles et agroalimentaires de 30 à 40 % en moyenne, avec une forte hétérogénéité entre accords. Les ACR augmentent également la probabilité d'exporter un produit donné vers un partenaire donné, mais l'effet estimé est faible, inférieur à un point de pourcentage en moyenne.

Atlantic versus Pacific Agreement in Agri-food Sectors: Does the Winner Take it All?

Anne Célia Disdier, Charlotte Emlinger, Jean Fouré

n° 2015-10, juillet

Trade liberalization of the agri-food sector is a sensitive topic in both TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) and TPP (Trans-Pacific Partnership) discussions. This paper first provides an overview of the current flows and trade barriers. Using a general equilibrium model of international trade (the MIRAGE model), it then assesses the potential impact of these two agreements on agri-food trade and value added. Results suggest that the US would gain from both agreements for their agri-food sectors, while almost all their partners and third countries would benefit less and even register losses in some sectors. The two agreements however do not compete much one with the other, since all defensive and offensive interests of contracting parties are complementary. Finally, the Atlantic trade may be impacted by the inclusion of standards harmonization within the Pacific Agreement but not by its extension to additional members (e.g. China or India).

n° 2015-11, juillet

Has Trade Openness Reduced Pollution in China?

José de Sousa, Laura Hering, Sandra Poncet

We use recent detailed Chinese data on trade and pollution emissions to assess the environmental consequences of China's integration into the world economy. We rely on a panel dataset covering 235 Chinese cities over the 2003-2012 period and examine whether environmental repercussions from trade openness depends on whether it emanates from processing or ordinary activities. In line with our theoretical predictions, we find a negative and significant effect of trade on emissions that is magnified for processing trade and activities undertaken by foreign firms: much lower environmental gains result from either ordinary trade activities or domestic firms, even though these are today the main drivers of China's export and import growth. This result invites caution about the prospects for pollution in a context of decline role of processing trade.

n° 2015-12, juillet

Firm Level Allocative Inefficiency: Evidence from France

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni

A large portion of productivity differentials among locations is related to density. Firms located in denser areas are more productive due to agglomeration economies (Combes *et al.*, 2012). We provide in this paper an explanation of such economies: lower input misallocation. The distribution of resources among heterogeneous firms has relevant consequences on allocative efficiency and denser areas provide a more favorable environment for dynamic matching between employers and employees. Using a methodology proposed by Petrin and Sivadasan (2013) we are able to assess the degree of resource misallocation among firms within sectors for each of the 96 French "Départements". Based on firm-level productivity estimates, we identify in the gap between the value of the marginal product and marginal input price the output loss due to inefficiencies in inputs allocation. Over the period 1993-2007 the average gap at firm level is around 10 thousands euro, showing a relevant increase starting from the early 2000s. Importantly, firms misallocations are lower in denser areas, suggesting that the matching mechanism is playing a role in explaining the productivity premium of agglomerated locations.

n° 2015-13, juillet

Foreign Language Learning: An Econometric Analysis

Victor Ginsburgh, Jacques Melitz, Farid Toubal

The paper is devoted to an econometric analysis of learning foreign languages in all parts of the world. Our sample covers 193 countries

and 13 important languages. Five factors significantly explain learning: the world population of native speakers of the home language, literacy, the world population of speakers of the target language, trade with foreign speakers of the target language, and the linguistic distance between the home language and the target language. All five factors affect the broad decision to learn but the last three also point to the choice of the particular language to learn. The world population of speakers of the native language discourages learning in general while literacy promotes it in general. Instead, the world population of speakers of a specific target language and trade with speakers of the specific language prompts learning of that language while the linguistic distance between the home and the foreign language discourages learning of that language. Trade may well deserve special emphasis, not only for its quantitative effect, but also because its direction can change faster and by a larger order of magnitude than the other factors. Controlling for individual acquired languages, including English, is of no particular importance.

Market Size, Trade and Quality: Evidence from French Exporters

Silja Baller

n° 2015-14, septembre

This paper presents the most direct test to date of the key welfare mechanism put forward by Melitz and Ottaviano (2008): the best firms increase sales disproportionately when competing in larger markets. I test this prediction in a quality context where the best firms produce the highest quality. The empirical analysis is guided by a quality-augmentation of Melitz and Ottaviano (2008). I capture product quality empirically using a unique dataset containing firm-level quality ratings. The results are in line with the key prediction of the model. I also find a strong positive relationship between a proxy for consumer quality preference and demand for quality which is consistent with the theory.

Changes in Migration Patterns and Remittances: Do Females and Skilled Migrants Remit More?

Maëlan Le Goff, Sara Salomone

n° 2015-15, septembre

Migrants' remittances to developing countries have significantly increased and turn out to be the second largest source of finance for developing countries after foreign direct investment. Besides, the composition of international migration flows has also changed being characterized by a growing feminization and brain drain. In reviewing the literature on remittances, this survey shows that to fully estimate the role of remittances as a lifeline for developing countries

n° 2015-16, septembre

the two above recent phenomena cannot be ignored. Indeed, using an original dataset on bilateral remittances and estimating a gravity model in which the gender and the skill dimensions of the migrants are taken into account, we find that both are positively associated with annual remittances received by origin countries. In particular, the main effect seems to be driven by skilled female migrants which presumably represent an important loss in terms of human capital in the perspective of a developing country.

Disaster Risk and Preference Shifts in a New Keynesian Model

Marlène Isoré, Urszula Szczerbowicz

Cet article analyse les effets d'une augmentation du risque de "désastre" économique à la Gourio (2012) dans un modèle néo-keynésien. Dans un modèle de cycles réels, l'introduction du risque de désastre permet de reproduire bon nombre des propriétés observées de la prime de risque. Toutefois, les réponses des variables macroéconomiques dépendent essentiellement de la valeur de l'élasticité de substitution intertemporelle (EIS). En particulier, nous montrons que l'augmentation de la probabilité de désastre provoque une récession si et seulement si l'EIS est strictement supérieure à l'unité, valeur arbitrairement élevée. Néanmoins, nous prouvons également qu'un certain degré de rigidité des prix permet de réconcilier effets récessifs du risque de désastre avec une valeur plausible de l'EIS. Une augmentation de la probabilité de désastre impacte le facteur d'escompte des agents économiques, faisant ainsi écho à la littérature sur les chocs exogènes de préférences, en niveau (Christiano *et al.*, 2011) ou en volatilité (Basu et Bundick, 2014).

n° 2015-17, octobre

Immigration and the Gender Wage Gap

Anthony Edo, Farid Toubal

This paper analyzes the effects of immigration on the gender wage gap. Using a detailed individual French dataset, we shed lights on the strong feminization of the immigration workforce from 1990 to 2010. Our theoretical model predicts that a shift in the supply of female workers increases gender wage inequality when men and women are imperfect substitute in production. Our structural estimate shows an imperfect substitutability between men and women workers of similar education and experience. Our econometric analysis shows that a 10% increase in immigrant female labor supply relative to immigrant male labor supply in a given education-experience group lowers the relative earnings of female native workers of that group by 4%. We finally use a structural model to account for the cross-

group effects induced by immigration and show that the rise in the relative number of female immigrants has decreased the relative wage of female native workers, thereby contributing to a widening native gender wage gap.

Oil Currencies in the Face of Oil Shocks: What Can Be Learned from Time-Varying Specifications?

Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde, Valérie Mignon, Tovonony Razafindrabe

n° 2015-18, octobre

Alors que la propriété de "monnaie pétrolière" (oil currency) est clairement établie d'un point de vue théorique, les résultats sont moins tranchés dans la littérature empirique. Nous étudions les raisons de ce paradoxe apparent en analysant la variabilité temporelle de la relation entre le prix réel du pétrole et les taux de change effectifs réels de cinq pays exportateurs de pétrole. À cette fin, nous recourons à une spécification VAR à paramètres variant dans le temps qui permet aux réponses des taux de change réels à différents chocs des prix du pétrole d'évoluer au cours du temps, et, en conséquence, de contribuer à expliquer les résultats mitigés obtenus dans la littérature empirique. Plus précisément, nous montrons que les "monnaies pétrolières" suivent différents modèles hybrides au sens où ces devises peuvent répondre à une ou plusieurs sources de chocs des prix du pétrole qui, de plus, peuvent varier au cours du temps. Notre étude révèle que, en plus des facteurs de compensation nationaux en jeu dans les pays pétroliers, les effets d'amortissement endogènes peuvent provenir du marché du pétrole lui-même au travers d'effets compensatoires entre les différents chocs de demande.

Should Everybody Be in Services? The Effect of Servitization on Manufacturing Firm Performance

Matthieu Crozet, Emmanuel Milet

n° 2015-19, octobre

La servicification, c'est la tendance des entreprises industrielles à se lancer dans la production de services, en complément ou en substitut à leur production de biens. Une littérature abondante a décrit ces stratégies et a montré que ces stratégies tendent à se populariser dans la plupart des économies développées. Cependant, très peu de faits solides viennent démontrer leur effet sur les performances et la compétitivité des entreprises. Cet article contribue à combler ce manque, en exploitant une base de données décrivant l'activité et les résultats de la quasi-totalité des entreprises manufacturières françaises sur la période 1997 et 2007. Nous constatons que la très grande majorité d'entre elles produisent

n° 2015-20, octobre

et vendent des services. Cette tendance à la servicification tend à s'intensifier, lentement, mais de façon régulière. Surtout, nous montrons que les entreprises industrielles qui se lancent dans la production de services connaissent une augmentation sensible de leur rentabilité (entre 3,7 % et 5,3 %), recrutent (leur emploi croît de 30 %), augmentent leurs ventes totales (3,7 %), et leurs ventes de biens de (3,6 %).

Quality Screening and Trade Intermediaries: Evidence from China

Sandra Poncet, Meina Xu

Nous examinons le rôle de vérificateur de qualité joué par les intermédiaires dans le commerce international en exploitant des données d'exportation au niveau produit en Chine. Nous identifions une forte hétérogénéité entre les intermédiaires, et distinguons deux sortes : les intermédiaires généralisées et les intermédiaires spécialisés. Nous confirmons l'hypothèse d'un rôle de vérification de la qualité pour des intermédiaires spécialisés : ils jouent un rôle accru dans le commerce de produits à forte dispersion de qualité et exportent des biens de meilleure qualité que ne le font les intermédiaires généralisées. Nos résultats suggèrent que les intermédiaires spécialisés ont la capacité de réduire l'incidence des problèmes de qualité.

n° 2015-21, novembre

Do Exporting Firms Benefit from Retail Internationalization? Evidence from France

Angela Cheptea, Charlotte Emlinger, Karine Latouche

This paper questions the impact of the globalization of the retail sector on the export activity of origin country agri-food firms. In a previous paper (Cheptea *et al.* 2015), we showed that the overseas expansion of a country's retailers fostered its exports to foreign markets. This effect can be explained by a reduction in trade costs for retailers' supplying firms in the origin country, or to a change in consumer preferences in the host country that benefits all origin country firms. In this paper, we evaluate which of the two mechanisms dominates. For that, we use an original firm-level database of French agri-food exports, identifying the domestic suppliers of French retailers through certification with the private IFS standard. We find that IFS certified French firms are more likely to export and export larger volumes than non-certified firms to markets where French retailers established outlets. We also show that when French retailers close down their activities in a market, IFS firms face a drop in exports to this market in the subsequent

years. The results are robust to the use of different sets of firm and country-specific fixed effects, are unaffected by possible selection and endogeneity biases, and by the presence in export markets of other retailers. The difference in behavior for certified and non-certified exporting firms on markets where French retailers operate confirms the trade cost advantage of retailers' suppliers, which is lost when French retailers exit from the destination country.

The Regime-Switching Volatility of Euro Area Business Cycles

Stéphane Lhuissier

n° 2015-22, novembre

We document the strong evidence of time variation in the volatility of euro area business cycles since 1970. Then, we provide the quantitative sources of these changes by using a medium-scale DSGE model allowing time variation in structural disturbance variances. We show that: 1) The size of different types of shock oscillates, in a synchronized manner, between two regimes over time, with the high-volatility regime prevailing predominantly in the 1970s, sporadically in the 1980s and 1990s, and during the Great Recession. 2) Their relative importance remains, however, unchanged across regimes, where neutral technology shocks and marginal efficiency of investment shocks are the dominant sources of business cycle fluctuations; and 3) These investment shocks, which affect the transformation of savings into productive capital, can be interpreted as an indicator of credit conditions.

Langues, commerce, bien-être et francophonie

Jacques Melitz

n° 2015-23, décembre

Cet article, consacré à l'ensemble des effets linguistiques sur le commerce et le bien-être, essaye de tirer les leçons pour la francophonie en particulier. L'argument principal est que la francophonie bénéficie à certaines industries françaises comme le tourisme, l'édition, le cinéma et la chanson, mais que cela conduit à une réallocation de ressources entre les différentes industries plutôt qu'à une augmentation du PNB français. Ainsi, la promotion de la francophonie prend tout son sens dans un effort d'élargir l'influence de la langue et la culture françaises mais pas dans un but macroéconomique. Sur le plan macroéconomique, ce serait plutôt le multilinguisme en France qu'il faudrait promouvoir. Ces conclusions s'appuient sur une analyse économétrique des liens réciproques entre langues et commerce international.

n° 2015-24, décembre

Can the Magic of Abenomics Succeed?

Évelyne Dourille-Feer

Prime Minister Shinzo Abe's pro-growth economic policy, dubbed Abenomics, combines monetary policy and fiscal policy as well as growth reforms. It has attracted much attention worldwide because it combines short and mid to long term policies, and supply and demand programmes. The quest for growth is explained by its ballooning public debt and the increasing social cost of its fast population aging. Exiting deflation has been prioritized by Shinzo Abe to energize growth.

Abenomics raises the central question of why the quest for growth in a context of shrinking population and a quite high standard of living? However, this eagerness for growth, which translates into higher fiscal revenues, is explained by its ballooning public debt, and the increasing social cost of its fast population aging. The Abe government has set the ambitious goal of an annual 2% real GDP growth rate.

The first two arrows (expansionary monetary and fiscal policies) were successful in 2013. But, in the 2014 fiscal year, the coincidence of a VAT increase, a steep fall in energy prices and a smaller supplementary budget generally drove down the CPI index (excluding consumption tax) and led to zero growth of real GDP and, in the 2015 fiscal year, the developments of CPI and growth were disappointing. In order not to fall back into deflation, demand must be boosted. Shinzo Abe is betting on institutional and technological innovations to foster economic growth in the long run. Abenomics will work its magic if Shinzo Abe has sufficient time and sufficient political strength to fully implement his third policy arrow.

n° 2015-25, décembre

Reassessing The Empirical Relationship between the Oil Price and the Dollar

Virginie Coudert, Valérie Mignon

This paper aims at reassessing the empirical relationship between the real price of oil and the U.S. dollar real effective exchange rate over the 1974-2015 period. We find that changes in both variables are now linked by a negative relationship, going from the dollar exchange rate to the real oil price. However, the same relationship is found positive when ending the sample in the mid-2000s, in line with the previous literature. To understand and investigate this evolution, we rely on a nonlinear, smooth transition regression model in which the oil price-dollar nexus depends on the dynamics followed by the U.S. currency. Our results show that the relationship

is negative most of the times but turns positive when the dollar hits very high values, as in the early eighties.

Brands in Motion: How Frictions Shape Multinational Production

Keith Head, Thierry Mayer

n° 2015-26, décembre

Nous utilisons des données fines sur l'assemblage et le commerce d'automobiles pour estimer un modèle de production multinationale. Notre cadre définit quatre spécifications basées sur la théorie en vertu de laquelle toutes les frictions pertinentes à la production multinationale peuvent être structurellement estimées. En plus des coûts au commerce et des frictions à l'activité multinationale mis en évidence dans la littérature, nous intégrons une troisième friction : indépendamment de l'origine de la production, il est plus difficile de vendre sur les marchés qui sont géographiquement séparés du quartier général de la marque. Nous estimons de manière transparente chaque type de coût de friction et montrons leur cohérence interne. Avec ces paramètres structurels en main, nous étudions les conséquences de trois expériences d'intégration commerciale : TPP, TTIP et Brexit. Nous montrons que chaque type de friction apporte une information qualitative et quantitative distincte dans la réaffectation de la production causée par l'intégration économique.

The Multinational Wage Premium and Wage Dynamics

Gianluca Orefice, Nicholas Sly, Farid Toubal

n° 2015-27, décembre

Using detailed administrative data linking French firms and workers over the years 2002-2007, we document a distinct U-shaped pattern in worker-level wages surrounding the time their employer is acquired by a foreign firm, with a dip in earnings observed in years just before domestic firms switch to MNE status. The dip in earnings is evident in both wages and in-kind payments given to workers. To guide our empirical approach, we present a simple model with fair wage considerations among workers and endogenous cross-border acquisition activity that predicts this U-shaped pattern, and characterizes the selection of domestic targets for acquisition by an MNE.

Wage and Employment Gains from Exports: Evidence from Developing Countries

Irene Brambilla, Nicolas Depetris Chauvin, Guido Porto

n° 2015-28, décembre

Nous étudions les liens entre les exportations, l'emploi et les salaires dans les pays en voie de développement en utilisant à la

fois les données des entreprises et des industries. Les données des entreprises démontrent qu'en moyenne les exportateurs paient des salaires 31 % plus haut que les non-exportateurs. Les données révèlent que les entreprises exportatrices sont en moyenne plus grandes. Nous créons un modèle qui nous permet d'étudier les principaux mécanismes qui expliquent le supplément en cas d'exportation. Ils consistent en l'utilisation d'une main d'œuvre qualifiée, de technologie sophistiquée, de recours à des apports importés, et à la productivité. Nous trouvons que conditionné à tous ces mécanismes, le supplément de revenus des exportations disparaît complètement. Pour établir le lien de causalité, nous utilisons des données d'un panel au niveau entreprise au Chili et des variables instrumentales qui capturent les possibilités d'exportations exogènes pour les entreprises. Les estimations montrent que selon la taille, les entreprises qui exportent une part plus importante du total de leurs ventes font appel à des employés plus qualifiés (ainsi que hautement qualifiés) et à moins d'employés non qualifiés. Cela implique que les exportateurs ont besoin d'effectuer des activités et des tâches qui soient intensives du point de vue des compétences. On a aussi évalué l'argument selon lequel les exportations en soi pourraient ne pas forcément mener au recours à une main d'œuvre hautement qualifiée et que ce qui est important est la destination des exportations de l'entreprise en question. Nous utilisons un panel d'industries et de pays pour définir si la destination des exportations d'un pays est pertinent en termes d'utilisation de la main d'œuvre et de s'en servir comme certitude d'une demande pour des produits de grande qualité sur les marchés exportateurs. Nous trouvons de fortes certitudes que dans le monde entier les industries vers les destinations à hauts revenus paient des salaires en moyenne plus élevés. On trouve aussi que les industries qui expédient des produits vers des destinations à haut revenus exportent des biens de qualité supérieure et que le facteur qualité est coûteux et requiert une utilisation plus importante de main d'œuvre qualifiée au salaire plus élevé.

n° 2015-29, décembre

Trade and The Spatial Distribution of Transport Infrastructure

Gabriel J. Felbermayr, Alexander Tarasov

The distribution of transport infrastructure across space is the outcome of deliberate government planning that reflects a desire to unlock the welfare gains from regional economic integration. Yet, despite being one of the oldest government activities, the economic forces shaping the endogenous emergence of infrastructure have not been rigorously studied. This paper provides a stylized analytical framework of open economies in which planners

decide non-cooperatively on transport infrastructure investments across continuous space. Allowing for intra- and international trade, the resulting equilibrium investment schedule features underinvestment that turns out particularly severe in border regions and that is amplified by the presence of discrete border costs. In European data, the mechanism explains about a fifth of the border effect identified in a conventionally specified gravity regression. The framework sheds light on the welfare costs of second best investment schedules, on the effects of intercontinental trade or of privatized infrastructure provision.

Non-Tariff Measures, Specific Trade Concerns and Tariff Reduction

Gianluca Orefice

n° 2015-30, décembre

This paper studies the determinants of the recent proliferation of Specific Trade Concerns raised at the WTO on Non-tariff Trade Measures (NTMs), with a focus on Sanitary and Phyto Sanitary (SPS) and Technical Barriers to Trade (TBT). Even though NTMs are de jure imposed to protect consumers from unhealthy products, they de facto increase trade costs. So, when tariff protection lowers, NTMs become effective barriers to trade and the exporting countries can complain at the dedicated committee at the WTO (STCs). Therefore we study whether STCs are raised by exporting countries as a consequence of tariff reductions in importing countries, i.e. when non-tariff measures become barriers to trade. Using a recent database on STCs over the period 1996-2010, we find empirical evidence that SPS and TBT concerns are raised by exporting country as a consequence of importer's tariff cut.

Excess Finance and Growth: Don't Lose Sight of Expansions!

Thomas Grjebine, Fabien Tripier

n° 2015-31, décembre

À la suite de la Grande Récession, l'existence d'une interaction positive entre la croissance économique et la croissance financière a été remise en cause du fait des coûts économiques d'une croissance financière excessive. Nous montrons néanmoins qu'en considérant le cycle économique dans son ensemble, c'est-à-dire en incluant les phases d'expansion dans une procédure d'estimation comptable du cycle, l'élasticité entre la croissance financière et la croissance économique est positive pour la plupart des séries financières, même si une forte croissance financière rend les récessions plus sévères. Cette élasticité positive est réduite, et peut même devenir négative, si l'on considère les effets persistants d'une croissance financière excessive sur l'expansion

n° 2015-32, décembre

du cycle suivant. Cet effet peut expliquer le sentier de croissance observé durant et après les bulles financières.

Liquidity, Government Bonds and Sovereign Debt Crises

Francesco Molteni

This paper analyses the European financial crisis through the lens of sovereign bond liquidity. Using novel data we show that government securities are the prime collateral in the European repo market, which is becoming an essential source of funding for the banking system in the Euro area. We document that repo haircuts on peripheral government bonds sharply increased during the crisis, reducing their liquidity and amplifying the raise in the yields of these securities. We study the systemic impact of a liquidity shock on the business cycle and asset prices through a dynamic stochastic general equilibrium model with liquidity frictions. The model predicts a drop in economic activity, inflation and value of illiquid government bonds. We show that an unconventional policy which consists of purchasing illiquid bonds by issuing liquid bonds can alleviate the contractionary effect of liquidity shock. A Bayesian structural vector autoregressive model for the Irish economy confirms empirically the negative impact of a rise in haircuts on the value of government bonds.

n° 2015-33, décembre

Which Import Restrictions Matter for Trade in Services?

Julien Gooris, Cristina Mitaritonna

Cette étude exploite de riches bases de données du commerce des services et les restrictions à l'importation pour estimer les effets des niveaux de restrictivité discrets sur les flux bilatéraux de services, en utilisant un modèle de gravité. Nous calculons des équivalents tarifaires dans trois secteurs de services (autres services aux entreprises, banques et assurances). Nous préservons la nature discrète des restrictions à l'importation, qui sont fournis par la Banque mondiale — WB (voir Borchert *et al.*, 2014). Pour chaque combinaison secteur — pays, nous évaluons le niveau de protection en utilisant quatre niveaux discrets de restriction, de totalement ouvert à fermé. Cette approche nous permet de considérer l'effet des restrictions à l'importation spécifiques en place. Nous soulignons leur impact non linéaire sur les flux de services, montrant des effets de seuil et l'effet stimulant des restrictions à l'importation mineurs sur un environnement sans restriction. Enfin, nous tirons des équivalents tarifaires directement à partir de l'impact des restrictions appliquées.

**From the Investment Plan to the Capital Markets Union:
European Financial Structure and Cross Border Risk-sharing**

Jesper Berg, Laurent Clerc, Olivier Garnier, Erik Nielsen,
Natacha Valla

n° 2015-34, décembre

Following the financial crisis, Europe is suffering from a significant investment deficit. It has long been appreciated that growth will suffer in Europe over the medium term unless the shortfall in investment is addressed, but considerable disagreement on how to achieve this, and in particular on the role public investment should play. In addition, mobilising finance to increase investment in Europe requires both a good understanding of Europe's financial structure, and a fine knowledge of the composition of cross-border financial imbalances. In this paper, we take stock of the state of play regarding investment, financial structures and cross-border imbalances. We contend that any initiative meant to provide a sound basis for long-term, stable investment flows has to acknowledge the fact that Europe is engaged in a debt-deflation deleveraging phase, with accompanying disintermediation, the full extent of which is as yet unknown. We then draw policy conclusions that would allow for a sustainable investment revival, insisting on the need to have an overall strategic vision for the main EU policy initiatives — the Investment Plan, the Capital Markets Union, and the €1,100bn new money issued by the ECB within its Large Asset Purchase Programme.

LE BLOG DU CEPII



Disponibles sur
<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"ECB Equity Purchases: Too Risky, Really?", Billet du 9 janvier 2015, par U. Szczerbowicz, N. Valla.

"Les taux d'intérêt extrêmement bas sont-ils favorables ou un frein à l'essor du crédit ?", Billet du 9 janvier 2015, par J.P. Patat.

"La Banque nationale suisse abolit son cours plancher", Billet du 16 janvier 2015, par U. Szczerbowicz.

"Quantitative Easing: Were Markets Surprised?", Billet du 24 janvier 2015, par S. Lhuissier.

"Restructuration de la dette grecque : un débat difficile sur le statut de créancier privilégié de la BCE et du FMI", Billet du 29 janvier 2015, par C. Destais.

"Les inégalités contribuent-elles à l'instabilité financière ?", Billet du 30 janvier 2015, par J. Héricourt, R. Bazillier.

"Vietnam : le choix de l'internationalisation", Billet du 11 mars 2015, par M. Fouquin.

"Quelques enseignements de l'évolution de la dette publique sous la Vème République", Billet du 12 mars 2015, par J.P. Patat.

"Le marché obligataire, solution de sortie de crise", Billet du 19 mars 2015, par T. Grjebine, U. Szczerbowicz, F. Tripier.

"Le recul de la France sur les marchés du Maghreb", Billet du 20 mars 2015, par A. Chevallier.

"QE - "European Style": Be Bolder, but Parsimonious!", Billet du 24 mars 2015, par U. Szczerbowicz, N. Valla.

"Lee Kuan Yew : la disparition d'un "despote éclairé" exceptionnel", Billet du 25 mars 2015, par M. Fouquin.

"Avec Michel Albert, le CEPII perd l'un de ses pères fondateurs", Billet du 27 mars 2015, par S. Jean.

"Discrimination d'origine à l'embauche en France : forte et non spécifique à une origine particulière", Billet du 27 mars 2015, par A. Edo.

"La Chine est-elle en train de redessiner la finance mondiale ?", Billet du 16 avril 2015, par J.P. Patat.

"QE à l'européenne : comment soutenir l'investissement ?", Billet du 20 avril 2015, par U. Szczerbowicz, N. Valla.

"L'Europe prisonnière de l'obsession de la compétitivité", Billet du 22 avril 2015, par S. Jean.

"Souhaiter la cohérence réglementaire est une chose, la faire avancer en est une autre", Billet du 23 avril 2015, par S. Jean.

"Schengen : passoire ou passerelle ?", Billet du 24 avril 2015, par D. Mirza.

"Vers un retour de la "grande modération" ?", Billet du 30 avril 2015, par S. Lhuissier.

"Volatility and Uncertainty Are Not the Same!", Billet du 4 mai 2015, par V. Mignon, M. Joëts, T. Razafindrabe.

"La partie de Go des Chinois dans le système financier international", Billet du 12 mai 2015, par C. Destais.

"Deux principes pour redéfinir le cadre contentieux de l'investissement international", Billet du 16 mai 2015, par S. Jean.

"La transition bas carbone par l'innovation", Billet du 19 mai 2015, par É. Espagne.

"Quantitative easing de la BCE et évolutions monétaires et financières en zone euro", Billet du 26 mai 2015, par J.P. Patat.

"Quels apports du Japon à la COP 21 ?", Billet du 28 mai 2015, par É. Dourille-Feer.

"Réformes structurelles : pourquoi le terme est-il devenu si "toxique" ?", Billet du 29 mai 2015, par S. Piton.

"Banque centrale européenne : vaincre ou mourir !", Billet du 24 juin 2015, par N. Valla.

"L'exportation, un facteur explicatif de la performance domestique des PME", Billet du 25 juin 2015, par J. Héricourt, A. Berthou, N. Berman.

"Le FMI avait-il raison de venir au secours de la Grèce en 2010 ?", Billet du 30 juin 2015, par C. Destais.

"La libéralisation commerciale des activités d'assemblage a atténué la pollution locale en Chine", Billet du 9 juillet 2015, par S. Poncet, J. De Sousa, L. Hering.

"L'euro sauvé par son rôle international ?", Billet du 17 août 2015, par N. Valla.

"L'économie mondiale 2016 : le temps des doutes", Billet du 21 août 2015, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"Chine : difficile transition", Billet du 27 août 2015, par F. Lemoine.

"Effritement des BRICS", Billet du 11 septembre 2015, par J.P. Patat.

"Chine : quelles sont les motivations de la récente dépréciation du RMB ?", Billet du 14 septembre 2015, par C. Destais.

"Comment financer la transition carbone? Le rôle du système financier", dans la série COP21, Billet du 17 septembre 2015, par É. Espagne, B. Perrissin Fabert.

"More Political Economy on Global Warming and a Proposition", dans la série COP21, Billet du 18 septembre 2015, par M. Aglietta, É. Espagne.

"Reorienting Financial Intermediation Towards Sustainable Financing: Bangladesh Bank's Approach", dans la série COP21, Billet du 18 septembre 2015, par M. Kazemi.

"Guideposts for low-carbon finance", dans la série COP21, Billet du 18 septembre 2015, par B. Pizer.

"Four Roadblocks to a Global Climate Agreement", dans la série COP21, Billet du 18 septembre 2015, par J. Pisani-Ferry.

"La fin de la politique de taux zéro aux États-Unis devra se faire de manière progressive", Billet du 18 septembre 2015, par S. Lhuissier, F. Tripier.

"An Investment Climate for Climate Investment", dans la série COP21, Billet du 22 septembre 2015, par S. Fankhauser.

"What Role for Financial Supervisors in Addressing Systemic Environmental Risk?", dans la série COP21, Billet du 22 septembre 2015, par R. van Tilburg.

"Positive Pricing of Carbon Reduction: A Low Hanging Fruit", dans la série COP21, Billet du 22 septembre 2015, par A. Sirkis.

"La Chine : Voie lactée des exportations françaises de produits laitiers ?", Billet du 23 septembre 2015, par C. Emlinger, J. Fouré.

"Restructuration des dettes souveraines : les autres solutions", Billet du 24 septembre 2015, par C. Destais.

"Afflux de réfugiés en Europe. Quels enseignements tirer des expériences passées ?", Billet du 30 septembre 2015, par A. Edo.

"The Role of International Financial Institutions, Central Banks and Monetary Policies in the Low-Carbon Transition", dans la série COP21, Billet du 1^{er} octobre 2015, par C. Hines.

"Financial Innovation and The State: Lessons for 21st Century Climate Finance from the 19th Century Railways Era", dans la série COP21, Billet du 1^{er} octobre 2015, par D. Dasgupta.

"Supporting the Energy Transition: The Role of Low Interest Rates", dans la série COP21, Billet du 1^{er} octobre 2015, par P. Monnin.

"Que faut-il attendre de la conférence de Paris sur le climat ? (1/2)", dans la série COP21, Billet du 1^{er} octobre 2015, par S. Monjon, P. Adamczyk.

"Que faut-il attendre de la conférence de Paris sur le climat ? (2/2)", dans la série COP21, Billet du 1^{er} octobre 2015, par S. Monjon, P. Adamczyk.

"The \"\$100 000 000 000 per Year\" Question", dans la série COP21, Billet du 8 octobre 2015, par C. de Perthuis, P. Jouvet.

"Les prix à la consommation des énergies fossiles : levier pour une action publique en faveur de la réduction des émissions de CO₂", dans la série COP21, Billet du 8 octobre 2015, par H. Prévot.

"Un prix mondial unique pour le carbone ? Une fausse bonne idée", dans la série COP21, Billet du 8 octobre 2015, par O. Godard.

"L'accord Transpacifique s'attellera à libéraliser des secteurs jugés \"sensibles\"", Billet du 14 octobre 2015, par H. Guimbard.

"Pour la reconnaissance d'une valeur sociale du carbone dans l'accord-Climat", dans la série COP21, Billet du 15 octobre 2015, par D. Finon.

"Donner un prix au carbone ne suffira pas !", dans la série COP21, Billet du 15 octobre 2015, par D. Dron.

"Why Finance Can Save the Planet", dans la série COP21, Billet du 15 octobre 2015, par J. Pisani-Ferry.

"Face au choc du Partenariat Transpacifique, l'Union européenne doit garder son cap", Billet du 15 octobre 2015, par S. Jean.

"Thaïlande : du pari de l'ouverture au défi de la modernisation ?", dans la série Profils, Billet du 20 octobre 2015, par A. de Saint Vaulry.

"Climate Finance in the Context of Sustainable Development", dans la série COP21, Billet du 22 octobre 2015, par O. Edenhofer, J.C. Steckel, M. Jakob.

"Financing the Green Climate Fund", dans la série COP21, Billet du 22 octobre 2015, par M. Kroll.

"A €120bn Investment Programme for the European Union's three-year Juncker Plan", dans la série COP21, Billet du 22 octobre 2015, par M. Lepetit.

"How Could We Finance Low-Carbon Investments in Europe?", dans la série COP21, Billet du 22 octobre 2015, par M. Aglietta, É. Espagne, V. Aussilloux, B. Perrissin-Fabert.

"Les conséquences très ciblées du Partenariat Transpacifique sur les exportations européennes", Billet du 26 octobre 2015, par H. Guimbard.

"Is the Exchange Rate – Oil Price Nexus Stable Over Time?", Billet du 26 octobre 2015, par V. Mignon, J. Allegret, C. Couharde, T. Razafindrabe.

"Du G20 au W20, la croissance et le genre", Billet du 26 octobre 2015, par N. Valla.

"Les services, une activité d'avenir pour l'industrie", Billet du 3 novembre 2015, par M. Crozet, E. Milet.

"Investir dans la transition écologique en limitant les effets rebond", dans la série COP21, Billet du 12 novembre 2015, par W. Kalinowski.

"Le financement des "pertes et préjudices" et dommages aux pays vulnérables", dans la série COP21, Billet du 12 novembre 2015, par M. Damian.

"Environmental Policy Performance Bonds", dans la série COP21, Billet du 12 novembre 2015, par A. Bouzidi, M. Mainelli.

"L'économie chinoise en 2015 : une croissance ralentie, portée par les services et le secteur privé", Billet du 13 novembre 2015, par F. Lemoine.

"Towards a Sustainable Financial System", dans la série COP21, Billet du 26 novembre 2015, par A. Haas.

"Prix du carbone : les pistes pour l'après COP-21", dans la série COP21, Billet du 26 novembre 2015, par C. de Perthuis, P. Jouvét, R. Trotignon.

"Thinking "Eco-Systemically" to Shift the Trillions", dans la série COP21, Billet du 7 décembre 2015, par R. Morel, I. Cochran.

"To Recognize the Social Value of Mitigation Actions in a Climate Agreement", dans la série COP21, Billet du 7 décembre 2015, par D. Finon.

"Trillions in Transition: Growing our Way out of Climate Change?", dans la série COP21, Billet du 7 décembre 2015, par D. Loorbach, R. Lijns Hufrenreuter.

"Changement climatique : le secteur financier face aux trajectoires 2° C", dans la série COP21, Billet du 7 décembre 2015, par P. Moscovici.

"Changement climatique : le secteur financier face aux trajectoires 2° C", dans la série COP21, Billet du 7 décembre 2015, par F. Villeroy de Galhau.

"Coup de froid sur une croissance africaine aux fondements encore peu solides", Billet du 7 décembre 2015, par J.P. Patat.

"Quel impact du commerce international sur le changement climatique ?", Billet du 8 décembre 2015, par C. Bellora.

"Royaume-Uni : au pays de la finance", Billet du 9 décembre 2015, par L. Nayman.

"Les cycles économiques en Europe depuis 1970", Billet du 10 décembre 2015, par S. Lhuissier.

"Les marchés allemands plus dynamiques que les français dans le secteur agroalimentaire", Billet du 11 décembre 2015, par C. Emlinger.

"Georges Sokoloff", Billet du 12 décembre 2015, par M. Fouquin, S. Jean, J. Saltiel.

"Les règles du Partenariat Transpacifique seront-elles vraiment contraignantes ?", Billet du 15 décembre 2015, par S. Jean, K. Lefebvre.

"Le Renminbi dans le panier du DTS, un petit pas pour une grande ambition", Billet du 16 décembre 2015, par C. Destais.

Annexe 2



Le site internet du CEPII

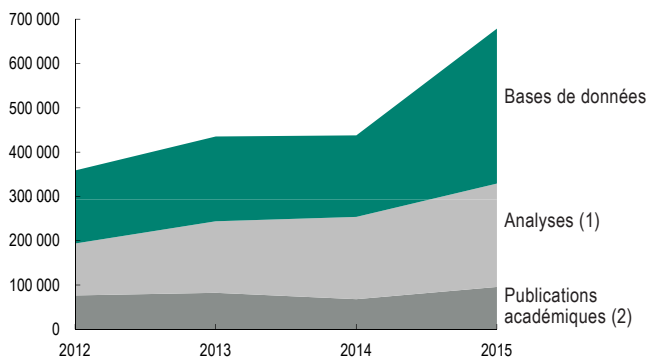
L'offre du site

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 549 documents de travail depuis 1994 et 505 lettres (dont 148 en anglais) depuis 1979, les résumés de 144 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 34 *Documents de travail*, 3 Policy briefs, 9 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters en français*, 11 *Newsletters en anglais*, 1 Panorama du CEPII, 54 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 289 articles ou interviews dans les médias (328 en 2014), 32 articles dans les revues scientifiques.

Fréquentation

Selon les deux outils de mesure d'audience globale les plus pertinents utilisés, Xiti et Google, les chiffres de fréquentation globale varient sensiblement : respectivement 1 058 988 et 1 269 521 pages vues ; 257 871 et 202 784 visites. Seul Xiti nous permet une analyse fine sur l'évolution de la structure de

Les pages vues, par type de produits CEPII



(1) Billets du Blog du CEPII, L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas, Policy Briefs,

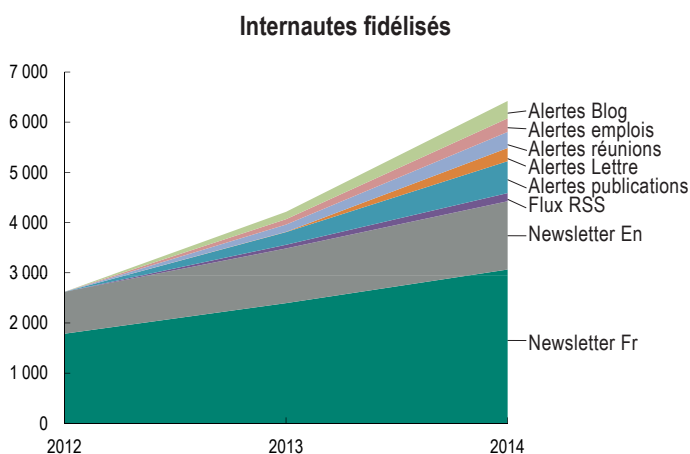
(2) Working Papers et *International Economics* (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

Source : XITI.

l'audience. À cela s'ajoute les statistiques de RePEc (Research Papers in Economics), plateforme qui s'adresse spécifiquement à la communauté internationale des économistes.

La fidélisation croissante du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII. Est également proposé un abonnement à des alertes et des flux RSS. Le nombre total d'inscrits fin 2014 était de 5 143 (+ 805 par rapport à 2014), sachant qu'un même inscrit est souvent abonné à plusieurs supports d'information.



Source : CEPII.

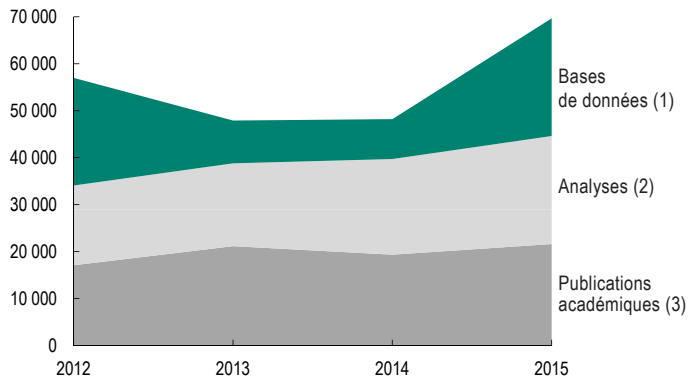
12 899 internautes sont inscrits pour la consultation et le téléchargement des bases de données du CEPII.

Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques. À noter, que la possibilité de téléchargement individuel des graphiques des Panoramas analytiques a généré 1 099 téléchargements.

Détail des téléchargements 2012-2015

	2015	2014	2013	2012
Publications académiques	21 591	19 357	21 166	17 088
Documents de travail	20 166	17 621	19 454	15 789
International Economics	11 425	1 736	1 712	1 299
Analyses	23 025	20 380	17 635	16 982
La Lettre du CEPII	14 654	13 385	14 588	13 273
L'économie mondiale	1 030	1 029		
Panoramas	2 485	3 972	2 536	
Policy Briefs	1 524	1 994	511	
Bases de données	25 091	8 472	9 118	22 940

Téléchargements : évolution 2012-2015

(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du Ministère des finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs, (3) Working Papers, Rapports de recherche et International Economics (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

Source : REPEC et XITI

Une audience internationale**Répartition géographique des visites en 2015**

Total	Europe	France	Asie	Amérique du Nord	Afrique	Amérique du Sud	Océanie
100 %	71 %	53 %	10 %	8 %	7 %	2 %	1 %

Le CEPII dans la communauté économique internationale

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (RePEc) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII y est placé au 18^e rang mondial / 191 des *Think tanks*, et 1^{er} français. Dans le classement Global Go To Think Tank Index (GGTTTI) qui considère plus de 6 000 institutions, le CEPII apparaît au 26^e rang mondial dans le domaine de l'économie internationale.

Annexe 3



Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPII¹

En gras : revues à comité de lecture

AGNELLO Luca, DUFRENOT Gilles, SOUSA Ricardo, "Nonlinear Effects of Asset Prices on Fiscal Policy: Evidence from the UK, Italy and Spain", **Economic Modelling**, vol. 44, p. 358-362, 2015.

AL HAJJ Fadia, DUFRENOT Gilles, SUGIMOTO Kimiko, WOLF Romain, "Reactions to Shocks and Monetary Policy Regimes: Inflation Targeting Versus Flexible Currency Board in Sub-Saharan Africa", the Developing Economies, vol. 53(4), p. 237-271, 2015.

ALLEGRET Jean-Pierre, MIGNON Valérie, SALLENAVE Audrey, "Oil Price Shocks and Global Imbalances: Lessons from a Model with Trade and Financial Interdependencies", **Economic Modelling**, vol. 49, p. 232-247, 2015.

ALOY Marcel, DUFRENOT Gilles, "A Comparison of the Fed's and ECB's Strategies during the Subprime Crisis", In Monetary Policy in the Context of the Financial Crisis: New Challenges and Lessons, Emerald, 2015.

BEAUBRUN-DIANT E. Kevin, TRIPIER Fabien, "Search Frictions, Credit Market Liquidity and Net Interest Margin Cyclicalilty", **Economica**, vol. 325(82), p. 79-102, janvier 2015.

BELLORA Cecilia, BOUGEON Jean-Marc, "Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", CESifo Working paper, n° 5417, 2015.

BERMAN Nicolas, BERTHOU Antoine, HÉRICOURT Jérôme, "Export Dynamics and Sales at Home", **Journal of International Economics**, vol. 96(2), p. 298-310, juillet 2015.

BOSI Stefano, DESMACHELIER David, RAGOT Lionel, "Pollution Effects on Labor Supply and Growth", **International Journal of Economic Theory**, vol. 11(4), John Wiley & Sons, p. 371-388, décembre 2015.

BOUCHER Christophe, BOUTILLIER Michel, BOUVATIER Vincent, KOUONTCHOU Patrick, SZCZERBOWICZ Urszula, "Introduction : risque systémique et politiques micro/macprudentielles", **Revue Économique**, vol. 3(66), p. 469-480, 2015.

CADOT Olivier, FERNANDES M. Ana, GOURDON Julien, MATTOO Aaditya, "Are the Benefits of Export Support Durable? Evidence from Tunisia", **Journal of International Economics**, août 2015.

¹ Les auteurs CEPII sont en vert.

CARRÉ Emmanuel, COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel, DEHMEJ Salim, "La coordination entre politique monétaire et politique macroprudentielle. Que disent les modèles DSGE ?", **Revue Économique**, vol. 66(3), mai 2015.

CHARLES Amélie, DARNÉ Olivier, TRIPIER Fabien, "Are Unit Root Tests Useful in the Debate over the (Non)Stationarity of Hours Worked?", **Macroeconomic Dynamics**, vol. 1(19), p. 167-188, 2015.

CHARLOT Olivier, MALHERBET Franck, TERRA Cristina, "Informality in Developing Economies: Regulation and Fiscal Policies", **Journal of Economic Dynamics and Control**, vol. 51, p. 1-27, février 2015.

CHATEAU Jean, FONTAGNÉ Lionel, FOURÉ Jean, JOHANSSON Åsa, OLABERRÍA Eduardo, "Trade Patterns in the 2060 World Economy", **OECD Journal: Economic Studies**, vol. 2015(2), 2015.

CHEPTEA Angela, EMLINGER Charlotte, LATOUCHE Karine, "Multinational Retailers and Home Country Food Exports.", **American Journal of Agricultural Economics**, vol. 1(97), p. 159-179., 2015.

COUDERT Virginie, COUHARDE Cécile, MIGNON Valérie, "On the Impact of Volatility on the Real Exchange Rate – Terms of Trade Nexus: Revisiting Commodity Currencies", **Journal of International Money and Finance**, vol. 58, p. 110-127, 2015.

COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel, "Blablabanque. Le discours de l'inaction", Michalon, septembre 2015.

COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel, "Comment (dys)fonctionnent les banques ?", Problèmes économiques, hors-série "Comprendre l'économie - 1. Concepts et mécanismes", n° 7, février 2015.

COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel, "La Banque centrale européenne, plus de pouvoirs, plus de devoirs", Questions Internationales, n° 76, novembre 2015.

COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel, "Qu'est-ce que la monnaie et qui la crée ?", Alternatives Économiques Hors-série, n° 105, avril 2015.

COUPPEY-SOUBEYRAN Jézabel, "Toutes ces questions que l'on se pose sur la monnaie", Revue Idées économiques et sociales, n° 182, décembre 2015.

DE ARCANGELIS Giuseppe, DI PORTO Edoardo, SANTONI Gianluca, "Immigration and Manufacturing in Italy. Evidence from the 2000s", **Economia e Politica Industriale**, vol. 42(2), p. 163-187, juin 2015.

DE ARCANGELIS Giuseppe, DI PORTO Edoardo, SANTONI Gianluca, "Migration, Labor Tasks and Production Structure ", **Regional Science and Urban Economics**, vol. 52, p. 156–169, juillet 2015.

DECREUX Yvan, FONTAGNÉ Lionel, "What Next for Multilateral Trade talks? Quantifying the Role of Negotiation Modalities", **World Trade Review**, vol. 14(1), p. 29-43, 2015.

DISDIER Anne-Célia, FONTAGNÉ Lionel, MIMOUNI Mondher, "Tariff Liberalization and Trade Integration of Emerging Countries", **Review of International Economics**, vol. 23(5), p. 946-971, 2015.

DUFRENOT Gilles, EHRHART Hélène, "The ECOWAS Countries' Growth Rates: What Makes Them Similar and What Makes Them Different? A quantile regression analysis", **Canadian Journal of Development Studies**, vol. 36(3), p. 345-365, 2015.

EDO Anthony, "The Impact of Immigration on Native Wages and Employment", **The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy**, vol. 15(3), p. 1151, juillet 2015.

EDO Anthony, TOUBAL Farid, "Selective Immigration Policies and Wages Inequality", **Review of International Economics**, vol. 23(1), p. 160-187, février 2015.

ESPAGNE Étienne, "Nature et monnaie, Des réductions d'émission de CO2 comme nouvel actif éligible pour les banques centrales", Revue du Commissariat Général au Développement Durable, décembre 2015.

ESPAGNE Étienne, "Orienter les flux financiers vers la transition écologique : une proposition à trois étages", Note de l'Institut Veblen pour les réformes économiques, 2015.

ESPAGNE Étienne, "Tout changer à la BCE pour que rien ne change dans le climat?", *L'Économie politique*, n° 066, avril 2015.

ESPAGNE Étienne, HOURCADE Jean-Charles, FABERT PERRISSIN Baptiste, "La finance au secours du climat? La Nature entre prix et valeur", **Natures Sciences Sociétés**, 2015.

FAGIOLO Giorgio, SANTONI Gianluca, "Human-Mobility Networks, Country Income, and Labor Productivity", **Network Science**, vol. 3(3), p. 377-407, septembre 2015.

Figueiredo Erik, Lima Luiz, OREFICE Gianluca, "Migration and Regional Trade Agreement: a (new) Gravity Estimation", **Review of International Economics**, vol. 24(1), pp. 99-125, 2016.

FONTAGNÉ Lionel, OREFICE Gianluca, PIERMARTINI Roberta, ROCHA Nadia, "Product Standards and Margins of Trade: Firm-level Evidence", **Journal of International Economics**, vol. 97(1), p. 29-44, mai 2015.

GNIMASSOUN Blaise, MIGNON Valérie, "Persistence of Current-Account Disequilibria and Real Exchange-Rate Misalignments", **Review of International Economics**, vol. 23(1), p. 137-159, 2015.

GOUEL Christophe, JEAN Sébastien, "Optimal Food Price Stabilization in a Small Open Developing Country", **World Bank Economic Review**, vol. 29(1), p. 72-101, 2015.

GUIVARCH Céline, MONJON Stéphanie, ROZENBERG Julie, VOGT-SCHILB Adrien, "Will Climate Policy Improve European Energy Security?", **Climate Change Economics**, vol. 2(6), mai 2015.

HÉRICOURT Jérôme, PONCET Sandra, "Exchange Rate Volatility, Financial Constraints and Trade: Empirical Evidence from Chinese Firms", **World Bank Economic Review**, vol. 29(3), p. 550-578, octobre 2015.

HURLIN Christophe, MIGNON Valérie, "Statistique et probabilités en économie-gestion", Dunod, 2015.

KLEINERT Jörn, MARTIN Julien, TOUBAL Farid, "The Few Leading the Many: Foreign Affiliates and Business Cycle Comovement", **American Economic Journal: Macroeconomics**, vol. 7(4), p. 134-159, octobre 2015.

LEMOINE Françoise, PONCET Sandra, ÜNAL Deniz, "Spatial Rebalancing and Industrial Convergence in China", **China Economic Review**, vol. 34, p. 39-63, juillet 2015.

LEMOINE Françoise, ÜNAL Deniz, "Les mutations du commerce extérieur chinois", *Problèmes économiques*, n° 3114, La documentation française, juin 2015.

LHUISIER Stéphane, ZABELINA Margarita, "On the Stability of Calvo-style Price-Setting Behavior", **Journal of Economic Dynamics and Control**, p. 77-95, août 2015.

LOPEZ-VILLAVICENCIO Antonia, MIGNON Valérie, "Nonlinearity of the Inflation-Output Trade-Off and Time-Varying Price Rigidity", **Oxford Bulletin of Economics and Statistics**, vol. 77(5), p. 634-654, 2015.

OREFICE Gianluca, "International Migration and Trade Agreements: The New Role of PTAs", **Canadian Journal of Economics**, vol. 47(4), p. 310-334, avril 2015.

PONCET Sandra, STAROSTA DE WALDEMAR Felipe, "Product Relatedness and Firm Exports in China", **World Bank Economic Review**, vol. 3(29), p. 579-605, 2015.

SZCZERBOWICZ Urszula, "The ECB Unconventional Monetary Policies: Have They Lowered Market Borrowing Costs for Banks and Governments?", **International Journal of Central Banking**, vol. 91-127(11(4)), décembre 2015.

TERRA Cristina, "Principles of International Finance and Open Economy Macroeconomics: Theories, Applications and Policies", Academic Press, p. 362, juillet 2015.

Annexe 4



Le CEPII dans les médias

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2015, les économistes du CEPII ont publié 98 articles de presse et réalisé 126 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 425 fois dans la presse écrite, 226 fois dans les médias audiovisuels et 1 336 fois sur internet pour un total de 1 987 mentions dans les médias. Cette année, plus de la moitié des interventions a porté sur les questions monétaires et financières ainsi que sur la mondialisation, le commerce international et les accords régionaux.

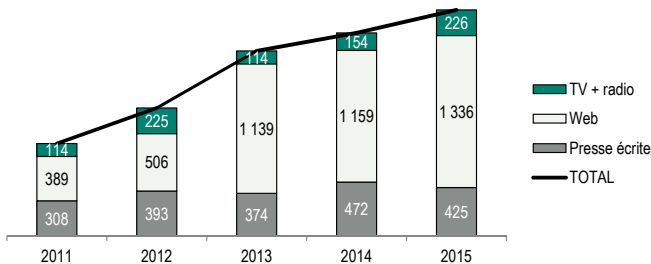
Cartographie de la présence du CEPII dans les médias

Le CEPII recense les coupures de presse fournies par Kantarmedia pour la presse écrite et audiovisuelle en français et les alertes envoyées par Meltwater et Google pour les citations sur les sites internet dans le monde. Les économistes notifient également leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale. Les reprises d'articles déjà parus dans des médias différents ne sont pas exhaustives.

Les interventions du CEPII dans les médias peuvent prendre diverses formes : interviews exclusives, articles signés ou chroniques audiovisuelles par les économistes, mais aussi des mentions d'économistes, de publications ou de conférences du CEPII.

Le graphique 1 recense les mentions du CEPII en 2015 en fonction de la nature du support des médias. On observe une nette augmentation du nombre total de mentions par rapport à 2014 (+ 11 %). Cette augmentation résulte notamment de la forte

Graphique 1 - Répartition des mentions du CEPII par types de supports, 2011-2015



Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia, Meltwater et Google.

Note : Les chiffres concernent l'ensemble des mentions : articles signés et chroniques, interviews et citations.

augmentation des interventions à la télévision et à la radio des économistes du CEPII (+ 47 %).

La presse écrite comptabilise 21 % du total des mentions du CEPII, une part en baisse (29 % en 2014). Selon le tableau 1, plus de 60 % des mentions dans la presse écrite ont été publiées dans la presse économique et financière ou la presse quotidienne nationale.

Dans l'ensemble, pour la presse écrite, Le Monde comptabilise le plus de mentions (41), suivi par La Tribune (23), puis La Croix et Alternatives Économiques (21 chacun).

1 336 mentions du CEPII sont sur des sites internet, soit 67 % du total des mentions, et représentent un peu moins de 8 milliards de vues potentielles (Meltwater). La presse représente 53 % des mentions sur le web, avec, en tête, Lemonde.fr puis Latribune.fr, Bfmtv.com, La-Croix.com et Franceculture.fr. Les sites d'actualité, spécialisés, professionnels et les blogs représentent 33 % des mentions. Les cinq premiers sont Planet.fr, Boursorama.com, Usinenouvelle.com, Revue-Banque.fr et RTBF.be. Les portails (Free, Msn, Orange, Yahoo) représentent 11 % des mentions. Enfin, les médias sociaux représentent 3 % des mentions (principalement Twitter).

Les médias audiovisuels représentent 11 % des mentions. Concernant la radio, les économistes du CEPII sont beaucoup

Tableau 1 – Répartition des mentions dans la presse écrite selon la couverture des médias

Support	Nombre de citations	Part
Presse économique et financière dont :	134	32 %
La Tribune	23	
Alternatives Économiques	21	
Problèmes Économiques	12	
Presse quotidienne nationale dont :	124	29 %
Le Monde	41	
La Croix	21	
Le Figaro	18	
Les Echos	17	
Presse spécialisée hors éco-fin.	77	18 %
Presse régionale	48	12 %
Autre	33	7 %
Agences de presse	9	2 %
TOTAL	425	100 %

Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia, Meltwater et Google.

Note : les chiffres concernent l'ensemble des mentions : articles signés et chroniques, interviews et citations.

intervenues sur BFM (43 % des interventions radio), France Culture (34 %) et Radio Classique (5 %). Concernant la TV, les économistes sont surtout intervenues sur BFM (52 % des interventions TV), LCI (22 %), France 5 (21 %).

Nature des interventions du CEPII dans les médias

Cette année, les économistes sont surtout intervenues sur les questions monétaires et financières mais aussi les effets de la mondialisation, l'évolution du commerce international et les accords régionaux. Les journalistes ont également beaucoup interrogé les experts du CEPII sur les enjeux des politiques économiques (politiques fiscales, budgétaires, etc.). Cette année, du fait de la COP21 à Paris, les questions environnementales ont également fait l'objet de nombreuses interventions.

En 2015, on dénombre 98 articles signés ou chroniques animées par les économistes du CEPII. Cinq médias en regroupent plus de 50 % de ces interventions : La Tribune, Le Monde, Les Echos, Revue Banque et Problèmes économiques.

Les économistes du CEPII ont donné 126 interviews exclusives. Les cinq premiers médias qui ont interviewés les économistes du CEPII comptabilisent plus de 60 % de l'ensemble, et sont : BFM, France Culture, RFI, LCI et France 24.

La base Meltwater recense les mentions du CEPII sur les sites internet du monde entier. Elle permet notamment d'obtenir des statistiques concernant l'origine géographique des sites. En 2015, le CEPII est cité dans des supports venant de 70 pays différents, et ce en 25 langues différentes. Le français domine toutes les

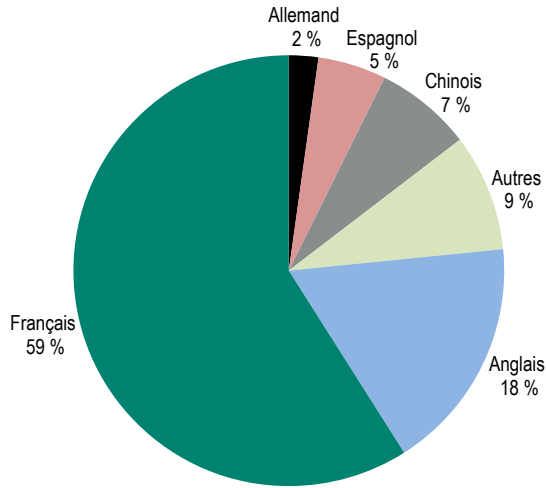
Graphique 2 - Principaux thèmes traités en 2015
(part en % de l'ensemble des mentions)



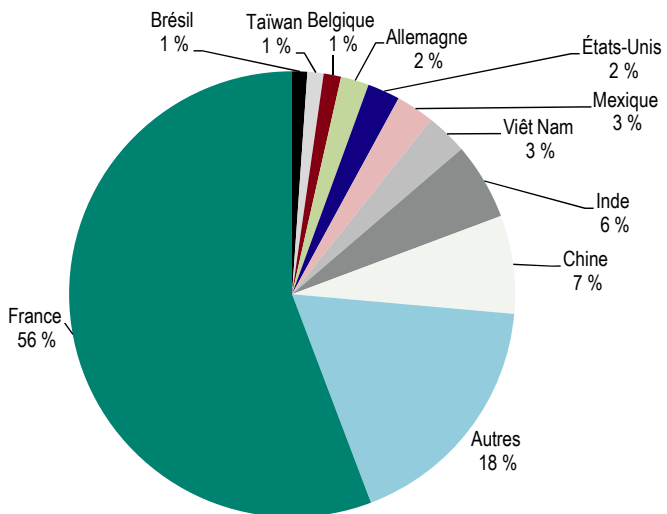
Source : Référencement des mots-clés par le CEPII.

autres langues, avec 59 % des mentions en français. L'anglais a une place importante (18 % des mentions, voir graphique 3), mais recule depuis 2014 (- 7 points de pourcentage). Quant aux cinq premiers pays où est cité le CEPIL, ils comptabilisent plus de 80 % des mentions (graphique 4).

Graphique 3 - Mentions du CEPIL sur internet, répartition des cinq premières langues en 2015



Graphique 4 - Mentions du CEPIL sur internet, répartition des dix premiers pays en 2015



Annexe 5



Interventions, rapports et
travaux pour des institutions
publiques et des fondations

INTERVENTIONS, RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Michel Aglietta

"Territorialiser les investissements et les financements", Alliance Sciences Sociétés, 8 janvier.

"La zone euro peut-elle sortir de la stagnation prolongée", Banque de France, 16 janvier.

"De la crise en Europe à la menace de stagnation - Comment en sortir ?", MSH-Nantes, 19 janvier.

"What is the quality of growth?", AFD et JICA, 26 janvier.

"Sortir de la trappe de croissance basse par l'investissement de la transition énergétique inséré dans les territoires", Sénat, 28 janvier.

"Dettes publiques en France depuis 1974", France 5, 3 février.

"L'euro - une monnaie incomplète - vue d'ensemble des enjeux socio-économiques", CSC - CFDT - CISL, 4 février.

"Les défauts de gouvernance de la zone euro et les voies de progrès", Hôtel de Ville d'Arras, Mouvement Européen, 5 février.

"L'incomplétude de l'euro face au problème de la dette", Terra Nova, 10 février.

"Retrouver la croissance en Europe - Investissement bas carbone et financement monétaire", Écoles des Mines, 2 mars.

"Mutation du régime de croissance", Université Paris-Nanterre et École des Mines, 10 mars.

"Quels changements institutionnels pour la zone euro ?", JECO-Les Nocturnes de l'économie, Sorbonne, 11 mars.

"Variante sur le modèle iAGS", Sciences po Paris, OFCE, 25 mars.

"Territoires : disparités, croissance et localisations des activités industrielles", Université d'Amiens, 26 mars.

"Le piège de basse croissance en Europe et les moyens de le conjurer", Écoles des Mines - Paris, ESCP Europe, 30 mars.

"Risque de déflation", Cercles Interalliés, Euro Corporate, 9 avril.

"Governance Failures in the Euro Zone, Persistent Anemic Growth and Ways Forward", Progressive Economy, European parliament, 15 avril.

"Le dollar, l'euro et les autres", Printemps de l'économie, 16 avril.

"Territoire, innovations et transition climatique", Mairie de Paris, 11 mai.

"Marasme de l'investissement : stagnation séculaire et déficiences de la gouvernance européenne", CFDT, 18 mai.

"Les incertitudes de l'économie mondiale", Institut CDG Rabat et Institut CDC Paris, 4 juin.

"Financing Low-Carbon Economy", France Stratégie, 8 juin.

"Investissement et financement de la transition écologique et croissance en Europe. Un plan de relance européen au service de la transition énergétique ?", Ministère des Finances - IGPDE, 16 juin.

"La qualité de la croissance : comment rendre compte(s) de son caractère durable", Proparco (AFD), 17 juin.

"Risque de déflation", Cercles Interalliés, Euro Corporate, 17 juin.

"Development and Climate", UNESCO, 8 juillet.

"Currency Turnoil and Unbalanced World Economy", Exane BNP Paribas, 9 juillet.

"Qualité de la croissance et transition écologique", Ministère de l'Ecologie, 10 septembre.

"La nouvelle phase de la réforme chinoise", PCF - Fondation Gabriel Péri, 30 septembre.

"Les pays avancés face à la malédiction de la stagnation séculaire", Université CDC, 8 octobre.

"Dettes publiques et dynamiques financières", Les Rendez-vous de l'Histoire, 9 octobre.

"Incomplétude du SMI et hégémonie du dollar", Les Rendez-vous de l'Histoire, 9 octobre.

"Peut-on surmonter l'inefficacité de la gouvernance de la zone euro ?", Jéco de Lyon, 15 octobre.

"Relancer la croissance en investissant pour le climat", Paris, Progressistes pour le climat, 21 octobre.

"Situation financière chinoise et ses conséquences pour les marchés monétaires et boursiers internationaux", MEDEF, 8 septembre.

"What are the Lessons for the Governance of the Euro-Zone", Le Cercle des économistes et Friedrich Ebert Stiftung, 3 novembre.

"Macroeconomics of Sustainability", HEC, 16 novembre.

"Causes et conséquences de l'impuissance politique en zone euro", ENS Rennes, 23 novembre.

"Facteurs d'évolution des dettes publiques : enseignements de l'histoire et incidences de la stagnation séculaire", Institut CDC - Groupama AM, 3 décembre.

"Money and Crises: Multi-Faceted Scenes Throughout History. Where Is the Common Thread?", Université de Grenoble, 10 décembre.

Cecilia Bellora

"Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", Helsinki, Finlande, European Association of Environmental and Resource Economists, 25 juin.

"Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", ICAE, 12 août.

"Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", European Trade Study Group, 11 septembre.

"Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande", Direction Générale du Trésor, 2 octobre.

Jean-Joseph Boillot

"Regard sur les Émergents: le modèle 'Jugaad' de l'innovation frugale", AFD, 3 février.

Christophe Destais

"Central Bank Currency Swaps and the International Monetary System", Korean Development Institute, 22 juin.

Anthony Edo

"Using Minimum Wages to Identify the Labor Market Effects of Immigration", ENSAI, 21 mars.

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", Université de Genève, 17 avril.

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", 10 septembre.

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", HEC, 9 octobre.

Charlotte Emlinger

"Accord transatlantique : Risques et opportunités pour le secteur agroalimentaire européen", Paris, 30 janvier.

"Do Exporting Firms Benefit from Multinational Retail Networks? Evidence from France", Tubingen, IAW, 16 février.

"Atlantic Versus Pacific Agreement in Agri-food Sectors: Does the Winner Take it All?", San Francisco, 27 juillet.

"Do Exporting Firms Benefit from Retail Internationalization? Evidence from France", San Francisco, 27 juillet.

"Quality and Export Performance: Evidence from the Cheese Industry", Paris, 11 septembre.

"Quality and Export Performance: Evidence from the Cheese Industry", Bordeaux, 20 novembre.

Étienne Espagne

"Financing low-carbon economy", France Stratégie, 8 juin.

"Macroeconomics, climate change and a new carbon policy proposal", EUROFRAME, 12 juin.

"Funding Low Carbon Transition: The Role of the Financial System", UN Headquarters, FEEM-France Stratégie, 24 septembre.

"Prix positif du carbone et changement de paradigme des négociations climat à la COP21 et au-delà", COP21, Zone Bleue, Pavillon Français, CBC-MEDDE-CIRED-France Stratégie, 5 décembre.

"Financer l'atténuation : comment établir un système de financement mondial équitable ?", COP21, Espace Génération Climat, FERDI, 7 décembre.

Lionel Fontagné

"The Inefficiency of Resource Misallocation: A Case Study from France", Washington, 12 février.

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", ETSG, 11 septembre.

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", Politecnico di Milano, 16 novembre.

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", WTO, 1^{er} décembre.

Jean Fouré

"Atlantic Versus Pacific Agreement in Agri-Food Sectors: Does the Winner Take it All?", GTAP, 19 juin.

"Formation à l'interface MIRAGE", European Commission, 23 septembre.

Joseph Francois

"Grands émergents: la Chine et les autres", Mairie du 3^e arrondissement, Paris, 13 avril.

Thomas Grjebine

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", LUISS Guido Carli, 4 février.

"Credit and Corporate Debt Structure", Banque de France, 11 février.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Manchester, Royal Economic Society, 1^{er} mars.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Berlin, T2M, 7 mars.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Nice-Sophia Antipolis, 11-12 juin.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Rennes, 22-24 juin.

Houssein Guimbard

"Mega-Deals: What Consequences for Sub-Saharan Africa?", Banque de France, 27 mars.

"Mega-Deals: What Consequences for Sub-Saharan Africa?", GTAP, 18 juin.

"Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande", Direction Générale du Trésor, 2 octobre.

"Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande", Direction Générale du Trésor, 30 novembre.

Jérôme Héricourt

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", Université de Genève, 17 avril.

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", 10 septembre.

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications", HEC, 9 octobre.

Sébastien Jean

"Les enjeux économiques du partenariat transatlantique", Ministère de l'Économie et des Finances, 14 janvier.

"Regard sur les Émergents: le modèle 'Jugaad' de l'innovation frugale", AFD, 3 février.

"Oil Currencies in the Face of Oil Shocks: What Can Be Learned from Time-Varying Specifications?", Société Canadienne de Sciences Économiques (SCSE), 13-15 mai.

"Atlantic versus Pacific Agreement in Agri-food Sectors: Does the Winner Take it All?", GTAP, 19 juin.

"Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", European Association of Environmental and Resource Economists, 25 juin.

"Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", ICAE, 12 août.

"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Customs Duties", OMD (Organisation Mondiale des Douanes), 9 septembre.

"Agricultural Trade, Biodiversity Effects and Food Price Volatility", European Trade Study Group, 11 septembre.

"Formation à l'interface MIRAGE", European Commission, 23 septembre.

"Oil Currencies in the Face of Oil Shocks: What Can Be Learned from Time-Varying Specifications?", Université de Strasbourg, 2 octobre.

"Les mutations du commerce international (1967-2013)", Fondation pour l'Université de Lyon & ENS Lyon, 14 octobre.

Stéphane Lhuissier

"Présentation de 'The Regime-Switching Volatility of Euro Area Business Cycles'", 21 juin.

"Présentation de 'The Regime-Switching Volatility of Euro Area Business Cycles'", 25 juin.

Valérie Mignon

"Oil currencies in the face of Oil Shocks: What Can Be Learned From Time-Varying Specifications?", Société Canadienne de Sciences Économiques (SCSE), 13-15 mai.

"Does the Volatility of Commodity Prices Reflect Macroeconomic Uncertainty?", EconomiX-CNRS, Université Paris Ouest, 7 mai.

"Does the Volatility of Commodity Prices Reflect Macroeconomic Uncertainty?", Institut Henri Poincaré, 22 mai.

"Does the Volatility of Commodity Prices Reflect Macroeconomic Uncertainty?", European Economic Association, 24-27 août.

"Oil Currencies in the Face of Oil Shocks: What Can Be Learned from Time-Varying Specifications?", Université de Strasbourg, 2 octobre.

Cristina Mitaritonna

"Immigrants and Firms Productivity Evidence from France", PSE, 15 avril.

"Discussant: Exchange Rates, Firm Heterogeneity, and the Intensive Margins of Trade", WTO and Tunis Business school, 3 juin.

"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Customs Duties", OMD (Organisation Mondiale des Douanes), 9 septembre.

Stéphanie Monjon

"Would Climate Policy Improve European Energy Security?", 20 mars.

"Border Carbon Adjustment and Trade Retaliation: What Would Be the Cost for European Union?", Abu Dhabi, 4 juin.

"Border Carbon Adjustment and Trade Retaliation: What Would Be the Cost for European Union?", Helsinki, 26 juin.

"Qu'attendre de la conférence Paris Climat 2015 ?", Université Paris Dauphine, 23 novembre.

Laurence Nayman

"Compte courant et financement", German Marshall Fund, 10-11 décembre.

Gianluca Orefice

"Immigrants and Firms Productivity Evidence from France", PSE, 15 avril.

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", ETSG, 11 septembre.

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", Politecnico di Milano, 16 novembre.

"Making (Small) Firms Happy. The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", WTO, 1^{er} décembre.

Sophie Piton

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", Manchester, Royal Economic Society, 2 avril.

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", University Paris 1 Panthéon Sorbonne, 13 avril.

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", Athens University of Economics and Business (AUEB), 15 mai.

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", ECB, 21 mai.

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", RIEF, 25 juin.

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", EEA, 24 août.

"Monetary Integration and the Non-tradable Sector", PSE, 2 septembre.

Hillel Rapoport.

"Using Minimum Wages to Identify the Labor Market Effects of Immigration", ENSAI, 21 mars.

Gianluca Santoni

"The Inefficiency of Resource Misallocation: A Case Study from France", Washington, 12 février.

"Discussant for Productivity, Misallocation and Trade (Berthou, Manova, Sandoz)", MSE, 17 décembre.

Urszula Szczerbowicz

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", LUISS Guido Carli, 4 février.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Manchester, Royal Economic Society, 1^{er} mars.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", T2M, 7 mars.

"Disaster Risk and Preference Shifts in a New Keynesian Model", KU Leuven, 1^{er} septembre.

"Disaster Risk and Preference Shifts in a New Keynesian Model", National Bank of Belgium, 29 septembre.

"Disaster Risk and Preference Shifts in a New Keynesian Model", Bank of England and University of Essex, 16 décembre.

Fabien Tripier

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", LUISS Università Guido Carli, 4 février.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Royal Economic Society, 1^{er} mars.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", T2M, 7 mars.

"Risk Shocks and Divergence between the Euro Area and the US", University of Helsinki, 28 septembre.

Camilo Umana Dajud

"Trade Costs and the Suez and Panama Canals", EEA, 27 août.

"Trade Costs and the Suez and Panama Canals", ETSG, 11 septembre.

Deniz Ünal

"La vision géopolitique de la Turquie à travers sa compétitivité économique", Assemblée nationale, Conférence IRIS, 29 janvier.

"La Turquie: le grand émergent de l'espace eurasiatique", Sciences Po-CERI, 11 février.

"L'économie turque", Paris, Conférence Turquie-Actualités et Perspectives, Cabinet Gide, 12 février.

"L'économie turque dans le puzzle énergétique", Paris, Séminaire de l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, IRIS, 23 avril.

"La transition de l'économie turque: vers l'État-providence?", INED, 29 septembre.

"Les mutations du commerce international (1967-2013)", Fondation pour l'Université de Lyon & ENS Lyon, 14 octobre.

Annexe 6



Rencontres organisées
par le CEPII
et le Club du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

Firm Heterogeneity and its Implication for Aggregate Outcomes

The workshop is a joint initiative between the IFO of Munich, the GEP of Nottingham and the CEPII. The main objective of this meeting is to stimulate cooperation between Researchers. Young Economists and Post-docs Students are encouraged to apply.

Research in international trade has shifted from industry and country analysis to firm and product-level studies. The literature has stressed the role of firm-level heterogeneity, firm self-selection into exporting, and reallocation of resources within an industry in response to trade liberalisation. A better understanding of these mechanisms is key to economic policy and welfare analysis.

The workshop investigates on the implication of heterogeneity in firms' productivity, size and other economic characteristics for aggregate outcomes, such as trade flows and Foreign Direct Investment (FDI), income volatility and employment.

Moreover, the workshop compares the different responses of firms to macro-level shocks such as trade liberalisation, exchange rate adjustments, labor and tax policy. Given the important firm-level heterogeneity, one size fits all trade, labor or exchange rate policies might not be appropriate. The responses of firms might well be very different with respect to their sector of activity, their size, productivity, ownership or nationality.

Les printemps de l'économie 2015 - Mais où va donc la Planète ?

Mondialisation du commerce et de l'industrie : une nouvelle ère ?

Intervenants : Louis Gallois, Président du conseil de surveillance de PSA, ancien Commissaire général à l'investissement ; Michel Fouquin, Conseiller CEPII, Professeur à la FASSE Université Catholique de Paris ; Michèle Debonneuil, Inspecteur général des finances, Caisse des Dépôts et Consignations

Animation : Serge Marti. Président, AJEF (Association des Journalistes Économiques et Financiers)

Grands émergents : la Chine et les autres

Intervenants : Françoise Lemoine, économiste sénior au CEPII, chercheure associée, EHESS

CONFÉRENCE

13 janvier

Paris

Co-organisé avec PSE, avec la contribution de Labex OSE

COLLOQUE

13 avril

Paris

CEPII : partenaire des Printemps de l'économie

CONFÉRENCE
28 avril

Paris

Animation : François Roche, journaliste, Foreign Policy

Le dollar, l'euro et les autres

Intervenants : Michel Aglietta, économiste, professeur émérite à l'université Paris X, conseiller au CEPII

Animation : François Roche, journaliste, Foreign Policy

Qui gouverne le commerce mondial ?

Intervenants : Elvire Fabry, chercheur senior, Institut Jacques Delors ; Sébastien Jean, directeur, CEPII ; Yannick Jadot, député EELV

Animation : Christian Chavagneux. Éditorialiste, Alternatives économiques

Est-on à l'abri d'une nouvelle crise financière ?

Débat avec : André Orléan. Directeur d'étude à l'EHESS, directeur de recherche au CNRS ; Jezabel Couppey-Soubeyran, CEPII ; Maître de conférences, Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Laurent Clerc. Directeur de la stabilité financière, Banque de France

Global perspectives on investment and potential output

As time elapses since the 2008 global financial crisis, concerns are growing about the weakness of the global recovery, and about the possible long term consequences of the crisis. In recent research, feeding inter alia the latest World Economic Outlook, the IMF staff analyses these issues, with special focus on potential output and investment. This work suggests that potential output growth in advanced economies is likely to increase slightly from current rates as some crisis-related effects wear off, but to remain below precrisis rates in the medium term. In contrast, in emerging market economies, potential output growth is expected to decline further. As to private fixed investment, it contracted sharply in advanced economies during the global financial crisis, and there has been little recovery since. Investment has generally slowed more gradually in the rest of the world. Although housing investment fell especially sharply during the crisis, business investment accounts for the bulk of the slump, and the overriding factor holding it back has been the overall weakness of economic activity.

Présentation : Daniel Leigh, Deputy Division Chief, Research Department, International Monetary Fund & Roberto Garcia-Saltos, Deputy Division Chief in the Economic Modeling Division of the Research Department, International Monetary Fund

Discutant : Urszula Szczerbowicz

15th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

- Session 1 – Emerging Economies
- Session 2 – Trade and Aggregate Performance
- Session 3 – Senior Session
- Session 4 – Integration and Economic Policy
- Session 5 – Trade, Political Economy and Long-Term Issues
- Session 6 – Finance
- Session 7 – Migration and Trade
- Session 8 – Multinational Firms

Brainstorming Grèce

La crise grecque a pris – une fois de plus - un tournant radical avec des secousses brutales dans les négociations entre le gouvernement d’Alexis Tsipras et ses créanciers. Un referendum sera conduit dimanche 5 juillet, où le peuple Grec devra se prononcer sur le programme d’aide et plus généralement, selon certaines interprétations, sur l’appartenance à l’euro.

Présidence : Natacha Valla, directrice adjointe, CEPII

Présentations : Eric Chaney (Axa), Michala Marcussen (Société Générale), Philippe Martin (Sciences-Po) et Nicolas Pfaff (ICMA)

Bringing the Euro back into the Light : Capital Markets Union and the International Role of the Euro

The euro is facing challenges and opportunities. In the wake of bold quantitative monetary policies in the main currency areas of the world, exchange rates have massively adjusted. In the same time, Europe is working hard to set up a visionary model for its banks and financial markets through the “Capital Markets Union” initiative. This conference brings together the European Central Bank, to present their forthcoming report, Bruegel and CEPII to discuss policy proposals for the international role of the Euro.

Session 1 – Capital Market Union

Président de séance : Sébastien Jean, Director of the CEPII

Session 2 – The International Role of the Euro

Président de séance : Pierre-Olivier Beffy, Chief Economist, Exane BNP Paribas

CONFÉRENCE

25-26 juin

Orléans

Organisé par le Réseau RIEF
(Research in International
Economics and Finance).

CEPII : partenaire du réseau.

SÉMINAIRE

7 juillet

Paris

CONFÉRENCE

9 juillet

Paris

SÉMINAIRE

16 juillet

Paris

The impact of Urban Enterprise Zones on establishments' location and labor market outcomes: Evidence from France

Workshop on the impact of a French enterprise zone program - the "Zones Franches Urbaines" (ZFU) policy - on establishments' location decisions and on labor market outcomes.

The main identification strategy, which combines spatial and time differencing, shows that conditioning on locating in a municipality that hosts a ZFU, the policy has a positive and sizable impact on the probability to locate in the ZFU part rather than in the non-ZFU part of municipalities.

However, the impact is highly heterogeneous across zones, industries and firms. This positive effect is entirely due to within-municipality diversion effects.

Regarding labor market outcomes, the policy has a positive effect on employment, especially for low-wage workers.

As for wages, the effect is null for low-wage workers, and negative for high-wage ones.

Présentations : Florian Mayneris, Gianluca Orefice

COLLOQUE

9 septembre

Paris

À l'occasion de la parution de l'ouvrage L'économie mondiale 2016, Coll. Repères, La Découverte

Nouvelles données et incertitudes

En dépit d'une reprise qui s'est confirmée aux États-Unis et d'un retour timide mais sensible de la croissance en zone euro, les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale sont grandes.

Incertitudes tout d'abord quant à la nature de cette reprise dans laquelle on ne retrouve ni les moteurs, ni la séquence habituels. L'investissement reste atone tandis que l'inflation ne repart pas. Faut-il y voir une faiblesse passagère de la demande ou bien l'installation d'un phénomène de stagnation séculaire ? Peut-on faire redémarrer l'investissement sans relancer le cycle financier ?

À cet égard, les incertitudes concernent aussi l'efficacité des politiques monétaires non conventionnelles. Les risques qu'elles font peser sur l'évolution des prix des actifs restent au cœur des débats. Surtout, au-delà de leurs effets sur les taux d'intérêt de long terme et sur le change, ces politiques ont-elles définitivement éloigné le risque de déflation ? Les banques centrales sauront-elles trouver le bon moment pour mettre un terme à leurs programmes d'assouplissement quantitatif sans provoquer d'ajustement brutal sur les marchés financiers et des changes ?

Incertitudes aussi quant aux perspectives des économies émergentes. Moteurs de la croissance mondiale aux lendemains de la crise financière, bénéficiaires d'importants flux de capitaux dans un contexte de taux d'intérêt particulièrement bas dans les pays avancés, ces économies vont devoir faire face, vraisemblablement avant la fin de l'année, au resserrement monétaire américain. Leurs conditions de financement pourraient devenir plus difficiles alors que la croissance n'est plus aussi vive, notamment dans les pays exportateurs de matières premières qui pâtissent de la faiblesse des cours mais aussi en Chine. Dans ce contexte l'Inde, avec une croissance qui, pour la première fois depuis vingt ans, devrait dépasser celle de la Chine, saura-t-elle relever les défis structurels qui lui permettraient de devenir la prochaine grande puissance asiatique ?

Incertitudes, enfin, quant au commerce mondial, dont le ralentissement ne tient pas uniquement à celui de la croissance mondiale. Son évolution depuis 2011 laisse plutôt augurer une nouvelle ère de la mondialisation tempérée par le recentrage de l'économie chinoise et la fin du développement accéléré des chaînes de valeur mondiales.

Exposés :

"Un bilan des politiques monétaires non conventionnelles", Natacha Valla, Directrice - adjointe du CEPII

"La malédiction de la stagnation séculaire", Michel Aglietta, Conseiller au CEPII, Professeur émérite à l'Université de Nanterre Paris - Ouest et Membre du Haut conseil aux finances publiques

"La lente reprise du commerce mondial annonce un changement de tendance", Sébastien Jean, Directeur du CEPII

"Les économies émergentes au ralenti", Emma Ménascé, Responsable du Pôle Pays émergents à la Banque de France

"L'Inde face à ses défis structurels", Vincent Caupin, Responsable de la division Analyse macroéconomique et risque - pays, Agence française de développement

Is the Multilateral System Collapsing ?

This session addresses the key challenges that multilateral system is now facing. Will the mega-regional free trade agreements cause the decline of WTO? Are there any hopes that IMF can have a significant reform? Is G20 becoming more irrelevant and inefficient? How can countries, developed countries and emerging

CONFÉRENCE
10-12 septembre

Paris

CONFÉRENCE

23-24 octobre

Kiel, Allemagne

Organisé par le réseau ELSNIT

CEPII : partenaire du réseau.

markets together, better cope with impending global issues, from international capital flows to climate change, from refugees to aging population?

Présentation : Jean Lemierre, Director and Chairman of the Board of Directors, BNP Paribas Group

Discutants : Francesco Giavazzi, Professor of Economics, Bocconi University ; Bernard Hoekman, Director of Global Economics, European University Institute (EUI) ; Kyung-wook Hur, Visiting Professor, KDI School of Public Policy and Management ; Jean Pisani-Ferry, General Commissioner, France Stratégie

XIII ELSNIT Annual Conference : Trade Facilitation

The Euro-Latin Network on Integration and Trade (ELSNIT) is now accepting submissions of papers examining the organization and operation of customs and other border agencies as well as specific trade facilitation initiatives and their impact along the economic and institutional dimensions. In particular, submitted papers should address questions such as--but not limited to--the following:

Specific Initiatives. *WTO Trade Facilitation Agreement (TFA)*: What is the gap between countries' current statuses and those to be reached according to the commitments in the TFA? Are there national road maps for fulfilling these commitments? *Risk Management*: How prevalent is risk management among border agencies? How do they perform their risk analysis? Which criteria are used to allocate shipments to the different verification channels? Do these criteria differ for export, imports, and transit? How? What is the share of import and export declarations that undergo physical inspections? *Authorized Economic Operators (AEO)*: What are the eligibility criteria for these programs? How many and what kinds of firms are AEO-certified? What is the share of trade covered by AEO programs? How many mutual recognition agreements were signed? *Single Windows (SW)*: Which countries have a trade SW in place? How have these SW been implemented? Are trade SW comprehensive in terms of relevant agencies and procedures? *Transit Trade and Simplified Trade Regimes*: What are the best practices regarding transit schemes? Who are the users of simplified export/import regimes?

Impacts. How much can we expect trade costs to decline as a result of the TFA? Are there complementary measures that would leverage its implementation? What would be the impact of the implementation of the TFA on world trade and specific regions and/or countries?

How do delays associated with administrative processes affect firms' and thereby their countries' trade? What are the channels through which these effects arise? What are the mechanisms behind these impacts? Do the effects vary across firms, products, and destinations? How do trade facilitation measures interact with other trade and infrastructure policies in shaping trade outcomes? Do harmonization, coordination, and mutual recognition among countries make a difference? To what extent trade facilitation results in changes in employment and productivity?

Political Economy Issues. What are the institutional challenges faced in implementing the TFA? What kind of and how much technical assistance efforts would be needed to implement it? Is technical assistance enough? Should other investments be considered? What type of investment? What are the obstacles to reform customs and other border agencies and what are those to design and implement trade facilitation initiatives such as single windows and integrated transit systems? How can these obstacles be overcome? How do stakeholders participate and interact in this area? Under which conditions interagency cooperation and coordination is more likely to occur? What role can the private sector play?

Institutions and procedures. *Institutions:* How many and what agencies are involved in the administrative processing of trade flows between countries? How are these agencies organized? What are their budgets and number of employees? How do they allocate resources across areas and programs? What practices do border agencies follow to recruit, remunerate, and promote personnel? How stringent are their ethic codes? *Procedures:* How do agencies' procedures look like? Are these procedures coordinated with each other? Are their information systems interconnected? How long does it take to complete the procedures? Do these procedures and their completion times vary across entry/exit points, firms, products, or destinations? Why?

Both theoretical and empirical contributions will be considered, but in all cases priority will be given to papers identifying and shedding light on relevant policy questions such as those outlined above, including case studies of policies followed by national or international organizations, in particular. Furthermore, submission of papers that, in doing this, explicitly contrast successful and failed cases, comparing countries within a certain geographical area, is strongly encouraged. Important lessons are expected to be drawn from these contributions for Latin American and Caribbean countries.

CONFÉRENCE

11 décembre

Paris

Co-organisé avec l'OCDE,
Université de Lille, LEM, G-Mond,
Fondazione Rodolfo Debenedetti,
Université du Luxembourg, IRES

Immigration in OECD Countries - 5th Annual International Conference

The OECD, the CEPII (the French Research Center in International Economics), the research team LEM of Lille University, G-MonD (the research group from Paris School of Economics), Fondazione Rodolfo Debenedetti, the University of Luxemburg and IRES (Université Catholique de Louvain) are jointly organising the 5th Annual Conference on "Immigration in OECD Countries".

The conference is devoted to examining the economic aspects of international migration in OECD countries. This edition will have one outstanding keynote speaker: Professor Alberto Alesina from Harvard University.

This conference is organized by: Xavier Chojnicki (CEPII, LEM, Université Lille 3), Jean-Christophe Dumont (OECD), Anthony Edo (CEPII), Lionel Ragot (CEPII, Université Paris Ouest).

22 janvier

B - SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

Political Economy of Trade Policy

Présentation : Paola Conconi, Université Libre de Bruxelles

9 avril

Credit and the Macroeconomy

Since the global financial crisis, and after decades of relative neglect, the importance of the financial system and credit dynamics as drivers of macroeconomic outcomes have attracted fresh scrutiny from academics, policymakers, and practitioners. Theoretical advances are largely driven by a fast-growing empirical literature. Recent long-run historical work has uncovered a range of important stylized facts concerning the role of credit in advanced economies, and this lecture provides an overview of the key findings.

Présentation : Moritz Schularick, University of Bonn

5 juin

Financial Reforms, Crises, and Growth

The objective of this lecture is to jointly explore the links between financial reforms — regarding both the domestic financial system and the regulation of capital flows — economic growth, volatility, and the risk of financial crises. The lecture will build up on the considerable work documenting financial reforms across countries. It will propose alternative theoretical and empirical frameworks

through which the effects of financial reforms on growth and crisis risk can be analyzed. The first part of the lecture will be dedicated to a selective review the literature in order to identify key open questions. Thereafter, participants will use actual data and simple codes for stylized model to practically discuss and address some of these questions. An objective of the lecture is to go beyond the standard cross-country regression approach, and use insight from the theory as well as more disaggregated data, to more precisely understand the channels involved.

Présentation : Romain Rancière, PSE, CEPR, FMI

Sovereign Debt Crises

29 octobre

Pervasive sovereign defaults in the early 1980s triggered a flourishing theoretical literature on sovereign debt crises. With calmer international capital markets in the late 1980s and early 1990s, interest in this literature languished. The crises of the mid-1990s in Latin America and Asia and the European crisis in 2010 have, however, rekindled interest in the topic. While the models of the 1980s focus on the determinants of defaults, the models of the last decade have also examined restructurings and the length of default spells as well as the size of investors' losses following defaults. The first part of the presentation will describe these models as well as the empirical research in the last two decades.

But most of the models on sovereign defaults focus on idiosyncratic shocks to the defaulter's economy, despite that many of these crises are of a systemic nature. The second part of the presentation will focus on what the theoretical literature still cannot explain by examining stylized facts of sovereign defaults in the last 200 hundred years with particular attention to waves of defaults, systemic versus idiosyncratic crises, and the characteristics of restructurings.

Présentation : Graciela Laura Kaminsky, Department of Economics, George Washington University

C - ATELIER THÉMATIQUE

LUNCH TALK EUROPE INTERNATIONAL

(co-organisé avec France-Stratégie)

Des incertitudes pèsent sur l'avenir de l'Union européenne et sa place dans le monde. De la crise sont nées des ébauches institutionnelles pour l'Europe, et il s'agit aujourd'hui de les transformer en un édifice solide et pérenne. Les grands chantiers

24 janvier

Paris

aujourd'hui ouverts pour l'Union européenne à 28 et pour la zone euro posent des questions économiques, institutionnelles, politiques, sociétales, de gouvernance.

Dans ce contexte, le CEPII et le CGSP organisent des rencontres mensuelles sur l'Europe qui ont vocation à rassembler, autour d'un intervenant choisi pour son actualité ou son implication dans le champ européen, diverses personnalités du monde officiel, économique, financier ou académique, pour discuter collectivement des grandes thématiques européennes.

Comment favoriser la croissance des métropoles ?

La géographie de la croissance est de plus en plus organisée autour de grandes métropoles interconnectées qui concentrent productivité et innovation. Au Royaume-Uni cependant, pays particulièrement centralisé, les métropoles régionales ont connu, entre 1997 et 2012, des taux de croissance plus faibles que la moyenne du pays. Pour favoriser la croissance des métropoles, la décentralisation proposée par le rapport est-elle suffisante ? Quels sont les autres moyens à mettre en œuvre ? Quels peuvent-être les risques sur l'organisation territoriale du pays ? Quels enseignements tirer de la comparaison avec la France, où l'organisation territoriale cherche à s'articuler avec les métropoles régionales qui tirent la croissance ?

Présentation : Jim O'Neill, président de la Commission "City Growth", professeur émérite à l'université de Manchester et visiting fellow à Bruegel.

Discutant : Jean-Philippe Hanff, délégué général au développement économique et international du Grand Lyon.

28 janvier

Paris

Le désendettement dans le monde : état et perspectives

Depuis la crise économique de 2008, les dettes agrégées, publiques et privées, ont continué d'augmenter, non seulement dans les pays développés, mais plus encore en Chine et dans les pays émergents qui risquent de se retrouver au centre de la prochaine crise globale. Dans les pays où les taux de croissance et d'inflation sont faibles, le processus de désendettement est cependant difficile à mener. Comment rendre ce processus compatible avec une plus forte croissance potentielle ? Quels outils monétaires, budgétaires ou macro-prudentiels peut-on utiliser ?

Présentation : Lucrezia Reichlin, professeur d'économie à la London Business School

Discutant : Robert Ophéle, sous-gouverneur de la Banque de France.

Politiques budgétaires et politiques monétaires avec des taux d'intérêts proches de zéro

24 février

Paris

Depuis la crise, les taux d'intérêts directeurs ont été baissés jusqu'à zéro par les banques centrales, ce qui rend la politique monétaire difficile à mener, contrainte par la borne limitant à zéro les taux d'intérêts nominaux. Quelles marges de manœuvre restent-ils aux banques centrales pour soutenir les reprises fragiles ? À quelles conditions les programmes d'assouplissement quantitatif mis en place seront-ils efficaces ? À l'inverse, les effets des politiques budgétaires ont été sous-estimés au moment de la crise. Quel rôle donner à la politique budgétaire alors que les dettes continuent d'augmenter dans le monde ? À quel rythme et de quelle manière faut-il organiser l'ajustement budgétaire pour soutenir à la fois la reprise et la croissance de long terme ? Quelle articulation entre ces deux types de politiques, notamment dans la zone euro où les politiques budgétaires ne sont pas coordonnées ?

Présentation : Vitor Gaspar, directeur du département des finances publiques du Fonds Monétaire international et ancien ministre des Finances du Portugal (2011-2013)

Discutant : Christian Kastrop, directeur du département des études politiques économique à l'OCDE

Les effets du Jobs Act

24 mars

Paris

La deuxième partie du *Jobs Act* du gouvernement de Matteo Renzi, récemment adopté par le sénat italien, propose d'accentuer la flexi-sécurité sur le marché du travail, notamment par la mise en place de nouveaux contrats avec une législation du travail simplifiée, la suppression de l'obligation de réintégration en cas de licenciement économique injustifié et une protection croissante avec l'ancienneté. Ces nouveaux contrats permettront-ils de surmonter la profonde dualisation du marché du travail italien ? En effet, pour les 15-24 ans, le taux de chômage, qui a doublé depuis 2008, dépasse aujourd'hui 40 % et plus de 50 % des embauches sont faites en CDD. Ces contrats ne vont-ils pas, au contraire, accentuer l'écart avec les CDI en place ? Quels sont les effets attendus de ces réformes structurelles pour l'économie italienne ? Quelles leçons peut-on en tirer pour les autres pays européens où le chômage continue d'augmenter ?

Présentation : Pietro Ichino, Sénateur italien, Professeur de droit du travail à l'Université de Milan

Discutant : Pietro Garibaldi, Professeur d'économie à l'Université de Turin

17 juillet

Paris

Rapport des 5 présidents sur le renforcement de l'Union économique et monétaire

À l'heure où le futur de la zone euro est mis en doute par la situation en Grèce, et alors que de manière plus structurelle la zone euro reste marquée par la crise dont elle émerge à peine (chômage encore élevé dans de nombreux États membres, faibles perspectives de croissance de moyen terme...), il apparaît essentiel d'améliorer le fonctionnement de l'Union économique et monétaire.

C'est précisément dans cette perspective que les présidents de la BCE, de la Commission européenne, du Parlement européen, de l'Eurogroupe et du Conseil ont publié début juin le rapport dit "des 5 Présidents". Ce débat sera l'occasion de discuter des principales propositions contenues dans le rapport.

Les deux intervenants discutent et mettent en perspective les principales propositions du rapport.

Présentation : José Leandro, conseiller principal auprès du directeur général de la DG ECFIN, Commission européenne

Discutant : Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

D - SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

29 janvier

"De Paris à Marrakech, un bilan prospectif de la COP21", par Stéphanie Monjon et Étienne Espagne

10 mars

"La restructuration des dettes souveraines", par Christophe Destais

28 mai

"La Grèce et l'Euro : la crise sans fin ?", par divers économistes

17 juin

"Baisse du prix du pétrole : quelles explications, quels effets, quelles perspectives ?", par Valérie Mignon et Gabriel Gomes da Silveira (Université de Paris Ouest Nanterre)

15 septembre

"Ralentissement en Chine et conjoncture mondiale", par Michel Aglietta et Françoise Lemoine

26 novembre

"Vulnérabilités financières", par Michel Aglietta, Jézabel Couppey-Soubeyran et Francesco Molteni

16 décembre

"De Paris à Marrakech, un bilan prospectif de la COP21", par Stéphanie Monjon et Étienne Espagne

E - SÉMINAIRES INTERNES

"Heteroskedastic Shocks and the Great Moderation in the Euro Area", par Stéphane Lhuissier	29 janvier
"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", par Urszula Szczerbowicz	12 février
"How green is organic? Indirect environmental effects of making EU agriculture greener", par Cécilia Bellora	5 mars
"Dollar movements and the oil exporting countries' real equilibrium exchange rate", par Gabriel Gomez	19 mars
"L'usine du monde au ralenti ou la mutation du commerce extérieur chinois", par Denis Unal (co-auteurs : Françoise Lemoine, Sandra Poncet, Clément Cassé)	26 mars
"Disaster risk and preference shifts: a new keynesian model", par Marlène Isoré	2 avril
"What import restrictions matter for trade in services ?", par Julien Gooris (co-auteur Cristina Mitaritonna)	16 avril
"Les Profils-Pays du CEPII : composition et mode d'emploi", par l'équipe composée de Sébastien Jean, Deniz Ünal, Alix de Saint-Vaulry, Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, Matteo Gagliardi et Dominique Pianelli	7 mai
"Firm Level Allocative Inefficiency: Evidence from France", par Gianluca Santoni (co-auteur Lionel Fontagné)	21 mai
"Variable trade costs, composition effects and the intensive margin of trade", par Lionel Fontagné	4 juin
"The fiscal impact of 30 years of migration in France", par Lionel Ragot (co-auteur Xavier Chojnicki)	18 juin
"Inter-industry relatedness and industrial-policy efficiency: Evidence from China's Export Processing Zones", par Sandra Poncet	2 juillet
"Policy and Macro Signals as Inputs to Inflation expectation Formation", par Paul Hubert (OFCE), Becky Maule (Bank of England)	15 octobre
"The Impact of EU Border Inspections on Chinese agri-food exports : Firms level evidence", par Lionel Fontagné (co-auteur Anne-Célia Disdier)	12 novembre

26 novembre "International portfolio diversification and financial structure: lessons from granular data", par Natacha Valla (co-auteur Jonas Heipertz, Pierre Buiquang, Banque de France)

17 décembre "Making (small) Firms Happy. The Heterogeneous effect of Trade Facilitation Measures", par Lionel Fontagné et Gianluca Orefice

F - SÉMINAIRES EXTERNES

27 janvier "Why Aren't Welfare Gains from Trade Increasing?", par Liza Archanskaia (KU Leuven)

28 janvier "Les bases de données INSEE sur les entreprises et focus sur les questions internationales", par Fabienne Rosenwald et Frédéric Boccara (INSEE)

13 février "Exchange rate uncertainty and international portfolio flows", par Guglielmo Maria Caporale

10 décembre "Les dernières avancées des statistiques d'entreprises de l'INSEE", par Elisabeth Kremp (INSEE)

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

Chine : une conjoncture dégradée ?

LES MATINALES DU CLUB
9 janvier

Paris

L'économie chinoise donne des signes de ralentissement. En dépit de la baisse du poids relatif des exportations dans son économie, elle subit la faible croissance des économies développées alors que l'accumulation des dettes depuis 2008 pèse sur sa demande intérieure. Ces fragilités –dont il importe de mesurer l'ampleur effective– inquiètent alors que les autorités ont engagé le pays dans un programme ambitieux de transition vers une croissance tirée par la consommation et les services et plus respectueuse de l'environnement. Le Club du CEPII vous propose de faire le point sur la situation conjoncturelle de l'économie de la Chine et la politique suivies par les autorités du pays.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

Intervenant : Bei Xu, Économiste, chargée de la Chine et des pays émergents d'Asie, Natixis

Nouveau mix énergétique américain

LES MATINALES DU CLUB
20 janvier

Paris

En 2012, le Président américain entame son second mandat avec un programme énergétique axé sur les énergies fossiles, *via* le recours aux ressources non conventionnelles. L'indépendance énergétique n'est qu'un objectif lointain, mais l'inversion de tendance est déjà actée avec un taux de dépendance externe pratiquement divisé par deux entre 2008 et 2013. L'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, gaz de schiste au premier rang, a bouleversée la sphère énergétique avec un abaissement drastique du prix intérieur du gaz naturel et une réduction de celui de l'électricité et avec un impact économique et géopolitique de la modification des flux internationaux de gaz et de pétrole. Cette rupture soudaine constitue-elle un indice de changement de "paradigme" énergétique vers les ressources fossiles non conventionnelles que certains qualifient de "game changer" ?

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

Intervenant : Sophie Méritet, Maître de Conférences en Sciences Économiques, Centre de Géopolitique de l'Énergie et des Matières Premières (CGEMP), Université Paris-Dauphine

LES MATINALES DU CLUB

21 janvier

Paris

Brainstorming : BCE, Grèce et zone euro

For those who believe that 2015 will be a "make it or break it" year, January will be a steep start into it: on 22 January, the Governing Council of the ECB will meet to decide whether it will embark on a fully-fledged quantitative easing programme. Observers are anxious about the outcome, and Mario Draghi made it clear that no monetary union can last without more political integration. At the same time, political risk is rising in the Euro area, as Greek elections are looming (25 January). This session will aim to collectively brainstorm (after a brief kick-off introduction) on those two upcoming events and their implications for the short and longer future.

Président de séance : Natacha Valla, Deputy-Director of CEPIL

LES MATINALES DU CLUB

6 février

Paris

Énergie : le modèle allemand

L'Energiewende, la transition énergétique allemande, s'apparente à une marche forcée vers une économie exempte d'énergies nucléaire et fossiles. Elle a été longtemps source d'admiration par la classe politique et médiatique. Mais si la part des énergies renouvelables électriques a connu une progression spectaculaire (de quelques pourcents en 2000 à 25% en 2014, contre 18% environ pour la France), elle laisse la place aujourd'hui au scepticisme, voire aux critiques face à l'explosion des prix du kWh, à l'augmentation des émissions de CO2 et aux perturbations que rencontre le secteur électrique. Le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel est allé jusqu'à déclarer en mai dernier que l'Energiewende était sur le point d'échouer et que les Allemands en avaient sous-estimé la complexité. Quels enseignements peut tirer notre pays de l'Energiewende pour mener à bien sa propre transition écologique ?

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPIL

Intervenants : Étienne Beeker, Chargé de mission Énergie, France Stratégie ; Michel Cruciani, Chargé de mission, CGEMP, Université Paris-Dauphine

LES DÎNERS DU CLUB

10 février

Paris

L'Afrique selon Lionel Zinsou

L'"afroptimiste" franco-béninois, Lionel Zinsou, vous invite à sa table pour parler de sa vision de l'Afrique.

Rédacteur des discours de Laurent Fabius, alors Premier ministre, il a été associé-gérant de Rothschild & Cie avant de rejoindre en 2008 le fonds d'investissement PAI Partners dont il est le Président. Personnage public, il anime le club Fraternité de Laurent Fabius,

il est administrateur du comité opérationnel du journal Libération et membre du comité directeur de l'Institut Montaigne sans oublier son rôle de conseiller au cabinet du président de la République du Bénin, le Dr Yayi Boni.

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEP II

TTIP et convergence réglementaire

Pour les échanges entre l'Union européenne et les États-Unis, les droits de douane comptent désormais beaucoup moins que la compatibilité des systèmes réglementaires et normatifs en vigueur de part et d'autre. Que l'on parle de convergence, de cohérence ou de dialogue réglementaire, ce sujet est de fait au cœur des négociations du partenariat transatlantique (PTCI, ou TTIP), et des gains économiques que l'on peut en attendre. Il est également source récurrente de méfiance, certains craignant qu'il n'aboutisse à subordonner choix réglementaires et "préférences collectives" à des impératifs commerciaux. Autour du responsable européen des négociations sur ce sujet, cette réunion sera l'occasion de débattre sur les principes, les objectifs et la méthode des négociations dans ce domaine.

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEP II

Intervenants : Fernando Perreau de Pinninck, Coordinateur des négociations du TTIP sur les aspects réglementaires, Commission européenne ; Pascale Mienville, Responsable adjointe du Département Affaires Internationales, Afnor Normalisation

La Russie en 2015

Florissante dans les années 2000 et au début de la présente décennie, la situation macro-économique de la Russie s'est dégradée très rapidement. Une réunion organisée par le Club du CEP II il y a 18 mois avait permis d'appréhender les premiers signes de cette dégradation qui s'est depuis accélérée, notamment en raison de l'impact combiné de la baisse du prix du pétrole et des sanctions économiques et financières liées à la crise ukrainienne. Nous vous proposons de faire à nouveau le point avec Natalia Orlova, économiste en Chef d'Alfa Bank, la première banque privée en Russie, également présente en Ukraine, en Biélorussie et au Kazakhstan.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEP II

Intervenant : Natalia Orlova, Chief Economist of Alfa-Bank, Head of Alfa-Bank Macro Insights

CYCLE TTIP
13 février

Paris

En partenariat avec l'American
Chamber of Commerce in France

LES MATINALES DU CLUB
2 mars

Paris

LES MATINALES DU CLUB

12 mars

Paris

La crise ukrainienne

The recent crisis in Ukraine, attracting the whole world's attention, shows the impact of the country on the world economy and politics. Crimea' annexation and the military actions in the East of Ukraine substantially changed the country's economic situation and has had a dramatic impact on the energy sector. Dr. Shmelova received her PhD in the Academy of Sciences of the USSR in Moscow and worked for many years in the Academy of Sciences of Ukraine. She now lives in Dnipropetrovsk, less than 200 km from Donetsk - Her presentation can help understand the real political and economic situation in Ukraine.

Président de séance : Jean-Pierre Saltiel, Director of IFS and Vice-Président of The Club

Intervenant : Svitlana Shmelova, Founder and Chairperson at International Education & Consulting Center, Ukraine ; Scientific Council member, International Geostrategic Maritime Observatory (IGMO)

CONFÉRENCE

24 mars

Paris

Turquie : relations bilatérales avec la France

Le Club du CEPIL a consacré le 7 octobre dernier une première séance à la Nouvelle Turquie de Recep Tayyip Erdoğan.

Nous poursuivons ce travail d'analyse de la situation et des perspectives de ce pays pivot et de son rôle régional mais aussi international par un petit-déjeuner en format restreint et selon les règles de Chatham House. Seront notamment au programme de nos échanges : la situation économique de la Turquie, l'impact des conflits régionaux sur l'économie turque, la stratégie de la Turquie en Afrique, les relations entre la Turquie et la Chine, les questions énergétiques et l'agenda de la Turquie pour le G20.

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPIL

Intervenant : M. Hakki Akil, Ambassadeur de Turquie en France

LES MATINALES DU CLUB

1^{er} avril

Paris

Urgence climatique et investissement

La zone euro ne peut sortir durablement de son marasme actuel qu'en initiant un vaste programme d'investissements. Ceux-ci doivent stimuler la demande (et donc l'emploi) à court terme et coordonner les anticipations autour d'une perspective de développement soutenable de l'offre à long terme. Les investissements de la transition bas carbone répondent à ces exigences.

La mise en œuvre d'un tel programme requiert une intermédiation financière adéquate. Pour y répondre, le policy brief du CEPII n°6 dresse les contours de ce que pourrait être un tel système financier de la transition bas carbone en Europe tout en relançant une croissance insérée dans les territoires

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Intervenants : Michel Aglietta, Conseiller au CEPII, Professeur émérite à l'Université de Paris-X Nanterre et Membre du Haut Conseil des Finances Publiques ; Étienne Espagne, Chargé de mission France stratégie ; Roger Guesnerie, Professeur honoraire au Collège de France

France, Europe et réformes structurelles

Depuis la crise, de nombreux pays de la zone euro ont engagé des réformes structurelles importantes – avec, dernière en date, l'Italie et le Jobs Act du gouvernement de Matteo Renzi. Au-delà du seul marché du travail, leur succès économique (croissance/emploi) dépend de leur mise en œuvre effective et de leur articulation en un agenda cohérent. À l'occasion de la sortie du rapport sur la France de l'OCDE, présentée par ses auteurs, nous tâcherons de mettre en perspective les différents diagnostics et recommandations de réformes en matière de budget, de concurrence, de marché du travail ou de système éducatif et d'en commenter les effets dans le plus large contexte européen.

Président de séance : Natacha Valla, Directrice-adjointe du CEPII

Intervenants : Peter Jarrett, Head of Country Studies, OCDE ; Nicola Brandt, Chef du bureau France/Pologne, Affaires économiques, OCDE ; Antoine Goujard, Économiste, Affaires économiques, OCDE ; Pierre Cahuc, Professeur d'économie, École Polytechnique ; Alvaro Santos Pereira, Director of Country Studies, Economics Department, OECD

Secular Stagnation: Housing to the Rescue?

In 2013, house prices increased by 8% on average in the world, the highest rate since the end of the 90s, raising fears of a Real Estate bubble comeback and financial instability.

The last three expansions of the US economy were indeed fed by financial and real estate booms, bringing Lawrence Summers and Paul Krugman to doubt of the ability to combine sustainable growth and financial stability. Have our advanced economies entered a secular stagnation where bubbles are needed to foster growth?

LES MATINALES DU CLUB

8 avril

Paris

CYCLE MONNAIE & FINANCE

9 avril

Paris

CYCLE ENERGIE & ENVIRONNEMENT
7 mai

Paris

Président de séance : Natacha Valla, Directrice adjointe, CEP II

Intervenants : Moritz Schularick, Professeur d'économie, University of Bonn ; Thomas Grjebine, Économiste, CEP II

L'innovation comme levier de la transition climatique

À l'approche du sommet COP21 à Paris, les yeux sont braqués sur la France dans l'espoir d'obtenir un accord sur le climat. C'est à l'échelle des territoires, des entreprises et de la société civile qu'incombera en grande partie la recherche et la mise en œuvre des innovations qui permettront d'atteindre les objectifs de réduction de gaz à un coût abordable. Pour répondre à ces enjeux difficiles et à la demande de l'ex-gouverneur californien A. Schwarzenegger pour son ONG "R20 – Regions of Climate Action", l'Observatoire du long terme a publié le rapport mondial "Transition par l'innovation". Ce travail propose une série de recommandations concrètes qui réduiraient le coût de la transition climatique en favorisant le développement des "Innovations vertes abordables".

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEP II

Intervenants : Vincent Champain, Président de l'Observatoire du long terme et Directeur des opérations France, General Electric ; Étienne Espagne, Économiste au CEP II

CYCLE AFRIQUE
19 mai

Paris

L'inclusion financière en Afrique

Un système financier et de paiement qui fonctionne de manière suffisamment efficace est une des infrastructures nécessaires au décollage des pays en voie de développement. L'Afrique reste dans ce domaine une terre de contraste mais également d'innovation qui suscite de plus en plus d'intérêt de la part des institutions financières mais aussi des investisseurs internationaux et des entreprises technologiques.

Après une présentation générale des mutations du secteur financier et des système de paiement en Afrique, un point sera fait sur la question des sources de financement à long terme des entreprises et, en particulier, sur le rôle joué par les fonds d'investissement.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEP II

Intervenants : Bruno Cabrillac, Directeur des études et des relations internationales, Banque de France ; Luc Rigouzzo, Cofondateur et Président, Amethys Finance

Paris COP 21 : les clés du succès

CYCLE ENERGIE & ENVIRONNEMENT

28 mai

Paris

Alors que 2014 s'annonce comme l'année la plus chaude enregistrée depuis la fin du XIX^e siècle, la COP21 qui se tiendra à Paris en décembre 2015 sera l'aboutissement de négociations depuis plus de 20 ans. Sur l'agenda, l'adoption d'un premier accord universel sur le climat pour maintenir la température globale en deçà de 2°C.

L'accord conclu en novembre 2014 entre la Chine et les États-Unis facilitera-t-il l'atteinte de cet objectif ? Pourquoi cette conférence serait-elle différente des précédentes ? Paul Watkinson, Chef de l'équipe de négociation sur le climat au Ministère de l'écologie, expliquera les vrais enjeux de la Conférence des Parties de la Convention climat des Nations Unies et répondra à vos questions.

Président de séance : Stéphanie Monjon, Économiste, spécialiste de l'environnement au CEPII et Enseignant-chercheur à l'Université Paris Dauphine

Intervenant : Paul Watkinson, Chef de l'équipe de négociation sur le climat, Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le système financier chinois à la croisée des chemins

LES MATINALES DU CLUB

5 juin

Paris

Le système financier chinois connaît des mutations multiples et profondes. Dans un contexte de ralentissement économique, il doit purger les excès de l'explosion de la dette que le pays a connue après la crise de 2008 et de l'essor de circuits de financement parallèles (shadow banking). Dans le même temps, les autorités chinoises continuent à le réformer, notamment en libéralisant les taux d'intérêt, tout en attendant de lui qu'il relaie leur politique d'assouplissement monétaire. Les banques chinoises sont également dans une phase d'internationalisation rapide de leurs encours mais aussi appelées à contribuer à la stratégie d'internationalisation du Renminbi, alors que les flux de capitaux privés apparaissent moins strictement contrôlés que dans le passé.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

Intervenant : Wei Yao, Économiste Chine, Société Générale

LES HUIS-CLOS DU CLUB

25 juin

Paris

État des lieux des relations Union européenne / États-Unis

Réunion autour de M. l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès des États-Unis

David O'Sullivan a été le Directeur général administratif du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Il a aussi été le Directeur de la DG Trade (2005-2010) à la Commission européenne, Secrétaire Général de la Commission européenne et Chef du Cabinet de Romano Prodi alors, Président de la Commission européenne.

Le Club du CEPIL propose une séance en huis-clos pour ses membres afin de faire l'état des lieux des relations États-Unis/ Union européenne et, entre autres, du projet d'accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPIL

LES MATINALES DU CLUB

3 juillet

Paris

Émergents et marchés de capitaux : quels risques ?

Un temps le nouveau graal des marchés financiers, juste après la crise de 2008-2009, les pays émergents ont fait l'objet d'une première réévaluation en 2013, après l'annonce par la Réserve Fédérale américaine de la fin progressive de sa politique quantitative et la prise de conscience des risques liés aux déficits extérieurs structurels (Inde, Indonésie, Brésil, Turquie...), aux politiques économiques moins lisibles (Brésil), à un environnement géopolitique dégradé (Russie, Turquie) ou à une baisse de leurs revenus pétroliers et gaziers (Russie). Un mouvement de défiance à l'égard des pays émergents pourraient à nouveau se produire dans les marchés financiers en raison de la confirmation de ces risques et du ralentissement de la croissance et de la normalisation de la politique monétaire américaine qui rend plus attractive l'investissement aux États-Unis.

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPIL

Intervenant : Sébastien Barbé, Head of Global Market Research for Europe & Chief EM Strategist at Credit Agricole CIB

LES HUIS-CLOS DU CLUB

9 septembre

Paris

Les réformes du gouvernement Modi en Inde

S.E. Dr. Mohan Kumar, Ambassadeur de l'Inde et Christophe Jaffrelot, politologue et spécialiste de l'Inde viendront faire un point sur la situation économique et politique de l'Inde.

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPIL

Prix du pétrole : effets macroéconomiques, sectoriels et conséquences financières

CYCLE MONNAIE & FINANCE

16 septembre

Paris

Après avoir affiché une tendance soutenue à la hausse entre 2000 et 2007, chuté d'environ 70% en six mois à partir de l'été 2008, rapidement remonté puis connu une période de stabilité jusqu'à l'été 2014, le prix du brut s'effondre passant sous la barre des 45 dollars durant le premier trimestre de l'année 2015 et restant depuis de façon durable en deçà de 65 dollars. Comment expliquer ces fluctuations d'une telle ampleur ? La situation actuelle est-elle atypique ? Quels sont les impacts de la baisse du prix du brut sur les économies, tant au niveau macroéconomique qu'au niveau sectoriel ? Quelles conséquences en termes d'opérations de fusions et acquisitions dans le secteur des hydrocarbures ? Quelles sont les perspectives ?

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint du CEPII

Intervenants : Emmanuel Hache, Économiste à l'IFP Énergies Nouvelles et Professeur Associé à l'IFP School ; Valérie Mignon, Conseiller scientifique au CEPII et co-rédacteur en chef de la revue *International Economics*

TTIP et l'industrie du numérique

CYCLE TTIP

23 septembre

Paris

En partenariat avec l'American Chamber of Commerce in France

Si l'économie numérique ne fait pas traditionnellement partie des domaines importants d'intervention des politiques commerciales, elle recèle des enjeux de premier plan dans le cas de la négociation en cours du Partenariat Transatlantique (TTIP). Les activités qu'elles couvrent sont d'emblée internationales, et leur caractère innovant nécessite une adaptation permanente du cadre réglementaire qui les encadre, dans un contexte où les sources de tension ne manquent pas, qu'elles soient liées à des questions de confidentialité, de contrôle, de sécurité, voire tout simplement de coût et de pouvoir de marché. La croissance explosive de ces activités et la position prééminente de plusieurs entreprises américaines contribuent à faire de cette question l'un des volets potentiellement les plus importants du TTIP, même s'il reste sans doute l'un de ceux où les enjeux sont les plus difficiles à cerner.

Président de séance : Sébastien Jean, Director of the CEPII

Intervenants : Thomas Boué, Director, Policy – EMEA, BSA The Software Alliance ; Benoît Thieulin, Président du Conseil National du Numérique ; Jan-Willem Verheijden, Trade Affairs Manager, DG Trade, European Commission

LES MATINALES DU CLUB

6 octobre

Paris

"Brexpulsion" rather than "Brexit"?

The UK government will hold an in-out referendum on EU membership by the end of 2017, which could result in the UK choosing to leave the EU – 'Brexit'. Prime Minister David Cameron's strategy is to renegotiate the terms of UK membership, then to recommend a 'yes' vote for remaining in the EU. Iain Begg will highlight the dilemmas around the UK's continued participation in the EU. If the UK is repeatedly rebuffed or is seen as wanting too many exceptions, could there be a de facto push towards the exit door? 'Brexpulsion', rather than a UK choice for 'Brexit', may not be imminent, but is an outcome that cannot be dismissed.

Président de séance : Natacha Valla, Deputy-Director of the CEPII

Intervenant : Iain Begg, Professorial Research Fellow at the European Institute, London School of Economics and Political Science

LES MATINALES DU CLUB

13 octobre

Paris

Roles of China and India in a Mediocre World Growth

The remarkable growth of China and India over decades has shifted the centre of global economy towards Asia and regional integration has intensified. With the global economy in the recovery ward and the IMF predicting an era of mediocre world growth, the record of Asia's economic "giants" is under the microscope. The recent slowdown in China has generated a lively debate on the effectiveness of the giants' economic strategies to sustain their growth and the implications for the world economy. What role have history and reforms played in the growth of China and India? Can India catch up with PRC? What challenges lie ahead for transformation in the giants? Should Europe and the United States prepare for a multipolar world?

Président de séance : Sébastien Jean, Director of the CEPII

Intervenant : Ganeshan Wignaraja, Advisor, Office of the Chief Economist of the Asian Development Bank

LES MATINALES DU CLUB

4 novembre

Paris

Le commerce extérieur chinois en pleine mutation

La Chine est devenue la première puissance commerciale du monde et ses échanges progressent toujours plus rapidement que la moyenne mondiale. Mais les ressorts de cette progression sont différents de ceux qui prévalaient avant la crise globale. Le commerce extérieur de la Chine est désormais moins porté par son insertion dans les chaînes mondiales de production (commerce de processing

ou d'assemblage) et davantage par l'offre et la demande intérieures chinoises (commerce ordinaire). Les firmes chinoises accélèrent et diversifient leurs exportations de produits peu sophistiqués vers les pays en développement. Pour les entreprises à capitaux étrangers la Chine est de moins en moins une base de production pour l'exportation et de plus en plus un marché intérieur à capter. La demande chinoise de produits manufacturés importés qui a le plus progressé est celle des biens de consommation haut de gamme. L'Union européenne a gardé sa forte position sur le marché chinois, principalement grâce à l'Allemagne. Mais celle-ci peut se transformer en une source de fragilité si la Chine connaît des difficultés dans cette période de transition marquée par une croissance moindre et nécessite tôt ou tard la libéralisation du marché des capitaux.

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Intervenants : Sandra Poncet, Conseiller scientifique au CEPII ; Deniz Ünal, Économiste et Rédactrice en chef du Panorama, CEPII ; Ysaline Padieu, Adjointe au Chef du Bureau des Politiques Économiques et des Risques Internationaux, DG Trésor

Migration Rights Versus Labour Migration

The rights that are granted to migrant workers when arriving in high income countries is one of the most contentious issues related to international labor migrations.

In a recent book "The Price of Rights: Regulating International Labor Migration" Martin Ruhs finds that greater rights for migrant workers can come at the price of more restrictive admission policies, especially for lower-skilled workers.

He advocates the liberalisation of international labour migration through temporary migration programs that protect a universal set of core rights and restrict a few specific rights that create net costs for receiving countries.

Intervenants : Martin Ruhs, Associate Professor of Political Economy at Oxford University ; Lionel Ragot, Scientific Advisor on Emerging Economies & International Migrations - Discussant and Chair

Après COP21, quels modes de coopérations sur la finance climat ?

À l'issue de la COP21 à Paris en décembre prochain, le risque est grand d'un accord purement déclaratif qui repousse tout effort sérieux. Face à ce danger, la notion de coalition ou de "clubs"

LES MATINALES DU CLUB
20 novembre

Paris

CYCLE ENERGIE & ENVIRONNEMENT
26 novembre

Paris

POINT-PAYS
8 décembre

Paris

climatiques est récemment réapparue comme une approche originale susceptible de contourner les difficultés diplomatiques rencontrées par les processus de coopération intergouvernementales. Quelles sont ces nouvelles formes de négociations climatiques réduites mais ambitieuses et dynamiques, et qui pourraient bien mettre en danger le processus onusien ? À quelles conditions seraient-elles des formes de coordination efficaces face aux enjeux climatiques ?

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Intervenants : Étienne Espagne, Économiste et Spécialiste des questions environnementales au CEPII ; Benoît Leguet, Directeur général, Institute for Climate Economics (I4CE)

Brazil: the Rise and Fall

Over the years 2000, Brazil deserved its title of "B" from BRICs. With its stable macroeconomic environment, high growth rates and falling income inequality, the country looked good in the picture with the other fast growing emerging economies, with the bonus of a democratic political environment. Now, however, it feels as if the 1980s are back to the future, with the economy under recession and increasing inflation rates. On the political arena, the government is walking on thin ice, juggling with corruption scandals and the most dramatic economic downturn over the past decades. Dilma Rousseff promised the undeliverable to win election last year, and now its government has to face the hard reality of the economic mess they created themselves.

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Intervenants : Jens Arnold, Senior Economist, Head of Brazil and Portugal Desk, OECD ; Cristina Terra, Research Associate at CEPII & Professor of Economics at ESSEC Business School

LES MATINALES DU CLUB
18 décembre

Paris

Resserrement monétaire américain : quelles conséquences ?

Le dollar reste au centre de la finance internationale et tout mouvement de la politique monétaire américaine, qu'il soit effectif ou seulement anticipé, a des répercussions immédiates sur l'ensemble du monde. Au lendemain de la décision de la Fed sur la remontée éventuelle de son taux directeur, il y aura tout lieu de s'interroger sur ses conséquences du point de vue tant des économies avancées qu'émergentes. D'autant que l'économie mondiale présente des vulnérabilités. En dépit de la crise, l'endettement n'a cessé d'augmenter et le nouveau cycle haussier

du dollar a déjà provoqué des fuites de capitaux hors des pays émergents très endettés, déstabilisant leurs taux de change. Or, avec une hégémonie de l'économie américaine affaiblie, la finance internationale pâtit davantage de l'unilatéralisme monétaire de la Fed. Sans une coopération capable de gérer les interdépendances, la globalisation financière ne pourra que reculer.

Président de séance : Jézabel Couppey-Soubeyran, Chargée de recherche au CEPII et Maître de conférences à l'Université Paris 1

Intervenants : Michel Aglietta, Conseiller au CEPII, Professeur émérite à l'Université de Paris-X Nanterre et Membre du Haut Conseil des Finances Publiques ; Anne-Laure Delatte, Chargée de recherche au CNRS, EconomiX, chercheure associée à l'OFCE et membre du CEPR, Chercheuse invitée à Princeton

Annexe 7



Participation à des groupes
de travail et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Direction du groupe sur "Les dettes publiques de la zone euro", Caisse des Dépôts et Consignations, Institut CDC pour la Recherche.

Participation au rapport "La France dans 10 ans", France Stratégie.

Cecilia Bellora

Membre du groupe de travail "Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande" pour le Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Jézabel Couppey-Soubeyran

Membre du Haut Conseil certificateur de place, Autorité des marchés financiers.

Matthieu Crozet

Membre Junior de l'Institut Universitaire de France

Christophe Destais

Membre du Comité des risques émergents, Direction Générale du Trésor.

Gilles Dufrénot

Membre du groupe de travail sur "Les dettes publiques de la zone euro", Caisse des Dépôts et Consignations, Institut CDC pour la Recherche.

Étienne Espagne

Participation au Groupe de travail de la Caisse des Dépôts sur "La croissance potentielle en Europe".

Lionel Fontagné

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS.

Membre du groupe de travail "Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande" pour le Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Michel Fouquin

Membre du comité scientifique des Journées de l'économie de Lyon.

Membre du comité scientifique du Printemps de l'économie.

Houssein Guimbard

Participation au Comité de Pilotage de l'évaluation du Programme des Renforcements des Capacités Commerciales (PRCC) français.

Membre du groupe de travail "Évaluation quantitative d'un accord commercial entre l'Union européenne, l'Australie et la Nouvelle Zélande" pour le Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Valérie Mignon

Responsable du rapport "Déséquilibres des paiements courants et taux de change : les effets systémiques des prix de l'énergie" pour le Conseil Français de l'Énergie (remis en janvier 2015).

Deniz Ünal

Membre du Comité France-Turquie.

Annexe 8



Relations partenariales
du CEPII

RELATIONS PARTENARIALES DU CEPII

AEEF

(Asia Europe Economic Forum)

L'AEEF est un forum de haut niveau permettant à des experts asiatiques et européens des échanges approfondis basés sur des travaux de recherche récents, sur des sujets mondiaux d'intérêt mutuel. L'AEEF organise chaque année une conférence.

Ses membres :

Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics – Chinese Academy for Social Sciences (IWEPP-CASS), et Korea University.

Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du **CEPII** (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'**IfW** (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de **EUI** (l'European University Institute, Italie), de l'**IBEI** (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'**University of St. Gallen** (Suisse), du **CEP** (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du **CEPR** (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'**IDB** (Inter-American Development Bank - représenté par **INT** et **INTAL**).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'Économie et des Finances).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, États-Unis), PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris 1 (France).

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action

des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.

Les journées de l'économies

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

Rapport d'activité 2015

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

Commissariat général à la stratégie et à la prospective

CEPII

113, rue de Grenelle - 75700 Paris SP 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en juin 2016

